

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES TAXATIONS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 2 Juin 1919, à 3 heures.

PAR

Gabriel BUSSAC

Ingénieur agricole

Président : M. SOUCHON, *Professeur*
Suffragants { MM. CH. GIDE, *Professeur*
PERREAU, *Professeur*

PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, et 12, rue Toullier

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES TAXATIONS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 2 Juin 1919, à 3 heures.

PAR

Gabriel BUSSAC

Ingénieur agricole

Président : M. SOUCHON, *Professeur*
Suffragants { MM. CH. GIDE, *Professeur*
PERREAU, *Professeur*



PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, et 12, rue Toullier

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES TAXATIONS AGRICOLES

AVANT-PROPOS

BUT ET CADRE DE L'ÉTUDE

L'étude que nous nous proposons sur les Taxations agricoles a pour but, en utilisant les enseignements de l'Histoire économique et les observations qu'un peu de pratique agricole nous a permises, d'être utile dans la mesure de nos forces à la cause commune.

La question des taxations agricoles a été très débattue pendant les premières années de la guerre actuelle, nous pouvons affirmer qu'elle n'est pas résolue : Tout homme politique, tout économiste examine la question de façon très différente suivant son tempérament politique et suivant l'Ecole à laquelle il appartient ; chacun croit *a priori* être détenteur d'une vérité qui ne repose le plus souvent sur aucun fondement.

Dans l'étude que nous entreprenons, nous voudrions rechercher à l'aide des documents historiques et par l'observation des faits que nous procure la guerre que nous subissons, les rapports de coexistence et de succession se retrouvant entre les taxations et différents faits économiques tels que : la Production, la Consommation, nous constaterions dans l'espace et dans le temps, la constance de ces rapports ; ce serait la partie scientifique de l'étude, seulement, dans le temps, les documents sont peu nombreux, les taxations ayant été, et nous devons nous en féliciter, rarement appliquées ; dans l'espace, nous ne pouvons pas encore connaître d'une façon certaine les résultats obtenus par cette législation dans d'autres pays tels que l'Allemagne par exemple.

Nous ferons donc surtout une étude d'art, nous examinerons simplement en France ce qu'ont été autrefois et aujourd'hui les taxations agricoles, les résultats qu'elles ont donnés ; nous nous demanderons si elles doivent à l'avenir être adoptées ou rejetées.

Lorsque le législateur taxe les denrées, il n'a généralement eu vue que de permettre à la masse des consommateurs d'avoir à des prix plus abordables, les produits agricoles qu'il estime être indispensables, il n'envisage pas toujours les répercussions que cette fixation plus ou moins arbitraire peut avoir sur la

production, sur l'approvisionnement des centres populeux, sur la consommation elle-même.

Puisque « les questions de (1) Méthode priment toutes les autres », nous avons adopté comme plan de cette étude la méthode classique, généralement suivie en économie politique :

Une denrée est produite par l'agriculture, elle circule, elle est répartie entre les différents consommateurs par le commerce ; enfin, elle est consommée. Certes, toutes les denrées ne circulent pas, une portion de la production est consommée sur place, mais nous nous occupons surtout de la partie que le producteur a en excédent et qui doit se répartir entre les différents consommateurs.

Après les généralités sur les taxations, nous examinerons donc leur rôle dans la production, dans la circulation, et la répartition des denrées ; enfin, dans leur consommation. Ces termes n'auront pas ici le sens qu'on leur donne dans la technique économique mais plutôt celui que la langue courante leur attribue.

Avant de terminer ces quelques lignes d'avant-propos nous tenons à remercier, particulièrement, ceux qui nous ont fourni des documents intéressant l'objet de cette étude nous facilitant ainsi l'exécution de ce travail.

1. Descartes, *Discours de la Méthode*, Livre 2.

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS SUR LES TAXATIONS AGRICOLES

§ 1. — Définition de la Taxation.

La taxation d'une denrée est la fixation par les pouvoirs publics du prix de cette denrée. Comme c'est une entrave à la liberté du commerce et en quelque sorte une atteinte au droit de propriété déclaré inviolable et sacré » par l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, la taxation pour être efficace entraînant le droit de réquisition, une loi est nécessaire pour permettre aux pouvoirs publics de taxer le prix des produits.

La loi peut déterminer elle-même le taux de cette taxation ou laisser chaque municipalité, chaque département la déterminer lui-même dans des limites prévues ; c'est ainsi que l'article 3 de la loi du 20 avril 1916 dit : « La taxation pour les prix de vente en gros au lieu d'importation ou de fabrication du café, du sucre et des huiles et essences de pétrole est prononcée par décret rendu sur la proposition du minis-

tre du Commerce, de l'Industrie des Postes et Télégraphes et du ministre de l'Intérieur ; pour tous autres cas, la taxation est prononcée par le Préfet après avis du Comité consultatif prévu à l'article précédent :

« Le Préfet prend à cet effet des arrêtés motivés applicables soit à toutes les communes du département, soit à l'une ou à l'autre d'entre elles... » On voit de suite que le prix ainsi administrativement fixé, peut être très différent sur les territoires de deux départements ou de deux communes limitrophes, ces différences seront telles que certaines contrées jouissant de prix taxés plus rémunérateurs attireront à elles les produits des régions voisines qui en seront totalement démunies. Le même fait s'était déjà présenté pendant l'époque révolutionnaire : le décret du 4 mai 1793 déterminait des prix de récoltes dans chaque département ; pour éviter les conséquences fâcheuses que nous venons de signaler, une loi du 11 septembre de la même année dut fixer d'une façon uniforme le prix des grains dans toute l'étendue du territoire.

La loi peut déterminer un prix unique de vente, dire, par exemple : Le blé de la récolte de telle année sera coté tant. Elle peut aussi fixer un prix maximum à la vente, c'est ainsi que le 4 mai 1793, un décret de la Convention nationale établit les prix maxima qui devaient représenter la moyenne des cours rele-

vés entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 1793, le prix maximum décroîtra de façon à ce que le propriétaire ait intérêt à se débarrasser le plus rapidement possible de ses récoltes et que les accaparements deviennent impossibles.

En réalité, sous deux noms différents, ces deux systèmes sont identiques. Le prix maximum que les denrées ne doivent pas dépasser devient le prix unique de vente pour la même récolte, le propriétaire ne se souciant pas, tout naturellement, de vendre à plus bas prix que le maximum autorisé.

Au moment de la discussion à la Chambre des députés du texte de MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac ainsi conçu : « à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 1^{er} août 1916, le blé de froment de 1^{re} qualité ne peut être vendu à un prix supérieur à 30 francs les 100 kilos, toute vente excédant ce prix est nulle de plein droit. »

M. Boret, rapporteur de la commission d'agriculture disait : « Les prix-limites tendent à devenir de véritables prix courants. Le prix maximum offre en effet ce désavantage de faciliter entre les vendeurs une sorte de pacte tacite qui, tout naturellement, les conduira à s'efforcer d'obtenir toujours le prix-limite. Aussi, est-il indispensable qu'une pareille mesure ait comme correctif un plus large usage de taxer. »

Dans les séances tenues par les Comités réunis d'agriculture et du commerce les 18 et 19 avril 1793,

an II de la République, en exécution du décret de la Convention nationale, nous trouvions la même opinion énoncée par des fonctionnaires publics et autres citoyens : « La taxe des grains produira t-elle l'effet salubre qu'on en attend ? Afin de ramener l'ordre dans les idées, je dois placer ici une observation qui fut faite dans la discussion : on a dit qu'il ne s'agirait point de taxer mais seulement d'un maximum, ce qui était fort différent, puisqu'on serait toujours le maître de vendre et d'acheter au-dessous du maximum déterminé, mais on s'est mis à convenir que le maximum serait bientôt le prix unique puisque le cultivateur ou le possesseur de grains, étant le maître de le porter à ce taux fort inférieur au prix actuel, ne consentirait pas à faire encore sur le prix fixé par la loi un sacrifice dont il serait libre de se dispenser, d'où il résulterait que le maximum serait une véritable taxe à laquelle les prix des grains se trouveraient portés même dans les départements dans lesquels ils ne l'auraient pas encore atteints à l'époque de la loi... »

Puisque le prix maximum devient le prix unique, il n'est pas étonnant que nous retrouvions une analogie complète entre les lois du maximum de la période révolutionnaire et les taxations agricoles de l'époque actuelle ; nous verrons plus loin que des résultats identiques furent les conséquences de ces méthodes semblables.

§ 2. — But de la Taxation.

La Taxation a pour but de lutter contre la cherté des substances considérées comme indispensables à la vie en imposant au producteur un prix de vente raisonnable, au commerçant en gros et au détaillant un gain jugé suffisant de façon à ce que les uns ou les autres ne puissent spéculer sur la misère publique.

Dans une période de crise économique, la production est diminuée, la consommation souvent augmentée par suite de gaspillages ou autres causes ; les denrées indispensables à la vie des citoyens viendraient à manquer si l'Etat laissait jouer librement la loi de l'offre et de la demande, il en résulterait fatalement une cherté excessive de ces denrées, la classe riche seule pourrait se les procurer, la masse du peuple serait sacrifiée ; il y a donc nécessité, semble-t-il, de procéder à la taxation des produits.

Fixer un prix de vente ne suffirait pas ; les producteurs, eux-mêmes doivent savoir qu'il ne leur sera pas permis de dépasser un certain prix-limite ; la taxation chez le commerçant ne se conçoit pas sans la taxation chez le producteur mais on peut admettre que nombre de producteurs ne se souciant pas de livrer leurs marchandises au taux de la taxe aimeraient mieux les conserver en attendant un change-

ment de législation possible ou pour se prémunir contre une disette factice ; la Réquisition découle donc tout naturellement de la taxation, l'une ne serait pas efficace sans l'autre.

Si nous examinons maintenant le commerce extérieur, nous nous rendons compte qu'un importateur pourrait réaliser de très gros bénéfices en faisant venir à bas prix des produits qu'il revendrait au prix de la taxe supposé beaucoup plus élevé ; c'est pour éviter ces abus qui seraient préjudiciables à la masse, que l'Etat s'arroe le droit d'importation exclusive.

Réquisition, monopole de l'importation sont les conséquences directes des taxations.

Avant d'entrer dans les détails de la taxation, voyons si elle est légitime.

§ 3. — La Taxation est-elle légitime ?

Ecole libérale. — Ecole socialiste.

Tandis que l'Ecole libérale repousse la Taxation ou ne l'admet momentanément que comme un pis aller auquel on ne doit recourir qu'avec une extrême prudence, l'Ecole socialiste au contraire voudrait la généraliser à tous les produits naturels ou fabriqués.

C'est qu'en effet, cette méthode de fixation des prix est indispensable à l'application de l'idée de ré-

partition : « à chacun selon son travail », âme du collectivisme. Pour que l'adaptation de la production aux besoins sociaux puisse se faire, il faut l'« organiser en quelque sorte militairement, la réquisition devient nécessaire » (1), la taxation de toutes les denrées est chose indispensable. Même, chez les théoriciens du socialisme comme Schaeffle, Jaurès, Renard qui cherchent à sauvegarder une certaine liberté à l'individu : celle de choisir son travail ; la journée de travail, point de départ de la taxation peut être portée à un taux un peu plus élevé ou un peu plus bas suivant le besoin social mais pour que le principe : « à chacun selon son travail » soit satisfait, la journée de travail devient la base nécessaire à la taxation qui sera appliquée à tous les objets.

Aussi, ne devons-nous pas être étonnés quand nous voyons le groupe socialiste présenter à la Chambre des députés, le 10 novembre 1917, l'ordre du jour suivant : « La Chambre invite le Gouvernement à pratiquer immédiatement la Réquisition des céréales ainsi que de *tous les produits jugés indispensables à la consommation* et à organiser la production méthodique, et obligatoire du blé sous le contrôle et avec le concours de l'Etat. »

Si, nous élevant au-dessus des divergences doctrinales dues souvent à un esprit d'Ecole, à la pas-

1. Voir discours de M. Jules Guesde à la Chambre des députés, juin 1896.

sion ou à l'intérêt, nous nous demandons si l'Etat a le droit de fixer, comme il l'entend, le prix de certaines denrées, nous devons reconnaître que, pratiquement et juridiquement, la question ne se pose même pas. L'Etat a tous les pouvoirs puisque nous ne connaissons pas en France une juridiction suprême, pouvant apprécier la constitutionnalité des lois. Tout au plus, pouvons-nous nous demander si, théoriquement, l'idée de taxation est contraire aux grands principes de notre Droit public, aux Droits de l'homme et du citoyen par exemple ; sans aucun doute, nous devons répondre négativement.

« Est-il juste ? est-il utile de fixer le maximum du prix des grains ? » disait à la Convention, Alex-Louis Lachevardière, vice-président du département de Paris sur cette question. « Je pense que la fixation du maximum du prix est juste et je m'explique... les hommes ne sont réunis en société que pour leur plus grand avantage, le premier de ces avantages est l'existence, la condition principale du contrat est donc que tous doivent assurer l'existence de chacun et lui donner les moyens de la soutenir ; ces moyens sont dans la possibilité que tout homme doit avoir d'échanger le produit de son travail et de son industrie contre les aliments de première nécessité. Parmi les autres avantages que la société assure, on doit ranger la propriété mais la Déclaration des Droits a sagement dit que « la propriété était toujours subor-

donnée à la nécessité publique et sous la condition de l'indemnité préalable ; or, la première nécessité publique est de pourvoir à la subsistance de tous les membres de la société d'où je conclus qu'elle a le droit et qu'il est même de son devoir de prendre tous les moyens possibles pour parvenir à ce but et de disposer, moyennant l'indemnité préalable, de la propriété de quelques-uns pour le salut de tous ; d'après le droit des gens, d'après la Déclaration des Droits de l'homme, il est donc possible de fixer le maximum du prix des grains et c'est juste de le faire si, comme je vais le démontrer, cela est utile... »

Nous partageons tout à fait l'opinion de Lachevardière.

Le premier droit de l'Etat est celui de vivre, comme il réquisitionne les citoyens pour assurer son existence, il peut réquisitionner les denrées et les taxer, le tout est de savoir si, économiquement, il agit sagement en le faisant.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES TAXATIONS ET LA PRODUCTION AGRICOLE

§ 1. — Sécurité morale et matérielle nécessaire au producteur.

Qu'on le veuille ou non, la taxation entraîne forcément une défiance des citoyens pour le producteur; c'est pour mettre un frein à la cupidité des cultivateurs que l'Etat fixe un maximum dans le prix des denrées; si nous nous faisons quelque illusion à ce sujet nous n'aurions qu'à relire les documents concernant la question et conservés aux Archives nationales, suivre les débats qui précédèrent les lois de taxation au Parlement actuel pour être édifiés à ce sujet. Ici, nous lisons : « La cupidité insatiable des fermiers est la principale cause de la cherté des grains... tant que cette classe d'hommes cruels disposera en souveraine de la subsistance du peuple, elle ne s'arrêtera que, lorsque l'ayant conduite aux

portes du désespoir, elle craindra d'être victime de sa vengeance, ceux qui doutent de ces vérités, ne connaissent nullement le caractère des fermiers ; je crois donc indispensable de mettre un frein à leur avidité (signé : Payen, procureur de la commune de Champigny, fin 1792).

Là c'est Beffroy qui, le 16 novembre 1792, gémit : « Assemblée Constituante ! Pourquoi tant de riches cultivateurs siégeaient-ils dans ton sein ? Avec le désir d'encourager l'agriculture, cette Assemblée mit dans les mains des grands cultivateurs les moyens de tout engloutir, elle fit sans le vouloir apparemment une classe de privilégiés, ils surent tellement en profiter qu'ils sont maintenant dans la République ce qu'étaient les Grands dans la Monarchie, c'est par leur cupidité, leur inhumanité, c'est, par la plus dure des aristocraties qu'ils se font distinguer et quoi qu'on en dise, je déclare que je ne vois pas en eux des cultivateurs mais, bien des spéculateurs avides et dangereux dans un Etat libre... »

Phelippeaux disait que les lois du Maximum mettraient un frein aux « calculs ineptes de l'Egoïsme », « l'agriculteur n'était-il d'ailleurs pas trop heureux de se trouver protégé contre la violence et de mettre ses biens à l'abri sans se trouver exposé aux revendications des ventres affamés. »

C'est enfin Robespierre : « La première loi sociale est celle qui garantit à tous les membres de la so-

ciété les moyens d'exister ; c'est pour vivre, d'abord que l'on a des propriétés ; il n'est pas vrai que la propriété puisse jamais être en opposition avec la subsistance des hommes, tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière. il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle et qui soit abandonnée à l'industrie des commerçants, je défie le plus scrupuleux défenseur de la propriété de contester ces principes à moins de déclarer ouvertement qu'on entend par ce mot le droit de dépouiller et d'assassiner son semblable. »

Beaucoup d'autres textes révolutionnaires nous montreraient en quels termes peu flatteurs étaient traités les agriculteurs ; les cruels événements que nous subissons ont fait encourir aux cultivateurs des épithètes qui ne sont guère plus encourageantes et peut-être encore plus injustes si l'on considère que le fond même de notre armée nationale est fournie par le paysan, que le vieux père du combattant, sa femme ou son jeune enfant ont bien droit à quelque reconnaissance de leurs concitoyens et cependant n'a-t-on pas accusé ce paysan de s'enrichir aux dépens de son semblable, ne l'a-t-on pas même, dans certains milieux, déclaré responsable de la longue durée de la guerre parce qu'il fournissait les produits indispensables à sa continuation ; nous ne voulons certes pas nous étendre sur ce sujet, d'autant

plus que ces théories dites « défaitistes » relèvent des tribunaux répressifs, mais nous tenions à les indiquer parce qu'elles furent « à la mode » pendant plusieurs mois surtout en 1916 et par ce qu'elles sont destinées à diminuer la sécurité morale des travailleurs de la terre.

Nous appelons : sécurité morale du producteur, la confiance qu'il possède dans l'avenir, la tranquillité d'esprit qui lui permet d'entreprendre un travail de longue haleine sans craintes, nous disons que cette sécurité est nécessaire ; la récolte agricole n'intervient qu'au bout de plusieurs mois d'efforts. Pour que l'agriculteur puisse vraiment utilement travailler la terre, lui incorporer les engrais nécessaires, il ne faut pas qu'il ait la moindre crainte de se voir dépouiller d'une façon ou d'une autre du fruit de son travail.

Cette sécurité morale nécessaire à l'agriculteur ne lui est pas suffisante, il lui faut une sécurité matérielle, nous appellerons ainsi la confiance qu'il aura dans un bénéfice largement rémunérateur récompensant son travail. Quand il cultive un champ, l'agriculteur ne fournit pas seulement un travail comme le manœuvre d'une usine, il incorpore un capital sous forme de semences, d'engrais, d'amortissement de matériel etc., moyennant cette avance qu'il consent pour plusieurs mois, un an et quelques fois plus, il escompte un bénéfice ; les intempéries pourraient le

lui ravir : il s'assure. Ainsi, pour s'engager dans cette voie où il risque quelquefois tout son capital, l'agriculteur a besoin de la sécurité de sa récolte ; or, les **taxations** la lui enlèvent partiellement.

« Ignore-t-on, disait Creuzé-Latouche, député de la Vienne à la Convention nationale, le 28 avril 1793, ignore-t-on qu'une récolte qui n'est à nos yeux qu'une chose présente est le fruit de préparation, des dépenses et des efforts d'un nombre d'années antérieures. Ignore-t-on que l'abondance des subsistances et leur continuelle reproduction dépendent du courage du cultivateur et le courage du cultivateur de sa *sécurité* ? » et, soutenant avec force l'utilité de la propriété comme la nécessité de la sécurité du cultivateur : « Les fruits de la terre ne viennent que par l'industrie et le premier élément de cette industrie, ce moyen sans lequel la terre resterait inculte et l'homme réduit à manger du gland ou à brouter l'herbe dans les bois, c'est la propriété », puis plus loin : « Ignore-t-on que sans le maintien des propriétés territoriales il n'y aurait pas non plus de propriétés mobilières, ni d'arts, ni d'agriculture, ni de travail, ni de production, ni de société ? Qu'on cesse donc de se croire patriote alors que l'on met le comble à la misère publique par l'un des moyens les plus familiers aux aristocrates et de répéter ces maximes extravagantes et meurtrières qui ne pourraient amener que l'anéantissement de l'agriculture,

la cessation de tous les travaux, la banqueroute, l'anarchie, l'esclavage et la famine. »

Reportons-nous maintenant aux premières années de la guerre actuelle et demandons-nous si cette « sécurité dont dépend le courage du cultivateur » existait. Après le bouleversement sans précédent de la mobilisation qui ne laissait aux travaux des champs que les vieillards, les femmes et les enfants, les réquisitions aussi illogiques qu'abusives des animaux de trait, nous avons vu des cultivateurs désespérés attendre plusieurs mois la fin des hostilités qu'ils croyaient proche pour se remettre à l'ouvrage. La guerre continue, les récoltes futures doivent intervenir abondantes, chacun à son poste tient à honneur de remplacer aussi bien que possible les absents. On enseme, la récolte de 1915 fut médiocre comme on pouvait s'y attendre à la suite de la très grande humidité des mois de juin et juillet qui contraria la formation du grain ; sous l'influence de la guerre, toutes les denrées subissent une forte hausse que les pouvoirs publics n'enrayent pas. Mais le pain ne devant pas augmenter de prix, le blé doit se maintenir au même cours ; le Parlement taxe le blé. L'expérience du passé ne sert donc à rien et la loi du 16 octobre 1915 relative à l'achat et à la vente du blé pour le ravitaillement civil, décide que les blés pourront être réquisitionnés dans chaque département par les Préfets ou leurs délégués sous l'auto-

rité du ministre du Commerce des Postes et des Télégraphes et dans les conditions prévues par la loi du 3 juillet 1877 relatives aux réquisitions militaires ; l'article 2 *in fine* décide qu' « en cas de réquisition, l'indemnité qui pourra être allouée soit par l'autorité administrative soit par les tribunaux ne pourra être supérieure à 30 francs les 100 kilos pour les blés pesant 77 kilos à l'hectolitre et ne contenant pas plus de 2 pour cent de corps étrangers, il y aura lieu à une augmentation ou à une réduction de 1 pour cent sur le prix pour chaque kilo en plus ou en moins constaté à l'hectolitre ainsi qu'à une réduction de 1 pour cent sur le même prix pour chaque unité en plus pour cent de corps étrangers ».

Le Parlement croyait-il par cette loi dédommager le producteur de ses efforts, nous ne le pensons pas. il n'a cherché sans doute qu'à stabiliser le cours du blé pour éviter l'augmentation du prix du pain, il ne s'est pas préoccupé des répercussions que cette taxation pouvait avoir sur la production du « brin d'herbe sacré ».

Nous avons cru intéressant de relever exactement les moyennes des cours des différentes denrées sur les différents marchés de Paris dans la première quinzaine de janvier des années comprises entre 1911 jusqu'au 10 janvier 1918. Le prix du blé ne peut varier étant taxé à 30 francs les 100 kilos par la loi d'octobre 1915. Remarquons que ce prix ne dé-

passé que de 2 francs par quintal le prix du blé au 12 janvier 1911 ; que de 4 francs celui du blé au 7 janvier 1914. Le prix de l'avoine se maintient dans les quatre années qui précédèrent la guerre aux environs de 21 francs les 100 kilos ; n'étant pas taxé, il subit les conséquences de la loi de l'offre et de la demande et le 10 janvier 1916 il atteindra (en gare, à Paris) 32 et 32 fr. 50. L'orge qui s'était maintenue aux environs de 21 francs les 100 kilos dans les années d'avant-guerre passe à 32 et 34 francs. Nous verrons plus loin, au sujet de la Production à quelles conséquences fâcheuses peuvent entraîner ces diversités de prix entre les différentes céréales, nous cherchons simplement à nous rendre compte ici si ce prix alloué par l'Etat est suffisant pour rembourser le cultivateur de ses avances et lui assurer un bénéfice légitime qui, stimulant son intérêt personnel sera un facteur puissant de la production nationale, nous voulons nous rendre compte si les conditions qui sont faites à l'agriculteur lui assurent la sécurité matérielle à laquelle il a droit.

Nous comparerons le coût de production du blé en 1912 et en 1915 ; pour simplifier les calculs nous nous reporterons sur la culture de 1 hectare de terres légères, faciles à cultiver donnant une production moyenne de 20 quintaux, ce qui sera un bon rendement pour la catégorie de terres que nous avons sous les yeux. Le blé de la récolte 1912 sera coté :

27 fr. 75 au cours du 8 janvier 1913 ; le 10 janvier 1916 il atteindra 30 francs, la taxe étant appliquée. Dans nos calculs nous ne faisons figurer que la production du grain, les observations sur les différences de prix des pailles ne changeraient rien à nos conclusions. Nous tenons à faire remarquer que dans une terre forte donnant un rendement supérieur à l'hectare, la différence de bénéfices bruts entre les deux années considérées serait encore augmentée au préjudice de 1915, l'augmentation du coût de culture n'étant pas compensée par le bénéfice résultant de la différence des cours des deux années considérées.

Après observation du tableau A, nous n'exagérerons rien en concluant qu'il y a pour le grain une différence de 55 fr. 80 dans le bénéfice net au préjudice de l'année 1915 ; il est incontestable que cette différence sera accentuée dans la réalité, du fait que dans l'exemple choisi, nous avons réduit la culture au strict minimum et que nous avons laissé de côté certains facteurs importants du coût de production : loyer de la terre, amortissement du matériel, etc..., qui feraient pencher davantage la balance au préjudice de 1915.

Or, si la valeur d'un objet n'est pas nécessairement son coût de Production mais bien son utilité sociale, il n'en est pas moins vrai que pour des denrées de production courante, avec le libre jeu de

TABLEAU A

Tableau comparatif du coût de culture d'un hectare enssemencé en blé en 1913 et en 1915

	Temps nécessaires en journées	Coût de la main-d'œuvre journalière à la ferme	Coût de la traction animale	Total		Coût de la main-d'œuvre journalière à la ferme	Coût de la traction	Total	
Labour.....	3. »	15. »	30. »	45. »				60. »	Le bénéfice net est de 338 fr. en 1913 par hectare, il sera de 272.2 en 1915, soit une diminution dans le profit du cultivateur de 55.80.
Hersage.....	1/2	1.75	2.50	4.25		2.50	4. »	6.50	Il est bon de remarquer que plus la culture serait compliquée plus la différence s'accroîtrait au préjudice de 1915.
Semailles au semoir.....	1/2	1.75	5. »	6.75		2.50	8. »	10.50	Cette différence deviendrait plus frappante encore si l'on tenait compte de l'amortissement du matériel, du loyer de la terre, etc..., toutes choses qui augmentèrent entre 1913 et 1915.
Semences, 1 quintal.....				27.75				30. »	Enfin, nous tenons à faire remarquer que nous ne prétendons pas établir de façon absolue les coûts de culture dans ce tableau, ce qui est très difficile, ces chiffres ne présentent une valeur réelle que comme formant un tableau comparatif.
Hersage léger ou roulage.....	1/2	1.75	2.50	4.25	1913	2.50	4. »	6.50	
Béchéage.....	2x1/2	2.75	5. »	7.75		4.50	8. »	12.50/1915	
Engrais { Superphosphates. 300 k. 14/16				18. »				33. »	
{ Nitrates..... 100 k. 16/18				28. »				50. »	
Moisson + ficelle (4 fr.).....	1/2	2.50	5. »	11.50	ficelle (8 fr.)	3. »	8. »	19. »	
Travaux supplément. de moisson..				4. »				5. »	
Rentree, mise à meule, 2 chev., 2 hom.	1/2	5. »	5. »	10. »		6. »	8. »	14. »	
Battage { Entreprise à 5 o/o.....				27.75	à 6 o/o			36. »	
{ Frais de battage 4 heures à 8 fr. de l'heure.				32. »	4 h. à 11.2 l'heure			44.80	
				227. »				327.80	
Produit de 20 quintaux de blé.....	20 x 27.75 = 555. »					20 x 30 = 600. »			
Bénéfices nets.....				328. »				272.20	

Différences des prix des matières premières (1913-1917-1918)
(Bulletin de la Société d'encouragement à l'agriculture)

MATIÈRES PREMIÈRES	1917			1918		
	Prix en 1913	Prix en 1917	AUGMENTATION o/o	Prix actuels	AUGMENTATION o/o de 1917 à 1918	AUGMENTATION o/o de 1913 à 1918
	fr. c.	fr. c.	Pourcentage	fr. c.	Pourcentage	Pourcentage
Engrais : Nitrate.....	26	56	113	85	51	226
— Sulfate d'ammoniaque	32 50	63	94	133	111	309
— Superphosphate minéral (à 14 o/o).....	5 50	13 50	145	30	122	445
Charbon.....	25	108	332	108	»	332
Moissonneuse-lieuse.....	800	1.575	96	2.500	58	212
Ficelle pour lieuses.....	95	265	178	485	83	410
Huile à graisser.....	52	110	111	200	81	284
Graisse consistante.....	70	140	100	290	107	314
Harnais : 1 sellette.....	35	50	42	60	20	71
— 1 collier.....	40	60	50	100	66	146
— 1 avaloir.....	35	55	57	65	20	85
Charonnage : 1 paire de roues.	280	600	114	700	10	150
— 1 essieu.....	150	350	133	400	14	166
Maréchalerie : Ferrure (4 pieds).	6	10	65	14	40	133
Un cheval de.....	1.500	2.000	33	2.600	30	70
Une paire de bœufs de.....	1.800	2.500	38	3.800	52	111
Main d'œuvre (la journée).....	3 50	5	42	5	»	42
			I. 223 : 17 = 104,70 o/o		855 : 17 = 50,88 o/o	3.506 : 17 = 206,23 o/o
Blé (le quintal)	27 43	33	20 o/o	50	51,51 o/o	82 o/o

la grande loi économique de l'offre et de la demande, il y a limitation des profits pour le producteur avec tendance vers le coût de production qu'on appellera la valeur normale de l'objet considéré.

En partant de ce principe, la récolte de 1913 étant soumise à la liberté du commerce, nous devons admettre que le bénéfice réalisé par l'agriculteur dans une telle année représente le profit minimum qui lui est nécessaire.

La taxation en empêchant la vente du produit de suivre son cours naturel met le cultivateur dans une situation qui ne lui assure plus sa sécurité matérielle surtout à une époque où ce bénéfice nominal ne correspond plus comme valeur d'échange à ce qu'il eût été avant la guerre du fait de l'augmentation des prix de tous les objets manufacturés ou autres nécessaires au cultivateur et à sa famille.

Sous ce rapport, encore, la situation actuelle a beaucoup d'analogie avec la période révolutionnaire et les paroles de Giraud dans la séance du Comité du commerce et des approvisionnements, le 19 frimaire an III (9 décembre 1794), sont toujours vraies : « La cherté des marchandises dont on n'a pu apprécier la cause nous a entraînés à cette mesure (maximum). Il faut donc vous rappeler les causes, vous y trouverez l'effet naturel de la hausse des prix qui vous alarme. Le prix des marchandises est relatif à leur plus ou moins grande abondance autant qu'à la très

grande quantité de numéraire; ces principes doivent s'appliquer à notre situation actuelle où nous avons une masse de numéraire presque quadruple de celle qui a jamais existé sur le territoire français ». Ces paroles de Giraud pourraient s'appliquer textuellement, aujourd'hui, les billets émis par la Banque de France ayant quadruplé pendant la guerre.

Le cultivateur de 1916 comme celui de la période révolutionnaire, obligé du fait de la situation économique à se procurer toutes les denrées indispensables à sa vie, à un prix souvent double de celui d'une année normale, ne possède plus cette sécurité matérielle nécessaire qui lui permettra d'engager, quelquefois un an à l'avance, des sommes assez considérables pour produire une récolte taxée à un prix aucunement rémunérateur.

§ 2. — La Taxation tend à diminuer la production en quantité et en qualité

Avec le libre jeu des lois économiques, le cultivateur a l'assurance que, produisant dans les mêmes conditions que ses voisins, il aura un profit ; puisque le prix de vente, dans des conditions normales, n'est en définitive que le coût de Production augmenté de ce profit. Plus la denrée est chère, plus l'agriculteur, a intérêt à engager ses capitaux pour la culture de cette denrée, il sait qu'en agissant ainsi ses bénéfices

croîtront ; le producteur en cherchant son plus grand intérêt, incorporant plus de capitaux, tend à produire davantage et à faire baisser ainsi la cherté du produit considéré pour le plus grand bien de la Société, nous sommes ainsi conduits à dire avec Bastiat que « c'est un merveilleux spectacle que celui de l'intérêt privé réalisant sans cesse ce qu'il évite toujours » (1).

En sera-t-il de même avec le régime des taxations. Le cultivateur de 1915 verra son blé taxé à 30 francs le quintal en augmentation de 6 à 7 0/0 sur le cours des années précédentes.

Il se rend compte que les engrais ont doublé de prix, que la main-d'œuvre a augmenté de 30 à 40 0/0 ; son premier soin, nous l'avons observé, sera de diminuer ou de supprimer des engrais, de restreindre la main-d'œuvre en cultivant moins bien (1 binage au lieu de 2 par exemple) d'où répercussion immédiate sur la quantité de la récolte et sur sa qualité. Pour la qualité de la récolte ou des produits nous prendrons à l'appui de nos dires ce que nous avons observé trop souvent au sujet du bétail acheté pour le ravitaillement de l'armée. Le prix de ce bétail variait entre deux limites très rapprochées comme l'on eut craint de mettre à l'épreuve la compétence quelquefois douteuse des membres des commissions de réception, le résultat fut très simple : les engrais-

1. *Harmonies économiques*, chap. concurrence.

seurs n'ayant aucun intérêt, étant donné le coût de production de la viande par suite du prix des fourrages et de la main-d'œuvre, à poursuivre l'engraissement ou seulement la mise en état de leur bétail, s'empressèrent de mener leurs bêtes les plus maigres au ravitaillement de l'armée dont les marchés devinrent de véritables expositions de bêtes étiques ; ils réservèrent pour le marché libre qui fonctionnait à côté et dont les prix variaient dans des limites plus larges et plus rémunératrices leurs animaux de qualité véritablement marchande.

Au point de vue national, il est évident qu'une telle taxation, entraînant le cultivateur à se débarrasser de ses animaux sans les mettre en état de vente, produisit une grosse perte pour la quantité et la qualité de la marchandise.

§ 3. — La Taxation des produits agricoles, entraîne une plus grande production des produits non taxés au préjudice des autres.

Une des conséquences les plus visibles des taxations agricoles est la prime qu'elles apportent à la production des denrées non taxées. Le décret du 4 mai 1793 avait fixé le prix maximum des grains et farines, les décrets du 29 septembre et du 2 octobre de la même année appliquèrent des prix maxima à toutes les denrées de première nécessité (viande,

beurre, bétail, vin, charbon, étoffe), la main-d'œuvre les bois de chauffage eux-mêmes furent taxés et c'était logique. La taxation si elle n'est pas générale entraîne au point de vue moral des injustices pour les producteurs de récoltes maximées ; et au point de vue économique, une diminution de la production de celles-ci au profit des autres.

Dans la séance du 3 nivôse, an III, Richard, député à la Convention, reconnaît qu'« il faut tout craindre de l'égoïsme et de la cupidité des fermiers, mais le maximum n'étouffe pas leurs passions, il les rend au contraire plus dangereuses ; le cultivateur ne trouvant plus dans le prix de ses récoltes le remboursement de ses avances et trouvant au contraire un grand bénéfice à cultiver d'autres denrées ou objets non maximés, la culture du blé serait absolument négligée ou servirait à l'engrais des volailles ou autres animaux qui ne se vendraient pas au maximum », et Richard avant de conclure qu'on doit supprimer le maximum sans réserve continue par cette remarque judicieuse ; « il faut donc, puisque les fermiers et les cultivateurs ont de la cupidité, tâcher de la faire concorder autant que possible avec l'intérêt public, car encore vaudra-t-il mieux payer plus cher les subsistances que de n'en pas avoir ».

Le législateur de 1915 semble avoir eu comme but de concilier deux méthodes inconciliables : Le prin-

cipe de la liberté dans la production et dans le commerce atténué par la fixation de prix-limites pour les denrées considérées comme essentielles à la vie ; c'est ainsi que le législateur avait taxé le blé dès la fin de 1915 comme étant, incontestablement, la denrée la plus indispensable ; les conséquences de cette mesure se firent rapidement sentir et si nous nous reportons au tableau B, nous voyons que l'avoine et l'orge de 6 et 10 francs inférieures par quintal au prix du blé, au cours du 4 janvier 1915, de 7,75 et 9,5 inférieures, au 12 janvier 1911, lui étaient supérieures de 2 fr. 35 au cours du 10 janvier 1916.

Le tableau C nous montre la stabilisation relative des cours avant 1915, leur ascension graduelle après cette époque ; ce tableau a surtout pour but de nous faire remarquer combien différentes furent les hausses de prix subies par les produits taxés et ceux qui ne l'étaient pas, entre 1915 et 1917.

La viande de bœuf taxée de très bonne heure se tient bien au-dessous de la viande de porc ; le vin qui avait subi une forte baisse en 1915 voit une hausse de prix considérable, son commerce étant libre pour toute la quantité qui n'est pas réquisitionnée par l'intendance. Enfin, l'avoine qui s'était toujours maintenue à un prix inférieur à celui du blé, le dépasse en 1915 rendant sa culture plus avantageuse que celle du froment ; la taxation dut intervenir en 1916 pour rétablir un équilibre un instant rompu.

Relevé de prix moyens des différents produits agricoles pendant les années 1911-12-13-14-15-16-17-18

TABEAU B

DATES	Années	Blé	Avoine grise	Orge de mouture	Pomme de terre Hollande	FOIN de Marché de la Chapelle 104 bottes ou 500 kilos	VIN rouge du Midi le d ^e -hectol.	VIANDE		VIANDE PORC	ENGRAIS		
								BOEUF	MOUTON		Nitrates de soude	Superphosphates	
le quintal								Prix au kilo poids net qualité moyenne					
								Les 100 kil. par livraison de 5000 kil. 150/od'azole				le kil. d'acide phosphorique	
12 janvier	1911	28. »	20.25	18.50	22. »	60 à 66	3.60 à 4.20	1.68	2.20	1.60	22.80	0.40	
3 janvier	1912	25.50	21. »	21. »	15. »	65 à 68	2.10 à 2.30	1.60	2.10	1.94	23. »	0.40	
8 janvier	1913	27.75	22. »	22. »	12. »	50 à 55	2.45 à 2.60	1.60	2.34	1.94	27.20	0.39	
7 janvier	1914	26. »	20.25	20. »	16.50	40 à 48	2.80 à 3.20	1.74	2.50	1.56	25.15	0.40	
4 janvier	1915	29. »	23. »	19.50	15. »	67 à 74	1. » à 1.20	2. »	1.96	1.46	26. »	Plus coté	
10 janvier	1916	30. »	32.50	32.34	25. »	40	6. »	2. »	2.50	2.58			
8 janvier	1917	32. »	30. »	32.30	20. »	105 à 124	8.70 à 9. »	2.38	3.20	3.16			
10 janvier	1918	50. »	42. »	42. »	27. »	150	8.50 à 11. »	3.10	4.80	4.88			
Taxe													

* Les cotes journalières ont été suspendues à la Bourse de Paris, elles sont hebdomadaires.
 ** La grande récolte du vin et la difficulté des moyens de transports causent une baisse sensible.
 *** Le blé étant taxé, il n'y a plus de variations dans la cote de la Bourse.

courbes de moyennes des prix de différents produits
agricoles entre 1911 et 1918

C



Il nous paraît intéressant de nous rendre compte à quelle différence de profit par hectare, cette discordance de cours due à la taxation, peut se chiffrer pour ces deux céréales.

Dans des terres moyennes, légères, avec même culture, une pratique de plusieurs années nous a montré que le rendement de 40 hectolitres d'avoine à l'hectare était tout aussi facilement atteint que celui de 24 hectolitres de blé. Pour le froment dont l'hectolitre pèse 80 kilos nous avons donc un produit brut de $24 \text{ H} \times 24 \text{ fr.} = 576 \text{ francs}$; pour l'avoine qui ne pèse

$$\frac{(30 \times 80)}{100}$$

que 50 kilos l'hectolitre, nous obtiendrons la somme de 40×16 ; cette différence de profit n'est pas dimi-

$$\frac{(32)}{2}$$

nuée par la moindre valeur de la paille d'avoine; celle-ci ayant été achetée par l'intendance à des prix presque aussi élevés que la paille de froment; si nous ajoutons à ce bénéfice que le producteur escomptait dans la culture de l'avoine, la perspective qu'il pouvait avoir d'une hausse continue à peu près certaine du cours de cette céréale alors que celui du blé paraissait être invariablement fixé à 30 francs le quintal, nous comprendrons aisément que la taxation du froment à l'automne 1915 incitait le cultivateur à produire de préférence les autres céréales qui se

semaient à cette époque ou au début du printemps de 1916.

Nous objectera-t-on que le cultivateur est profondément patriote, ce que nous savons, qu'il connaissait toute l'importance de la culture du blé et que, pour un léger bénéfice, il n'aurait pas voulu cultiver l'avoine là où le blé aurait pu pousser. Nous répondrons avec le philosophe anglais Hobbs qu'« aussi souvent la raison sera contre un homme aussi souvent l'homme sera contre la raison. » et qu'en somme, le cultivateur pouvait logiquement admettre que puisque l'avoine atteignait un si haut prix, c'est qu'elle était devenue très rare, qu'il fallait par conséquent en produire une plus grande quantité pour le ravitaillement de l'armée.

Voyant trop tardivement les conséquences qu'avait sur la culture du blé cette hausse constante du prix de l'avoine, le gouvernement saisit le Sénat du projet de loi de taxation de cette céréale ainsi que de l'orge, seigle, son et issues, la commission après avoir présenté un rapport favorable, demanda au Sénat d'adopter les conclusions de ce rapport sans délai le 10 mars, nous disons que c'était déjà tard puisqu'une très grande quantité d'orges et d'avoines se sèment en automne ou tout au moins fin février commencement de mars, la discussion de ce projet de loi se déroula dans la séance du 16 mars. Le projet ne fixait pas de taxation pour les produits aux-

quels il s'appliquait mais il donnait au Gouvernement le droit d'établir des prix-limites. En réponse à M. le sénateur Lhopiteau exposant que le meilleur remède à la cherté de l'avoine serait l'augmentation des importations ; M. Méline, ministre de l'Agriculture fit valoir que le projet était la conséquence fatale de la loi établissant la taxation des farines, qu'il aurait en outre l'avantage de mettre le cultivateur à l'abri des abus commis actuellement par l'intendance dans ses réquisitions et qu'« en ramenant les prix de l'avoine à un taux normal, il aurait pour résultat de supprimer la véritable prime dont jouit actuellement la production de l'avoine au détriment de la production du blé. (1) » La Chambre des députés adopta dans sa séance du 11 avril le projet de loi précédemment voté par le Sénat et la loi fut promulguée le 17 avril 1916, elle contenait un article unique :

Art. unique. — « A dater de la promulgation de la présente loi et pendant la durée des hostilités, des décrets rendus sur la proposition des ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, du Commerce de l'Industrie des Postes et des Télégraphes pourront fixer les prix-limites que ne devront pas dépasser : l'avoine le seigle, l'orge, les sons et les issues en tenant compte de leurs poids spécifiques et du taux d'impuretés qu'ils contiennent ; sera puni des peines portées

1. *Journal d'agriculture pratique*, 23 mars 1916.

aux articles 479, 480 et 482 du Code pénal, quiconque exposera ou mettra en vente au-dessus du prix fixé par la taxation, les denrées ci-dessus visées. »

Le législateur en ramenant le prix de l'avoine grise ou noire à 29 francs le quintal, celui de l'avoine blanche à 28 francs chez le producteur, en établissant un maximum de profit de 2 francs par 100 kilos pour les revendeurs, avait ainsi rétabli, approximativement, la parité des prix entre le froment et les autres céréales, mais pour éviter des conséquences qui devaient fatalement entraver la production du blé, il aurait fallu, en toute logique, qu'il taxât toutes les productions agricoles et toutes les matières premières ou produits manufacturés nécessaires à ces productions ; cette méthode étatiste aurait pu être fatale à la production, elle eut été logique, la méthode employée ne l'était pas ; en taxant les céréales, l'Etat offrait une sorte de prime à la culture des produits considérés pourtant comme moins indispensables puisque, précisément, ils n'étaient pas maximisés : on allait absolument à l'encontre du système protecteur appliqué avant les hostilités pour le blé.

Il nous serait facile de démontrer qu'en 1916 un hectare de pommes de terre produisait un bénéfice net triple de celui ensemencé en blé ; nous ne voulons pas compliquer inutilement cet exposé, mais nous croyons devoir mentionner cependant l'avantage que pouvait avoir le cultivateur en conservant ses

prairies artificielles au lieu de les défricher et d'y semer du froment et cependant la technique agricole nous apprend que nous trouvons, en opérant ainsi, la source des grands rendements de grains.

A moins de prendre en main militairement toute la production agricole comme un certain groupe politique l'a déjà maintes fois demandé, éventualité que nous n'osons envisager, pouvait-on forcer le cultivateur à détruire ses prairies artificielles et la taxation des céréales l'y poussait-elle ? Pour nous en rendre compte, nous devons considérer qu'un hectare de luzerne donne en moyenne 9.000 kilos de fourrages ; le 10 janvier 1916 le foin en vrac est coté 80 francs les 1.000 kilos : le prix de la luzerne étant généralement d'une dizaine de francs inférieur à celui du foin ; c'est à 70 francs que nous devons estimer la tonne de luzerne bien que ces prix soient les plus bas que connurent les fourrages pendant toute la période envisagée de 1911 à 1917 nous arrivons à avoir un produit brut par hectare de :

$$70 \times 9 = 630 \text{ francs.}$$

Nous pourrions calculer les frais, minimes d'ailleurs, de culture et de récolte de cette légumineuse ; pour simplifier l'exposé nous remarquerons qu'un propriétaire trouve toujours très commodément à faire effectuer la récolte et la rentrée de ses fourrages en abandonnant la moitié de ceux-ci, certains, même,

n'abandonnent que le tiers. On ne nous taxera donc pas d'exagération si nous estimons le profit net retiré d'un hectare de luzerne (entre 1915 et 1916) à :

$$\frac{630}{2} = 315 \text{ francs}$$

or, à cet même époque, le blé ne nous donnait que 272 francs de produit net ; cet avantage au profit de la luzerne est encore considérablement accru si l'on tient compte du cours relativement bas sur lequel se sont appuyés nos calculs, du nettoiement du champ et de l'enrichissement annuel que la légumineuse apporte par la nitrification du sol.

Il nous sera donc facile de conclure que l'agriculteur avait tout intérêt à conserver et même à accroître ses prairies artificielles au préjudice de la culture « actuelle » du blé.

Le législateur s'est-il aperçu de cette prime à la production dont jouissaient les produits non taxés ? peut-être ! en tous cas, il ne s'en est guère inquiété et dans la loi du 20 avril 1916 qui permet la taxation de denrées et substances, il a surtout en vue, comme précédemment pour les céréales, d'enrayer la cherté des « denrées et substances » considérées comme indispensables à la vie.

L'article premier de cette loi est ainsi formulé : « Pendant la durée des hostilités et les trois mois qui suivront leur cessation, peuvent être soumises à la taxation, les denrées et substances dont l'énuméra-

tion suit : sucre, café, huile et essence de pétrole, pommes de terre, lait, margarine, graisses alimentaires, huiles comestibles, légumes secs, engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre, etc..., la suite de ce premier article prévoit la taxation dans la zone des armées.

Art. 2. — Il est institué dans chaque département sous la présidence du Préfet un Comité consultatif composé de :

4 membres désignés par le Préfet.

4 membres désignés par le conseil général ou la commission départementale à ce déléguée.

4 membres désignés par les chambres de commerce.

4 membres désignés par les sociétés d'agriculture, le directeur départemental des services agricoles et le vétérinaire départemental.

Art. 3. — La taxation pour les prix de vente en gros aux lieux d'importation ou de fabrication du café, du sucre, « des huiles et essences de pétrole est prononcée par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et du ministre de l'Intérieur. Pour tous autres cas, la taxation est prononcée par le Préfet après avis du Comité consultatif prévu à l'article précédent.

Les autres articles de la loi prévoient les recours possibles contre les arrêtés de taxation et les pénali-

tés pour toute infraction à ces décrets ou arrêtés.

Pour ce qui nous intéresse, nous observerons que la liste des substances ou denrées pouvant être taxées est limitative, que les produits tels que : pommes de terre, légumes secs, graisses alimentaires, seront taxés par le Préfet qui rend des arrêtés motivés applicables soit à toutes les communes du département soit à l'une ou plusieurs d'entre elles ; qu'enfin, beaucoup de ces denrées pouvant être taxées, ne l'ont pas été, nous voulons parler des engrais commerciaux, du sulfate de cuivre, du soufre, matières indispensables à l'agriculture spéciale ou à la viticulture.

La première remarque nous conduit à constater que ce que nous avons dit plus haut est encore vrai : Les denrées non taxées jouissent d'un privilège par rapport aux produits taxés ; augmenter la liste de ces derniers revient tout simplement à encourager la culture des autres. Si nous répétions les observations que nous faisons pour les prairies artificielles et la culture du blé en nous plaçant en 1918 au lieu de 1916, nous trouverions de part et d'autre des chiffres très différents puisque le prix du blé a été porté successivement à 50 francs, puis 75 francs le quintal, le cours du fourrage variant entre 200 et 300 francs les 1000 kilos ; mais les conclusions que nous pourrions tirer de ces observations seraient les mêmes.

Au point de vue tout à fait spécial de la production des denrées agricoles, on peut admettre qu'il est logique que le prix d'achat à la culture soit différent dans des départements voisins et même dans des communes limitrophes. Le prix de revient de la récolte pouvant être différent suivant l'agrologie et la climatologie de la région ; au point de vue doctrinal, la formule socialiste : « à chacun selon son travail », serait même tout à fait satisfaite : un pays qui produirait double récolte verrait son produit se vendre moitié prix ; il semble à première vue que ce soit la suprême justice ; cependant, outre l'arbitraire auquel ce procédé peut donner lieu, cette méthode de taxations variables a cependant de grands inconvénients que nous nous réservons d'examiner quand nous étudierons l'effet des taxations eu égard à la circulation des produits.

Nous remarquerons enfin que beaucoup de denrées qui pouvaient être taxées en vertu de la loi du 20 avril 1916, ne l'ont point été en fait ; ainsi, les haricots, les pommes de terre ont bien été taxés mais les engrais nécessaires à leurs cultures ne le furent pas.

Sans être très compétent sur la matière et sans établir le prix de revient de ces produits naturels ou chimiques dont l'agriculture ne peut plus se passer, une simple observation nous permettra cependant de nous rendre compte que le haut prix

de ces produits est dû à de multiples causes dont le fret est une des principales.

Les nitrates d'Amérique, les phosphates d'Espagne ou d'Afrique, les pyrites nécessaires à la fabrication de l'acide sulfurique dont le rôle sera de transformer les phosphates en superphosphates plus assimilables par les plantes ; tous ces produits naturels ou fabriqués reviennent à nos industriels à des prix beaucoup plus élevés et nous ne pouvons vraiment pas leur demander de fabriquer à perte ; la taxation des engrais serait l'arrêt immédiat de toutes les usines qui les fabriquent et une diminution considérable de la production agricole. La monopolisation de toutes ces usines par l'Etat ne serait peut-être pas très recommandable, si nous en jugeons par les résultats obtenus avec les monopoles existants déjà (allumettes, tabac, etc...). L'achat des engrais par l'Etat et leur revente à perte aux agriculteurs qui justifieraient de leur emploi pour des cultures de première nécessité serait probablement préférable. Nous nous bornerons à faire remarquer ici pour ne pas sortir du cadre de notre sujet que sans les taxations des produits agricoles, le problème de la cherté des engrais ne serait même pas soulevé puisque le prix des produits de la terre aurait monté tout naturellement comme les engrais qui leur sont nécessaires.

Les engrais phosphatés et azotés ont quintuplé de valeur comme certains produits agricoles non taxés

tels que : vin, fourrages, viande de porc ; ceci nous amène à nous demander si au point de vue de la production des denrées taxées il n'y a pas là une cause qui puisse lui porter un grave préjudice. La hausse constante du prix des engrais, la stabilisation relative du prix des produits de première nécessité, n'est-ce pas là un facteur important de la diminution de la Production. Les cultivateurs ne possédant pas de grosses avances n'oseront pas les risquer dans l'achat de matières fertilisantes et s'ils se les procurent en plus petite quantité qu'ils avaient coutume de le faire, ils les réserveront de préférence à la production de récoltes non maximées (trèfles, luzernes, etc...).

Qu'on n'accuse pas le cultivateur de manquer à son devoir civique en agissant ainsi ; ne serait-ce pas le premier devoir de l'Etat de faire concorder l'intérêt particulier et l'intérêt général ; du reste est-il bien certain que l'agriculteur retirera dans un supplément de récolte maximée la valeur qu'il aura incorporée à son champ par l'emploi des engrais chimiques, question de la plus haute importance et qui a un intérêt tout particulier pour le sujet que nous traitons.

Nous pouvons d'abord affirmer que la question peut se poser puisque le blé (la céréale la plus favorisée, à juste titre, par les pouvoirs publics) a doublé de prix entre 1915 et 1918 et que les engrais ont quintuplé pendant la même période.

L'observation que nous faisons journellement autour de nous nous montre que la question se pose en effet, comment se résout-elle ?

Nous n'avons pas fait suffisamment d'expériences et d'observations par nous-mêmes pour nous rendre compte d'une façon certaine de l'excédent de récolte qu'une fumure avec engrais chimiques peut faire donner à un champ.

Ce calcul ne peut avoir d'intérêt que s'il représente une moyenne établie sur de nombreuses années et pour un même terrain ; l'effet des engrais étant bien différent suivant les conditions météorologiques de l'année et suivant l'agrobiologie de la contrée considérée.

La question a été traitée tout récemment (1) par M. E. Guyomarch, directeur de la sucrerie de Noyant (Aisne), qui fait remarquer très justement que le prix du blé étant fixé à l'avance, il existe pour les engrais un prix-limite au delà duquel le résultat économique de leur emploi devient une perte. M. Guyomarch se base sur les expériences fournies en Angleterre par Lawes et Gilbert et sur les études des savants agronomes français : Grandeau, Risler, Müntz et Girard. Il se sert des renseignements fournis par la comptabilité agricole des fermes du Soissonnais pour déterminer l'excédent de récolte que les engrais phos-

1. *Journal d'agriculture pratique*, 21 février 1918.

phatés font produire à un hectare de blé quand les conditions météorologiques sont nettement défavorables, quand elles sont moyennes, enfin quand elles sont très favorables.

Le nitrate de soude qui valait 24 francs les 100 kilos en 1914 est monté à 120 francs en 1918; le sulfate d'ammoniaque est passé de 30 à 135 francs; le superphosphate de 6 à 28. Dans la même période, le blé a vu son prix monter de 28 à 60 francs le quintal et M. Guyomarch tire comme conclusion à ses observations que les engrais qui donnaient en 1914 un profit réel très satisfaisant pour l'agriculture à moins de circonstances météorologiques très défavorables, ne lui donnent plus que de la perte en 1918 à moins que les conditions météorologiques soient extrêmement favorables, il en déduit qu'au cours actuel du blé (février 1918), le prix de 3 fr. 50 l'unité d'azote et de 1 franc l'unité d'acide phosphorique sont les prix-limites au delà desquels le cultivateur ne peut aller sans faire de pertes.

M. Guyomarch fait judicieusement remarquer qu'il paraît difficile d'admettre *a priori* que les engrais puissent se maintenir bien au-dessus du prix-limite à partir duquel ils ne sont plus rémunérateurs, « il est probable, dit-il, que la culture de la vigne dont le produit a augmenté si considérablement de prix en emploie la plus grande quantité. »

Nous partageons les idées de M. Guyomarch, mais

il nous semble qu'il faut les généraliser et dire que l'engrais est le plus souvent rémunérateur lorsqu'il est employé en vue de la production d'une récolte non taxée, fût-ce pour la production du topinambour, de la betterave, du fourrage. Il devient de moins en moins avantageux au fur et à mesure que la denrée est indispensable à la vie. Pour le blé, le résultat devient douteux, même franchement négatif, d'après l'auteur dont nous venons de parler !

Peut-on admettre que le paysan français va engager de grosses sommes d'argent en vue d'un résultat négatif ou tout au moins douteux, nous ne le pensons pas, et l'observation nous montre que le cultivateur n'emploie plus guère d'engrais pour la culture des céréales dont la production diminue de ce fait.

Toutes ces considérations nous conduisent à la même conclusion, à savoir : que la taxation des denrées de première nécessité entraîne une augmentation des produits non taxés au préjudice des premiers.

§ 4. — Les Taxations, obstacle à la concurrence.

Avec le libre jeu des lois économiques, la concurrence joue un rôle sur lequel il ne nous paraît pas nécessaire de nous étendre. Le cultivateur a grand

intérêt à avoir une récolte de belle qualité qu'il vendra plus aisément et à un prix plus rémunérateur, il emploiera tous ses efforts non seulement à produire davantage mais mieux que ses concurrents. Il n'en est plus de même quand les prix sont déterminés à l'avance : l'agriculteur ne s'occupera plus que de la quantité de la récolte. Les lois, décrets établissant les maxima déterminent en général des catégories en différenciant par exemple les variétés de grains, en faisant intervenir leur degré de pureté, mais nous n'avons là que des cadres rigides, assurément utiles, même indispensables, mais bien loin de valoir ceux beaucoup plus souples dans lesquels se meuvent les cours établis par la libre concurrence.

Nous venons d'examiner les inconvénients que peuvent avoir les taxations au point de vue de la production agricole ; ces inconvénients sont-ils compensés par des avantages réels ? l'approvisionnement des villes en est-il facilité ? La circulation, la répartition des produits en sont-elles simplifiées ? Ce sera maintenant l'objet de notre étude.

CHAPITRE II

LES TAXATIONS AGRICOLES ENVISAGÉES AU POINT DE VUE DE LA CIRCULATION ET DE LA RÉPARTITION DES PRODUITS.

Le but que se propose avant tout le législateur en taxant les denrées de première nécessité est, nous l'avons déjà dit, d'empêcher leur enchérissement. Pour arriver à cette fin, il limite les profits du producteur ; là, n'est pas son seul objectif, il prétend permettre un meilleur approvisionnement des centres urbains en décourageant la spéculation des agriculteurs et des commerçants : les premiers ne pouvant plus prétendre vendre leurs denrées au-dessus de la taxe pendant un certain laps de temps déterminé à l'avance, ne seront plus tentés de garder leurs produits en magasin. Les seconds ne seront pas portés à accaparer ou spéculer sur la misère publique.

Ces buts poursuivis sont-ils atteints ?

§ 1^{er}. — La sortie des denrées des lieux de production est-elle facilitée par leur taxation ?

I. — *Epoque révolutionnaire.*

Si nous nous reportons à l'époque révolutionnaire, nous retrouvons une foule de textes qui nous montrent qu'en inquiétant le commerce, les produits tendent à se cacher et ne concourent plus à l'approvisionnement des marchés.

« A la veille même de la Révolution, sous la Royauté, dès le mois de novembre 1788, Necker faisait rendre un arrêt du Conseil qui jetait publiquement la défaveur sur les marchands de grains et défendait de vendre ailleurs que sur les marchés. Ce règlement fut le signal d'un trouble général ; le 18 décembre de la même année, le Parlement de Paris rendait un arrêt toutes Chambres assemblées et les pairs y séant, qui fut un autre signal d'alarme et de désordres ; cet arrêt défendait vaguement les manœuvres frauduleuses tendant à empêcher l'approvisionnement des marchés. Ce même Parlement ordonna à tous les magistrats subordonnés de procéder à des inventaires ou « recensements » de subsistances. A partir de ce moment le commerce des grains fut interrompu, les cultivateurs se voient in-

quiétés et l'approvisionnement des marchés devint aussi irrégulier qu'insuffisant... (1) »

La fin de 1788 et l'année 1789 virent des troubles résultant non pas tant du manque de grains que de la crainte éveillée dans le peuple et que les mesures des pouvoirs publics augmentaient au lieu de dissiper ; l'arrêt du Conseil en date du 23 avril 1789 inaugurerait les réquisitions, les inventaires, les visites domiciliaires ; l'histoire économique nous montra les résultats de ces mesures arbitraires.

« Les seuls effets que cet arrêt produisit, dira le conventionnel Creuze-Latouche, furent de rendre le peuple plus furieux, les marchés plus dégarnis, le blé plus cher... » Une foule de textes conservés aux Archives nationales nous renseignent sur les conséquences qu'eurent les mesures arbitraires qui précédèrent ou suivirent la Révolution. Les archives départementales de différentes régions nous fourniront des documents analogues. Nous voulons en extraire quelques-uns qui sont assez typiques et qui nous montrent combien le décret du 4 mai (décret du maximum) fut inefficace à assurer l'approvisionnement des villes.

Au 10 juin 1793, nous lisons dans l'extrait des registres des délibérations du Conseil général de l'administration du district de Laigle (archives de l'Orne)... « Les déclarations faites jusqu'à ce jour

1. D. Zolla, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1915.

n'offrent qu'une faible ressource... Si d'un côté la taxe du grain produit un effet salutaire en allégeant le fardeau de la portion malheureuse du peuple, je crains que d'un autre côté, elle n'ait l'inconvénient de faire resserrer les subsistances, je crains que l'uniformité du prix qui est pour ainsi dire le même dans les districts qui nous avoisinent que dans celui-ci, n'empêche la circulation des grains en la faisant concentrer dans les lieux où ils se trouvent. »

A la même date, les administrateurs du district de Mortagne déclarent à la Convention : « Nous avons l'honneur de vous prévenir que nous sommes à la veille de manquer de pain, la taxe a éloigné de nos marchés tous les marchands étrangers à cause de la perte qu'ils supportent pour les frais de transport... » (ils vont acheter à Chartres). A vrai dire, le décret du 30 ventôse de la même année prévoit bien la rémunération des marchands en gros ; « les 5 o/o accordés aux marchands en gros par l'article 4 du décret du 6 de ce mois seront calculés sur le total des deux bases réunies qui sont : le prix des matières et les frais de transport », mais ce bénéfice ne tient pas compte des avances que le commerçant est obligé de faire, il est du reste minime, et le commerçant ne le jugeant pas suffisant, traqué de toutes parts, se détourne d'une profession regardée avec la dernière défaveur. Les marchés sont déserts, les plaintes se font entendre de toutes parts.

C'est le Conseil général de la commune de Sées qui le 16 septembre 1793 communique notamment ses doléances au Directoire de l'Orne dans ces termes :

« Les lois sur les subsistances sont éludées dans leurs dispositions les plus essentielles par les habitants des campagnes qui sont de tous les accapareurs les plus dangereux puisqu'ils retiennent sans s'en dessaisir les objets de première nécessité, si les municipalités des campagnes faisaient leur devoir, nous n'aurions pas à nous plaindre de ces abus, mais composées pour la plupart de fermiers qui ont le plus grand intérêt à l'inexécution de ces lois, elles ne s'en occupent que pour concerter entre leurs membres les moyens de s'y soustraire. »

Ces différents textes que nous pourrions multiplier, nous montrent que les lois du maximum n'avaient pas autant garni les marchés que leurs promoteurs l'avaient espéré; devant le manque de subsistances, la Convention qui eut toutes les audaces, n'osa cependant pas supprimer la cause de tous ces mécomptes; il fallait la réaction du 9 thermidor pour que « la crainte cessât de fermer la bouche à la vérité » (1).

Devant des marchés déserts, la Convention ne vit qu'un remède : les réquisitions. Celles-ci n'étant

1. Député Giraud à la Convention.

rendues possibles que par les recensements avec comme corollaires indispensables pour qu'ils soient effectifs, les visites domiciliaires : c'est toute la série des mesures arbitraires que nous allons voir défiler sous nos yeux jusqu'au 14 brumaire an III, date à laquelle un décret prescrivit au comité des Finances et de Salut public de rédiger un rapport sur les inconvénients du maximum et les moyens d'y porter remède : la Convention commençait à juger son œuvre. Nous verrons plus loin avec quelle force furent portés ces jugements sévères sur les mesures restrictives de la liberté par ceux-là mêmes qui les avaient les plus préconisées ; pour le moment contentons-nous d'observer que pendant la période révolutionnaire, les taxations agricoles sous le nom de « lois du maximum » avec toutes les conséquences inéluctables qu'elles entraînent ne favorisèrent en rien, mais plutôt contrarièrent la sortie des denrées des lieux de production.

II. — *Epoque actuelle*

Si l'on jetait un coup d'œil superficiel sur la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui, on serait plutôt enclin à considérer les faits sous un autre aspect. Si nous nous bornions par exemple à envisager le commerce des blés, nous serions obligés de reconnaître que la taxation de cette céréale détermi-

née pour un an, a encouragé le propriétaire à se débarrasser de son grain aussitôt la récolte ; c'est à part quelques exceptions près ce qui se présente du reste. Si de faibles quantités de blé furent mises en réserve et cachées par le cultivateur, ce n'était pas à coup sûr pour le revendre à des prix plus élevés en sous main mais plutôt pour se prémunir contre une disette qu'il redoutait d'autant plus que les pouvoirs publics parlaient de rationnements et de restrictions alimentaires.

Nous devons donc reconnaître que les résultats de la taxation pour le blé et à ce point de vue spécial, furent plutôt heureux. Les réquisitions, les visites domiciliaires furent assez rarement employées pour faire sortir le blé des greniers et nous en voulons voir une preuve dans la phrase insérée au paragraphe 4 de l'article 2 du projet de loi présenté à la Chambre des députés à la fin de février 1918 sur la proposition de M. Compère Morel (et qui échoua quelques jours plus tard).

Cette phrase contenue au paragraphe 4 était ainsi libellée :

« Une prime de magasinage et d'entretien des récoltes prêtes à être livrées de 0 fr. 40 par quintal et par mois sera due aux agriculteurs détenteurs de ces récoltes à partir de la déclaration de battage et payée au moment de la livraison. »

A notre sens, ce dispositif assez judicieux prouve

que l'Etat ne craignait pas le resserrement du grain chez le producteur puisqu'il offrait une prime pour son emmagasinage. Ce système très différent de ceux que l'on rencontrait sous la Révolution aurait eu aussi comme résultat et c'est d'autant plus à remarquer que ce n'est précisément pas l'objet du projet de loi en question, d'augmenter la confiance du cultivateur qui constitue, nous l'avons déjà vu, un des facteurs les plus importants de la production.

Nous retrouvons du reste des dispositions un peu analogues au sujet de la réglementation des pommes de terre. La stabilisation du cours de ce tubercule comme celui des haricots est établie par l'arrêté du 3 septembre 1917.

L'article premier de cet arrêté décide :

Article premier. — « A partir du 15 septembre prochain, le commerce des pommes de terre et des haricots est contrôlé par le ministre du Ravitaillement général. »

Art. 2. — « A cet effet le ministre déterminera pour chaque région le prix au-dessus duquel aucune opération commerciale ne pourra être faite sur ces denrées, la décision sera prise après avis de comités départementaux présidés par le préfet et composés du directeur des services agricoles, de trois négociants et de trois représentants des organisations agricoles. »

Nous avons vu les avantages mais aussi les inconvénients de cette fixation de prix par région.

L'article 2 continue : « Les prix seront révisés tous les deux mois. Les cours ainsi établis seront publiés par le ministère et affichés dans les mairies, aucune cotation ne pourra être publiée sous une forme quelconque. »

Les autres articles n'ont d'autre but que de sanctionner ces décisions en imposant pour le transport de ces denrées par voies ferrées ou navigables un certificat du maire.

Ce qui nous intéresse ici c'est précisément le fait de la prime offerte au propriétaire pour qu'il conserve pommes de terre et haricots, car bien que le décret ne le dise pas, il est bien évident que les prix qui seront fixés en novembre seront supérieurs à ceux déterminés en septembre.

Le décret du 15 septembre fixe pour la région parisienne et départements limitrophes, limitativement déterminés, le prix des pommes de terre :

1^{re} catégorie : 22 fr. ; 2^e catégorie : 20 fr. ; 3^e catégorie : 18 fr.

Tous les autres départements :

1^{re} catégorie : 20 fr. ; 2^e catégorie : 18 fr. ; 3^e catégorie : 16 fr.

L'arrêté du ministre du Ravitaillement général en date du 29 octobre 1917 réglementant le commerce des pommes de terre et haricots, détermine le prix

des pommes de terre à partir du 1^{er} novembre 1917 jusqu'à la récolte 1918.

Les prix d'achat à la culture d'après l'article premier sont ainsi fixés :

Catégorie supérieure : 27 fr. les 100 kilos

1^{re} catégorie 22 fr. —

2^e catégorie 20 fr. —

3^e catégorie 18 fr. —

4^e catégorie 16 fr. —

A partir du 1^{er} janvier, il est alloué en sus des prix ci-dessus fixés pour frais de conservation et pour déchets une prime de 0 fr. 50 par 100 kilos et par mois.

L'article 2 détermine indépendamment des frais de transport, la rémunération des marchands grossistes qui, y compris tous les frais, doit être ramenée à 3 francs par 100 kilos et celle du marchand détaillant à 6 francs.

Pour les haricots, des prix sont fixés suivant trois catégories ; on détermine encore le bénéfice légitime du marchand grossiste et du détaillant, mais il n'est alloué aucune prime pour frais de conservation.

Les textes que nous venons de citer dans la ligne principale tenteraient de nous faire croire que ce que nous avons constaté plus haut pour le blé se retrouve encore ici, pour ces légumes, en réalité il n'en est pas ainsi : si le gouvernement a déter-

miné au mois de septembre un prix qui ne doit durer que deux mois laissant prévoir une hausse ultérieure; c'est que la pomme de terre est un légume de conservation difficile. Tous les agriculteurs se rappellent que ces tubercules rentrés dans les silos en 1917 étaient en partie endommagés. La culture était tentée de se débarrasser le plus vite possible de toute sa récolte; c'est alors que, par une prime du reste bien minime, le Gouvernement incitait le cultivateur à conserver la partie saine de cette récolte. L'augmentation de prix des haricots de 20 francs par 100 kilos au mois de novembre de la même année tenait surtout compte de l'état de sécheresse de ce légume.

Nous nous sommes un peu étendu sur la législation qui se rapporte au commerce de ces deux légumes, car nous serions tenté à première vue de croire que la taxation n'a pas eu à leur égard cet effet de resserrement chez le producteur que nous rencontrons généralement pour les autres denrées. Or, cette législation spéciale tient surtout à la nature de ces produits.

Malgré ce que nous pourrions croire à première vue et bien que le prix maximum attribué aux pommes de terre soit relativement rémunérateur si on le compare à celui des grains; nous devons cependant reconnaître, là aussi, que la taxe presque invariable à partir du mois de décembre occasionne

un resserrement de ce tubercule chez le producteur. Examinons à ce sujet ce qui s'est passé à la fin de l'année 1916.

Jusqu'à cette époque le commerce des pommes de terre est libre, l'approvisionnement des villes se fait dans de bonnes conditions. Au 16 octobre 1916, les cours variaient dans les départements entre 12 et 16 francs les 100 kilos. Vers le 20 octobre, les prix haussent, on paye dans les mêmes départements de 18 à 23 francs par 100 kilos. Beaucoup de préfets usant des pouvoirs qui leur étaient conférés par la loi du 20 avril de la même année taxèrent les pommes de terre aux alentours du prix de 12 francs les 100 kilos. Ces préfets voulaient ainsi arrêter les spéculations à la hausse, mais ils ne virent pas les inconvénients qui allaient découler de ces mesures. Les marchés des départements furent déserts, nous avons vu de nombreux hôteliers manquer pendant plusieurs jours de pommes de terre et dans *la Revue commerciale du journal d'agriculture pratique* du 2 novembre 1916 nous pouvons lire : « Dans plusieurs départements, la taxe a jeté la perturbation, les ventes sont partout très irrégulières. » Il n'y avait là aucune exagération et la conséquence, à première vue paradoxale, de ces mesures restrictives de la liberté commerciale fut la hausse des pommes de terre que les consommateurs pouvaient se procurer contrairement aux règlements car ils avaient à payer,

en plus de la valeur marchande du produit, une sorte de prime d'assurance contre les pénalités que le livreur pouvait encourir. Il en résulta, comme toujours, que les autorités fermèrent l'œil sur l'observation de ces arrêtés et nous constatons que les cours moyens de décembre 1916 atteignaient 16 et 20 francs les 100 kilos.

Est-ce à dire que nous devons considérer tous les agriculteurs comme des spéculateurs ? évidemment non ! Mais si nous prenons la peine d'examiner les faits tels qu'ils se présentent, nous constatons qu'un phénomène économique peut difficilement être isolé. Ainsi, pour revenir à l'exemple que nous avons sous les yeux : la pomme de terre ne sert pas seulement à l'alimentation humaine, en dehors même de ses usages industriels qui sont considérables mais que nous n'envisageons pas ici pour simplifier cet exposé. La pomme de terre joue un rôle de première importance dans l'alimentation des animaux de la ferme et particulièrement dans l'engraissement des porcs et des volailles. Il est donc bien naturel d'admettre que l'agriculteur distribue ses pommes de terre soit au marché, soit à la porcherie suivant l'intérêt qu'il rencontre ici ou là. Comparons donc les cours de la viande de porc et ceux de la pomme de terre aux mois d'octobre 1913 et 1919, nous arrivons à établir un parallèle qui est intéressant.

Marché de Paris (La Villette)	Marché de Paris (La Villette)
13 octobre 1913	16 octobre 1916
Viande de porc (2 ^e qual.)	3 fr. 60
(prix du kilo poids net)	1 fr. 64
Pommes de terre (saucisse rouge)	12-14 fr. les 100 kilos 16-18 fr.

Pour une augmentation d'environ 25 0/0 constatée sur le prix des pommes de terre, nous relevons une hausse de 100 p. 100 pour la viande de porc ; il est de toute évidence que, si au lieu d'envisager le porc abattu, nous examinons les marchés où ces animaux sont cotés : poids vif, nous constaterions identiquement la même chose.

Marché de Lyon (16 octobre 1916), porc (le kilo, poids vif) : 2 fr. 10 à 2 fr. 60.

Marché de Dijon (16 octobre 1913), porc (le kilo, poids vif) : 1 fr. 20-1 fr. 28.

La viande de porc ayant doublé de prix dans la période 1913-1916, il était logique que la pomme de terre, principal élément d'engraissement de cet animal, il était logique que le prix de ce tubercule doublât ; les pouvoirs publics en ne tenant pas compte de ces faits commirent une erreur certaine. Si, nous reportant à deux ans plus tard, au 18 février 1918, nous examinons que le kilo de viande de porc (poids net) atteint 5 fr. 30, peut-on s'étonner que la pomme de terre au prix de la taxe actuelle, se raréfie sur le marché ? évidemment non ! du reste, les pouvoirs

publics font en 1918 ce qu'ils ont déjà fait en 1916 ; ils ferment les yeux sur l'application des règlements concernant les taxations, offrant ainsi au regard de tous la preuve évidente de leur impuissance.

La Chambre de commerce (1) de Lyon appela l'attention du Gouvernement sur les dangers d'une taxation spéciale, celle qui est appliquée aux pommes de terre à la suite du décret paru au *Journal officiel* le 14 février 1918. Les mesures les plus rigoureuses sont intervenues pour l'application de la taxe imposée à cette denrée essentielle ; la Chambre de commerce de Lyon rappelle à ce propos l'expérience faite avec le blé.

« Le blé a été taxé, et notre récolte de blé en France qui était en 1914 de : 76.936.000 quintaux est tombée à : 39.482.000 quintaux en 1917, pendant que nous avons cette année une excellente récolte de pommes de terre, parce que la pomme de terre n'était pas taxée. » Le cultivateur a horreur de la taxation comme il a horreur de la réquisition et *le Temps* continue à donner les observations présentées par la Chambre de commerce de Lyon au sujet de la taxation spéciale de la pomme de terre et ces observations ont évidemment une portée générale : « La pomme de terre abonde ; alors, pourquoi hausse-t-elle ? et que faut-il faire pour l'empêcher de hausser

1. Journal *le Temps*, 6 mars 1918.

si on s'oppose à ce qu'elle soit taxée ? Il faut deux choses : La faire sortir de chez le cultivateur qui la thésaurise et la faire arriver sur les marchés. Ce n'est pas en la taxant qu'on la fera sortir mais par l'appât d'un bon prix qu'on y arrivera le plus sûrement et quand les arrivages afflueront sur les marchés, les prix se modéreront d'eux-mêmes par le jeu naturel de la concurrence, en tous cas, l'abondance qui existe apparaîtra et c'est d'elle qu'il faut attendre la modération des prix. Le second point est de la faire affluer sur les marchés et c'est là que l'appui de l'Etat peut se faire utilement sentir. Partout les arrivages sont paralysés par la difficulté des transports et par le manque de wagons, c'est là une des causes premières de la rareté apparente et de la hausse de beaucoup de denrées. La marchandise n'arrive pas : ce n'est pas qu'elle manque mais ce sont les moyens de transport qui font défaut.

« Il existe une autre cause de paralysie dans les approvisionnements, c'est l'interdiction des transports de pommes de terre d'un département à un autre, ce qui fait que les départements qui ont une récolte surabondante ne coopèrent pas au ravitaillement général du pays et le distingué vice-président de la Chambre de commerce de Lyon, M. Morel, continue dans son rapport : « Nous sommes à l'époque où l'on prépare les approvisionnements de semences ; or, le commerce des semences s'est ému des termes

de l'arrêté ; il déclare qu'il lui faut pouvoir s'assurer des semences d'élite et pour cela n'être pas bridé par un prix de taxation... Il faut que ceux qui fournissent les semences soient libres de toute entrave, il faut que le cultivateur se mette sans arrière-pensée et sans inquiétude à sa culture. Déjà, à l'annonce des taxations, les syndicats ont reçu des annulations de commandes de semences, c'est un symptôme grave, il est urgent d'en faire cesser la cause.

Nous concluons en disant : « une baisse artificielle du prix de la pomme de terre par la taxation n'est pas une solution ; il faut l'abondance : un tarif bas ne sert à rien au consommateur s'il ne trouve rien à acheter. »

La Chambre de commerce de Lyon a émis un vœu dans ce sens, vœu qui a été transmis au ministre du Commerce, au ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et au ministre de l'Intérieur.

Nous avons voulu donner ce rapport de la Chambre de commerce de Lyon, bien qualifiée pour nous montrer que la taxation des pommes de terre n'a pas eu le pouvoir de les faire sortir des silos. Nous ferions les mêmes remarques pour les autres denrées :

« Depuis quand manquons nous d'avoine », écrit M. Lamarthonie, président du syndicat des transporteurs à Bordeaux, dans une lettre ouverte au directeur d'un journal (1) de la région : «... C'est exacte-

1. *La Petite Gironde*, le 26 février 1918.

ment en octobre dernier que, subitement, certains d'entre nous se sont vus dans l'impossibilité de se procurer le grain nécessaire à l'alimentation de leur cavalerie et ont dû nourrir, souvent plusieurs jours consécutifs, leurs chevaux exclusivement avec des fourrages.

« Les causes de la rareté des avoines dans notre région sont connues : ce sont :

1° Les récoltes de nos pays producteurs tant soit peu déficitaires par défaut d'ensemencements et mauvais rendements ;

« 2° La difficulté d'obtenir des moyens de transport pour les rendre aux pays de consommation ;

« 3° La difficulté également résultant de la disette du fret pour faire arriver en France des avoines exotiques. Mais il faut bien le dire, la principale difficulté provient de la taxe.

« Dès le moment où la taxe a été instituée, il a été évident que la marchandise se raréfiait chaque jour et pour parer à cette situation on a cru devoir instituer un organe de Répartition qui, seul, pouvait recevoir et distribuer les quantités reçues. De là naît, à notre avis, le principal obstacle ; car, cet organisme ne pouvant acheter qu'à la taxe, la Production se refuse à livrer ; puis est survenue la Réquisition qui n'a fait qu'aggraver les choses ; il aurait fallu en effet pour en tirer quelque avantage, qu'avant de réquisitionner, on exigeât la déclaration... Avant de termi-

ner, citons quelques chiffres ; pour le mois de janvier, la Fédération des négociants et courtiers en avoine chargée de la répartition des grains aux consommateurs n'a eu à sa disposition que 7.000 quintaux soit 23 0/0 des besoins et du 1^{er} au 18 février : 898 quintaux ! Et cependant, il y a de l'avoine... Comme conclusion de cet exposé déclare M. Lamarthonie, nous pouvons affirmer que si l'on nous laissait la liberté, nous trouverions moyen, très rapidement, d'alimenter en grains notre cavalerie ».

Le président du syndicat des transporteurs de Bordeaux a certainement vu juste ; le prix des avoines taxées est de 21 francs l'hectolitre, mais tous les cultivateurs savent qu'elles se négocient jusqu'à 30 et 35 fr. Des cultivateurs ne veulent pas s'exposer à des poursuites judiciaires mais se démunissent difficilement de leurs grains ou les échangent au prix de la taxe avec d'autres denrées également taxées et dont ils ont besoin : nous revenons ainsi à l'ancien troc, car ce n'est pas le prix qui fait la valeur d'une chose, mais son utilité ou sa rareté.

S'il est des produits que les taxations agricoles resserrent chez le cultivateurs, il paraîtrait que d'autres denrées, ne pouvant pas se conserver, subiraient cette législation sans inconvénient ; aussi certaines municipalités considèrent-elles comme très avisé de taxer fromages, beurre et lait. Là encore, les pouvoirs publics peuvent faire fausse route quand ils ne

tiennent pas assez compte du prix de revient. Nous dirons même que, pour ces denrées, la taxation peut avoir des effets encore plus déplorables. Non seulement l'éleveur ne fera plus porter son lait au marché, l'employant à la nourriture de veaux ou de porcelets ce qui sera déjà infiniment regrettable lorsque des malades ou des enfants manquent de ce produit si indispensable, mais quelque chose de plus grave pourrait se présenter : Une taxe insuffisante inciterait l'éleveur à envoyer prématurément ses bêtes vers l'abattoir, c'est dans ce sens que MM. André Gouin et P. Andouard écrivent (1) : « Les pouvoirs publics ont certes le devoir de surveiller le prix des denrées alimentaires et d'empêcher la spéculation, mais encore faut-il que les moyens auxquels ils ont recours dans ce but n'aillent pas à l'encontre des intérêts des consommateurs et des producteurs tout à la fois. Quand il s'agit des produits de notre agriculture nationale, les conséquences d'une mesure maladroite et mal étudiée sont trop graves pour que l'on n'étudie pas au préalable les questions sous toutes leurs faces. N'est-il pas évident par exemple que le meilleur moyen de tarir une production, c'est de contraindre les producteurs à vendre leur récolte à perte. N'oublions pas les résultats lamentables auxquels ont abouti les taxations mises sur le blé pendant les

1. *Journal agriculture pratique*, 7 février 1918.

deux premières années de la guerre ; aussi, nous croyons que l'administration parisienne fait complètement fausse route lorsqu'elle entreprend de poursuivre les crémeries où le lait est vendu plus de 0 fr. 60 le litre » ; et avec des chiffres dont personne ne peut contester la valeur, les auteurs de cet article montrent le prix de revient d'un litre de lait en tenant compte des prix des fourrages verts ou secs nécessaires à la vache laitière, ils mettent en garde les pouvoirs publics contre l'envoi possible d'une grande quantité de vaches à la boucherie si la taxe ne tient pas assez compte du coût de production.

« Ce serait désastreux pour l'ensemble du pays et aucun décret ne pourrait y remédier pas plus qu'ils ne sauraient enjoindre aux animaux de vivre sans manger ».

« Si vous ôtez le Maximum nous paierons cher, mais si vous le gardez nous mourrons de faim » (1), disait, en réponse à Beffroy, le rapporteur à la Convention nationale.

Les pouvoirs publics se sont rendus compte du reste des difficultés que ces taxations causaient au commerce agricole, mais ils n'adoptèrent jamais une ligne de conduite bien nette. Dans de nombreux départements, les préfets taxèrent les beurres et les fromages ; ces produits, se vendaient tout naturelle-

1. Séance du 3 nivôse an III.

ment sur les marchés des départements voisins où la taxe n'existait pas. Se rendant compte de ces inconvénients le ministre du Ravitaillement annonça au commencement d'avril 1917 que le Gouvernement allait renoncer à la taxe pour un certain nombre de denrées ; il laissait prévoir le marché libre pour le lait, le beurre et le fromage à partir du 15 avril. La suppression de la taxation du beurre annoncée pour le 15 avril fut réalisée le 1^{er} mai, la taxation du fromage fut maintenue, si nous en croyons le ministre du Ravitaillement, voilà pourquoi : « La fabrication du beurre a été trop abandonnée dans les campagnes au profit de la fabrication des fromages ». N'est-ce pas condamner implicitement le système des taxations ; en supprimant celles-ci pour le beurre, nous arriverons à manquer de fromage et nous tournerons dans un cercle vicieux. Se rendant compte un peu tardivement de son erreur, le Gouvernement, à la fin de mai 1917, invita les préfets qui avaient établi la taxe sur le lait, les beurres et fromages à les suspendre.

Ce qui nous frappe, sans doute, dans cette politique sur les taxations agricoles pratiquées depuis 1915, ce sont les incertitudes gouvernementales, les ordres et les contre-ordres donnés par les pouvoirs publics.

La Convention nationale avait donné pleins pouvoirs à ses représentants en mission pour taxer et

réquisitionner tous les produits, l'histoire économique de la Révolution nous apprend à quels résultats les procédés arbitraires de cette Assemblée aboutirent. Le législateur actuel n'a pas voulu supprimer, en principe, la liberté du commerce, mais sous les injonctions d'un certain parti, il crut devoir arrêter la hausse des prix de quelques produits essentiels à la vie, nous voyons qu'il n'y réussit pas : Le resserrement de toutes ces denrées chez le producteur amena les pouvoirs publics à supprimer la taxe pour certains d'entre eux, à augmenter celle qui était fixée, pour les autres. Le conventionnel Creuzé-Latouche disait avec raison : «... On n'est pas assez frappé, ce me semble, d'une erreur aussi étonnante : cette erreur consiste à croire qu'il est au pouvoir de quelque autorité humaine de fixer par une parole la valeur des choses comme Dieu créa d'un mot la lumière, les valeurs ont leurs bases dans une multitude infinie de rapports variables que la loi ne peut ni saisir ni dominer. »

§ 2. — Les Taxations sont-elles des obstacles aux accaparements?

Nous avons vu que le principal but que se proposait le législateur par la taxation des denrées considérées comme étant de première nécessité était de les rendre accessibles aux masses populaires en enrayant

leur enchérissement. Il pensait arriver à ce résultat en empêchant le cultivateur de garder sa récolte pour spéculer et le commerçant d'accaparer les denrées pour provoquer une hausse factice dont souffriraient tous les autres citoyens. Nous nous sommes rendu compte précédemment que la taxation avait plutôt comme résultat de provoquer un resserrement des denrées chez le producteur. Voyons si le législateur arrive mieux à ses fins lorsqu'il veut empêcher les accaparements. D'abord, qu'appelle-t-on accaparement ?

Le décret du 26 juillet 1793 qui déclare l'accaparement, crime capital, par son article 1^{er} définit dans son article 11 : « sont déclarés coupables d'accaparement, ceux qui dérobent à la circulation des marchés des denrées de première nécessité qu'ils achètent et tiennent enfermées dans un coin quelconque sans les mettre en vente journellement et publiquement ».

En appliquant à la lettre cette définition : Seraient accapareurs tous ceux qui s'approvisionneraient en denrées non périssables pendant un certain temps et c'est bien ainsi que l'entendirent les Comités révolutionnaires ; si nous en croyons Giraud, le rapporteur du Comité de l'Approvisionnement à la Convention : « Les Comités révolutionnaires se constituèrent juges sans appel de l'application de cette loi ; le premier intriguant venu clabaudait à la tribune d'une société populaire contre les marchands, les bouti-

quiers et les faisait incarcérer. Ceux qui n'étaient pas encore pris, se hâtaient en vendant leurs marchandises d'éviter la terrible accusation d'accaparement et, pour éviter qu'elle pesât sur eux, ils se gardèrent bien de remplacer les marchandises vendues ; les particuliers mêmes dont le ménage était considérable renoncèrent à des approvisionnements qu'ils étaient habitués à faire ; ils vécurent au jour le jour et augmentèrent le nombre des consommateurs journaliers, ce qui donna une cause de plus au surhaussement des prix.»

Déjà, à la fin de 1792, quelques mois avant le décret dont nous venons de parler, Lequinio député du Morbihan, se demandait s'il existait vraiment des accaparements : « Qu'appelle-t-on accaparement ? c'est ce qu'il s'agit de définir, si l'on entend par accaparement les grandes spéculations que les traitants et quelques autres agents infâmes du despotisme entreprirent, il y a quelques années, pour s'emparer de la majorité des grains du royaume et les revendre ensuite aux prix qu'ils le voulaient, je crois fermement et je dis qu'il n'y en a pas et qu'il ne peut y en avoir en ce moment ; je demande quel serait l'homme assez audacieux pour courir aussi évidemment et aussi justement à sa perte ; je demanderai à l'homme le plus persuadé que ces accaparements existent, s'il oserait s'y livrer lui-même dans l'instant d'inquiétude et de surveillance universelle où sont

en ce moment tous les Français ; je vais plus loin et je dis que le commerce du blé lui-même, n'a plus lieu, ce qui est un des plus grands malheurs possibles.

« Entend-on par accaparement la réserve des blés dans les greniers et dans les granges, la retenue que font de leurs grains les propriétaires et les fermiers ? En ce cas, je confesse que l'accaparement existe et je dis même qu'il est presque universel mais, qui le produit ? la Frayeur ! et d'où vient cette frayeur ? de l'agitation générale, des menaces et des mauvais traitements exercés en plusieurs endroits contre des fermiers, des propriétaires ou des trafiquants de blé connus sous le nom de bladiers. »

Nous estimons avec Boissy (1) d'Anglas que « lorsqu'un homme achète une marchandise ou un effet quelconque qui lui paraît d'un prix modéré, mais dont il prévoit le renchérissement et qu'il le revend ensuite avec bénéfice, il n'agiot pas, il commerce ; son intérêt personnel le conduit à amasser pour un temps éloigné les marchandises trop abondantes, à pallier ainsi la disette de l'avenir aux dépens de la profusion du moment, à maintenir une sorte d'équilibre entre les différents prix de toutes les choses ; l'agiotage n'est que la revente et l'achat sans intention de livrer ou de prendre livraison et spéculer sur les différences », cela nous donne bien une idée exacte de l'agiotage et le différencie assez nettement, croyons-

1. Séance du 13 ventôse, an III.

nous, du commerce, mais Boissy d'Anglas ne détermine pas suffisamment l'accaparement ; à notre sens : commerce, agiotage, accaparement sont bien différents, ce qui caractérise l'accaparement est l'intention de l'individu : acheter une denrée en grande quantité parce qu'on espère qu'elle subira une hausse, ce n'est que commercer ; si on supprime au commerçant la faculté de s'approvisionner à son gré, toute initiative disparaît, le commerçant n'est plus qu'une sorte de fonctionnaire dont le bénéfice équivaut à un traitement fixé à l'avance, nous croyons voir dans l'épiciier qui distribue du sucre aux détenteurs de carnets d'alimentation, plutôt un agent de répartition de l'Etat qu'un véritable commerçant ; l'accaparement consisterait, selon nous, dans le fait d'acheter par un individu en quantité plus considérable qu'il ne peut vendre avec l'intention de raréfier sur le marché, les denrées qui font l'objet de ses spéculations de façon à s'en trouver presque exclusivement détenteur, dans le but de réaliser ainsi sur les reventes ultérieures des bénéfices exagérés.

Il est incontestable qu'ainsi envisagé, l'accaparement est d'autant plus criminel qu'il se présente dans des périodes de crises nationales où les denrées indispensables à la vie manquent déjà. L'accaparement ainsi défini existe-t-il ? et s'il existe, la loi des taxations agricoles a-t-elle eu comme résultat de le supprimer ou de le restreindre ?

La chronique des tribunaux nous montre surabondamment que l'accaparement existe malgré la taxe et, comme nous décelons aussi souvent sa présence lorsqu'il s'agit des denrées taxées que lorsqu'il est question de celles qui ne le sont pas, on peut admettre que les taxations n'ont pas eu comme résultat de diminuer ces manœuvres frauduleuses.

Voici comment on peut expliquer ce résultat qui peut paraître paradoxal à première vue :

Une denrée non taxée suit le libre cours des lois économiques, le commerçant qui va l'emmagasiner en très grande quantité à un prix relativement élevé (puisque la taxe ne joue pas pour abaisser artificiellement ce prix), peut avoir la crainte de faire une grosse perte si une législation différente intervient pour fixer un prix maximum à cette denrée, ou si des événements politiques ou économiques qu'il ne prévoit pas interviennent pour faire baisser le prix. Il peut se faire aussi que par la raréfaction même du produit, le prix augmentant considérablement, la production se développe tellement qu'elle entraîne une baisse subite des cours. L'accapareur risque donc de se tromper dans ses prévisions quand ses calculs reposent sur un produit non taxé ; il a beaucoup plus de chance de réussir dans ses agissements criminels quand il entasse des denrées taxées : il se les procure à un prix qu'il peut considérer, pour un assez long laps de temps, comme minimum ; il les

paye moins cher que si la loi de la libre concurrence était respectée ; il peut donc espérer, ou que la taxe sera supprimée et qu'il pourra alors sans aucune crainte vendre à haut prix ce qu'il s'est procuré à un prix relativement bas ou que la taxe, resserrant considérablement sur le marché les denrées qu'il a emmagasinées jusqu'au point de les supprimer presque totalement, il pourra procurer au détaillant ou au consommateur le produit dont il a un pressant besoin et cela à un prix d'autant plus élevé qu'il aura un risque plus grand à courir. Aussi voyons-nous les accaparements sur les grains, les sucres, les pétroles, bien que ce soient des produits taxés.

Nous devons considérer plutôt comme spéculateurs à la hausse que comme accapareurs les individus visés par l'article 8 de la loi sur les réquisitions civiles du 3 août 1917 :

« Quiconque n'aura pas effectué les déclarations légalement ordonnées par l'autorité publique, en conformité de l'article 2 ci-dessus, sera passible d'une amende de 50 à 1.000 francs. Quiconque aura, à l'aide de manœuvres frauduleuses, dissimulé des objets et matières soumis à la même déclaration, sera passible d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende égale à la valeur des objets dissimulés. Quiconque aura refusé de déférer à des ordres de réquisition légalement donnés sera passible d'un emprisonnement de six jours à un mois et

d'une amende de 50 à 1.000 francs. Dans les cas ci-dessus prévus, la confiscation des objets et matières pourra en outre être prononcée. »

Les taxations ont-elles diminué ces spéculations à la hausse ? Nous avons déjà vu que nous rencontrons peu de spéculations chez l'agriculteur : s'il dissimule plus ou moins ses produits, s'il les fait consommer à la ferme au lieu de les livrer, c'est que timoré par nature, il redoute la disette ou conçoit un bénéfice en les faisant transformer sur place ; le cultivateur ne garde pas généralement ses produits pour les vendre ultérieurement d'une manière occulte au consommateur. Le cultivateur est craintif, ne se hasarderait pas souvent à désobéir aux règlements ; chez le commerçant, ce n'est pas tout à fait la même chose.

Le petit commerçant surtout n'osera pas acheter en trop grande quantité des produits non taxés qui ont atteint un prix élevé. Il se les procure au fur et à mesure des besoins de sa consommation parce qu'il peut craindre, comme nous venons de le voir dans le cas des accaparements, que ces produits ne baissent brusquement, à la suite d'événements qu'il ne peut prévoir. Le même raisonnement que faisait l'accapareur, il le fera lorsqu'il s'agira de produits taxés, il sait qu'il ne court aucun risque à les emmagasiner, il en met en réserve autant qu'il peut s'en procurer ; mais une fois chez lui, ces marchandises

ne sortent plus ou ne sont écoulées que par petites quantités à des personnes d'autant plus discrètes qu'elles sont heureuses de trouver des produits qui leur font totalement défaut. Enfin, ce détaillant peut attendre, sans aucun risque, que les pouvoirs publics aient supprimé la taxe. Il réalise ainsi un gros profit en peu de temps.

Pour éviter ces manœuvres préjudiciables à la masse des consommateurs, le législateur est alors appelé tout naturellement à faire effectuer des Déclarations, des Réquisitions, avec comme corollaires indispensables : des visites domiciliaires. Ces mesures arbitraires n'arrivent qu'à anéantir le commerce comme elles paralysent la production. Nous allons les examiner rapidement.

§ 3. — Déclarations et visites domiciliaires.

— Réquisitions. — Inconvénients de ces méthodes.

Pour éviter les accaparements et les spéculations que la taxation fera naître plus qu'elle n'évitera, les pouvoirs publics ont eu recours aux « Déclarations » qui devenaient également une base pour les réquisitions ultérieures : Le cultivateur et généralement le détenteur de toute denrée susceptible d'être réquisitionnée fera connaître la quantité de produits qu'il

possède en magasin et ces déclarations seront sanctionnées par des peines sévères dont nous avons donné un aperçu dans la loi du 3 août 1917. Ces déclarations, nous ne les examinerons que lorsqu'elles sont demandées aux agriculteurs et nous n'aurons pas de peine à remarquer deux choses : d'abord, que leur réalisation est bien difficile ; ensuite, qu'elles seront très souvent fausses.

Ces déclarations sont difficiles à obtenir ; car, pour éviter que l'agriculteur détourne sa culture des produits « déclarés », il sera nécessaire que la « Déclaration » porte sur tout ce qu'il peut récolter, aussi bien sur les fourrages que sur les céréales, aussi bien sur les betteraves que sur les maïs, et nous savons qu'il est des produits dont la quantité peut difficilement être évaluée par l'agriculteur lui-même. A part de grandes exploitations agricoles qui ont une comptabilité spéciale et qui sont en intime minorité en France, le cultivateur sait-il à combien de quintaux se chiffre sa récolte en fourrage ? certainement non ! Les pouvoirs publics se sont du reste rendu compte de cette difficulté d'appréciation quand ils ont prescrit aux cultivateurs une déclaration de leurs céréales récoltées, au moyen d'un carnet de récolte délivré par l'administration et dont la tenue est obligatoire.

Le législateur décide en effet dans l'article 10, alinéa 2 de ce décret : « Dès l'achèvement de la mois-

son, le cultivateur inscrit sur ce carnet, pour chaque céréale dénommée à l'article 1, l'évaluation de sa récolte. Il lui est accordé une tolérance de 20 0/0 sur cette évaluation. »

Nous disons qu'une telle évaluation faite avant le battage n'a pas une grande valeur, elle peut être bien inexacte.

Quel est l'agriculteur qui peut, même à 1/5 près, se rendre compte du grain qu'il possède dans une meule ?

Suivant que l'année sera favorable ou non à la production du grain, le rendement d'un même volume de gerbes peut varier du simple au double. Un tant soit peu d'expérience montre les erreurs considérables auxquelles peut donner lieu une évaluation anticipée.

Dans le cas qui nous concerne, il arrivera tout naturellement que le cultivateur, craignant de faire des erreurs en moins qui, ultérieurement, feraient opérer dans ses greniers des réquisitions exagérées, ne lui laissant même plus ce qui lui est nécessaire pour sa consommation familiale et ses ensemencements ; il arrivera presque certainement que sa déclaration sera très faible et l'erreur pourra dépasser de beaucoup le 1/5 prévu par les pouvoirs publics.

Dans ces conditions, à quoi peuvent bien servir les déclarations ? Il est vrai que le battage interviendra et nous pourrons avoir alors quelques données

exactes ; mais, si l'on peut sans trop de difficultés obtenir des entrepreneurs de battage des déclarations qui auront une certaine valeur, nous serons bien embarrassés quand nous nous trouverons en présence de petites exploitations dans lesquelles le battage des grains se fait encore avec des moyens rudimentaires par l'exploitant et sa famille.

Enfin, quand le cultivateur pourra évaluer approximativement sa récolte, par exemple après le battage de ses grains, craignant des réquisitions ultérieures, il sera toujours porté à déclarer moins qu'il n'a récolté et pour éviter ces fausses déclarations, les visites domiciliaires ne serviront qu'à augmenter de plus en plus la défiance et à resserrer ainsi les produits chez le cultivateur.

« Vous pouvez faire des lois qui disposent des personnes et des choses, mais vous ne disposerez pas des volontés », disait Creuzé-Latouche et, signalant les craintes qu'avaient fait naître les inventaires et autres mesures arbitraires prises par la Législative :

« Vos commissaires vous diront les maux effroyables qu'a produits la loi du 10 septembre et que produiront toujours ces « Déclarations », et ces maux deviendront universels et incalculables si, par le résultat de ces déclarations nécessairement fausses, il paraissait que la France n'aurait pas de provisions pour quatre mois tandis qu'elle en a réellement pour plus de dix-huit. »

Voilà bien en effet le résultat le plus certain des déclarations ; elles ne feront jamais naître l'abondance mais une disette factice ; elles encourageront, peut-être, les pouvoirs publics à faire opérer des restrictions alimentaires. Ainsi envisagées, elles peuvent présenter un avantage, mais elles causeront dans la masse des consommateurs et des producteurs, des craintes dont le résultat le plus immédiat et le plus certain sera le renchérissement des produits.

Pour être efficaces, les « Déclarations » devront être sanctionnées par des peines sévères ; le décret du 17 août 1793 ordonnant le recensement des grains de la dernière récolte décidait :

« I. — Il sera fait dans chaque commune de la République un recensement général des grains provenant de la dernière récolte.

« II. — Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir fait une fausse déclaration sera puni de dix ans de prison et ses grains seront confisqués, savoir : $1/4$ au dénonciateur et le surplus au profit de la République. »

Le résultat de ces mesures draconiennes : déclarations, visites domiciliaires, fut d'inspirer une inquiétude générale ; les grains se cachèrent de plus en plus. Nous craignons, et une observation impartiale des faits nous montre la justification de nos craintes, que les inspections des greniers entreprises au mois

d'avril 1918 sous la direction de l'Organisme du contrôle des stocks au ministère de l'Agriculture, n'aboutissent au même résultat.

Le cultivateur n'a pas conservé chez lui ses produits avec l'intention d'en tirer un bénéfice exagéré par une vente reculée ; il a gardé ce qu'il juge indispensable à sa consommation, à celle de sa famille et à l'alimentation de ses animaux. Lorsqu'il est prévenu que les agents de l'Etat vont inspecter les locaux où il détient ses marchandises et ne lui en laisseront qu'une quantité qu'il considère insuffisante, il les cachera avec d'autant plus de soin que les mesures inquisitoriales prises par l'Etat seront tentées de justifier et augmenteront, de ce fait, les craintes souvent exagérées du propriétaire.

Pour venir à bout de la résistance du producteur, l'Etat devra t-il avoir recours aux dénonciations avec prime au dénonciateur, comme, pendant l'époque révolutionnaire, aux perquisitions. S'il se lance dans cette voie, il ne rencontrera aujourd'hui comme autrefois, que des déboires ; il exaspérera les craintes du producteur qui se détournera de la culture de ces denrées déclarées, cause essentielle de ces tracasseries.

Comme nous l'avons dit, les déclarations de récolte, avec comme corollaire presque indispensable les visites domiciliaires, ont pour but, dans l'esprit du législateur, d'empêcher les spéculations et les

accaparements, mais ce n'est pas le seul rôle qu'elles sont appelées à jouer, elles ont aussi comme objet de permettre les recensements qui serviront à l'établissement des réquisitions.

Nous ne voulons pas, ici, envisager les réquisitions en elles-mêmes, ni juger de leur opportunité ; elles peuvent, dans certains cas, être nécessaires au ravitaillement du pays et à celui des armées ; les étudier serait sortir du cadre de notre sujet, mais nous pouvons nous demander si l'établissement des taxations est favorable ou constitue un obstacle à leur fonctionnement.

Quand une denrée taxée est réquisitionnée, le propriétaire ne demande pas mieux que de livrer à l'Etat le produit dont il ne peut espérer trouver, ailleurs, une vente plus productive ; les deux parties en présence n'ont pas à discuter les prix légalement fixés à l'avance, il n'en va pas de même quand la denrée n'est pas taxée.

L'Etat détermine le prix qu'il paiera telle marchandise de telle qualité. Cette fixation se fait par exemple et le plus souvent à la récolte, ce prix peut être inférieur au prix commercial comme ce fut le cas, pendant ces dernières années, pour la réquisition des vins. Nous assistons donc à une sorte d'impôt proportionnel sur le revenu de la vigne que le viticulteur doit payer à partir d'un certain chiffre de récolte. On sait en effet que pour l'année 1917-18

par exemple, la réquisition devait porter sur un tiers de la récolte en vins ordinaires, défalcation faite de 15 hectolitres qui n'étaient pas soumis à ce prélèvement. Dans sa réunion du 4 décembre 1917 le Conseil des ministres fixa à 72 francs l'hectolitre, soit 8 francs le degré alcoolique, le prix applicable au règlement des vins rouges de 9^{des}, de qualité loyale et marchande. Le prix des vins qui avaient cette teneur en alcool, atteignit commercialement, à la récolte et dépassa même au début de 1918 : 100 francs l'hectolitre. L'état demandait donc au viticulteur une sorte d'impôt sur une partie de son produit. Des procès innombrables furent intentés à l'Intendance, sans grand succès d'ailleurs; nous ferons du reste remarquer en passant que certains économistes des plus distingués, comme M. Larnaude, estiment que les réquisitions doivent être réglées par l'Etat sans que celui-ci soit lié par le prix commercial de l'objet réquisitionné. Nous pensons, avec M. Joseph Hittier, qu'il serait équitable de payer aux cultivateurs réquisitionnés le prix de l'objet commercialement établi.

Dans cet ordre d'idées, l'Association d'expansion économique demande, dans un vœu présenté au Gouvernement, l'application dans le règlement de l'indemnité, d'un prix se rapprochant le plus possible du prix commercial, lorsque les cours n'ont été faussés ni par des spéculations ou des accaparements.

Quoi qu'il en soit, il y a dans cette différence quelquefois considérable de prix, des difficultés certaines pour l'établissement des réquisitions.

Nous venons d'examiner avec la réquisition des vins, le cas où l'Etat déterminait arbitrairement un prix d'achat notoirement inférieur au prix commercialement établi. Pour certaines autres denrées comme les fourrages, l'Etat se base, pour l'établissement du prix que paieront les commissions de ravitaillement, sur les cours commerciaux au moment de la récolte ; mais, comme ce prix est définitivement établi pour toute une année, il arrive tout naturellement, que le commerce, pour obtenir les produits qui lui sont nécessaires, paiera de plus en plus cher et l'Etat trouvera une difficulté réelle à réquisitionner des fourrages lorsqu'il les paiera le tiers ou le quart du cours établi par le commerce. Les réquisitions devraient donc être appliquées avec beaucoup de modération, elles peuvent engendrer de graves injustices. N'avons nous pas vu réquisitionner des fourrages pendant toute l'année 1918 au prix de 55 francs les 500 kilos alors que le commerce payait couramment cette denrée 150 et même 200 francs ; peut-on s'étonner, quand il y a une telle différence entre le prix commercial et le prix établi par l'Etat, que le cultivateur se dessaisisse difficilement d'une denrée qui lui est souvent indispensable pour la nourriture de son cheptel et qu'il lui faudra rempla-

cer ultérieurement avec une perte de 20 à 30 francs par quintal métrique.

Peut-être, nous objectera-t-on, que l'Etat est censé acheter ce fourrage au moment de la récolte et que le propriétaire ne fait que le conserver en magasin pour le compte de l'Etat; encore, serait-il juste que l'administration dédommageât le cultivateur des frais d'emmagasinage, ce qu'elle ne fait pas. Le producteur est donc appelé à faire de grosses pertes sur les denrées qui font l'objet des réquisitions; nous l'avons vu, être obligé d'acheter à 150 ou 200 francs les 500 kilos, des fourrages pour obéir à des ordres de réquisition et les livrer à l'Intendance au prix de 55 francs ! Ce sont là, certes, des abus qui ne peuvent se perpétrer que par la non application de l'article 19 de la loi du 3 juillet 1877 sur les Réquisitions et par la méconnaissance de la circulaire ministérielle du 4 novembre 1915 (1). De ces textes, il ressort, qu'une personne ne peut être poursuivie quand elle n'obtempère pas à un ordre de réquisition si elle ne possède pas la quantité de fourrage nécessaire à la consommation probable de ses animaux jusqu'à la récolte suivante (2).

Quoi qu'il en soit, les faits prouvent journellement qu'une pression se fait sentir fortement sur les cul-

1. *Journ. off.*, 8 décembre 1915.

2. Dans ce sens, tribunal correctionnel Dunkerque, 23 juin 1917 (*Gazette du Palais*, 25 juillet 1917).

tivateurs souvent ignorants des textes et des jugements de tribunaux et qu'ils sont soumis à des abus et à des injustices graves qui ne sont guère faits pour les encourager à une production plus intensive.

Nous ne voulons pas nous étendre davantage sur ce régime des réquisitions contre lequel il y aurait cependant tant à dire, nous avons voulu simplement montrer les liens qui rattachent les taxations, les déclarations ou autres mesures analogues et les réquisitions. Nous ne contestons pas que la réquisition des denrées taxées soit beaucoup plus facile que celle des produits non taxés, mais pour lesquels l'Etat s'arroge le droit de fixer arbitrairement des prix qui ne correspondent ni au coût de production ni au cours commercial. Nous croyons cependant que la réquisition, dont nous ne contestons pas la nécessité dans certains cas, ne serait nullement entravée, mais grandement facilitée dans son application par un commerce libre, nous voulons dire, par un commerce exempt de taxations ; car, nous allons nous en rendre compte très facilement, celles-ci anéantissent forcément celui-là.

§. 4. — Les Taxations agricoles anéantissent le commerce. — Defaveur dont il souffre

Si le régime des taxations agricoles apporte des entraves multiples à la production agricole, il n'est

pas exagéré de dire qu'il anéantit complètement le commerce : indirectement, en le privant de la dignité et de la sécurité qui lui sont indispensables, plus directement, en lui ôtant, jusqu'à sa raison d'être puisqu'il supprime en lui toute initiative et partant, tout bénéfice en résultant.

Dans les moments de crise, on est trop souvent enclin à confondre les monopoleurs, les accapareurs et les commerçants ; la loi des Taxations implique en elle-même une défiance vis-à-vis du commerçant qui se trouve peut-être encore plus visé par elle que l'agriculteur. Si l'un et l'autre savaient se contenter d'un gain modéré, à quoi bon fixer des maxima aux prix des denrées ? leur avidité seule, peut justifier de telles mesures. Si nous avons quelques doutes à ce sujet, les documents ne nous manqueraient pas pour nous édifier. C'est Thirion, député à la Convention disant (1) : « ... mettre en question si l'on établira un Maximum, c'est mettre en question si l'on établira un frein au système désorganisateur des contre-révolutionnaires, voilà les ennemis qu'il faut enfin réprimer, le Maximum diminutif est un moyen sûr et c'est le seul pour remplir cet objet. Par là, les magasiniers perdent l'espérance de vendre plus cher, car le système des accapareurs, c'est de garder toujours dans l'espoir de gagner davan-

1. Séance du 30 avril 1793.

lage, il faut que nous leur disions : aujourd'hui, quoi que vous fassiez, vous ne vendrez pas plus cher ; si cette mesure portait atteinte au commerce, elle ne détruirait que le commerce en gros et ce ne serait pas un grand mal, mais elle ne nuirait pas au commerce des bladiers qui se contentent d'un gain raisonnable, j'observe *que le commerce des grains a toujours été nuisible à la société.* »

Robespierre dénonce les accaparements qui « accumulent dans les mains d'un petit nombre de millionnaires la subsistance du peuple. Ces accapareurs calculent froidement combien de familles doivent périr avant que les denrées aient le prix fixé par leur atroce avarice : ... La propriété sacrée, celle du peuple, est immolée aux intérêts d'un commerce criminel et la vie des hommes au luxe des riches et à la cupidité des sangsues publiques. »

De tous côtés, ce sont des plaintes contre les commerçants que l'on confond par trop aisément avec les monopoleurs et les accapareurs. C'est le Directoire du département de Seine-et-Oise dans la séance publique du 15 avril 1793 : »

« Vu les pétitions présentées au département de Seine-et-Oise par les districts de Pontoise et de Dourdan, le Directoire considérant que l'administration reçoit chaque jour l'expression des alarmes conçues par les Directoires de districts sur la disette apparente des grains dans tous les marchés du

département et sur les embarras qu'éprouvent les boulangers, considérant... qu'il n'est que la taxe, au moins momentanée, qui puisse remédier à nos maux parce qu'elle arrête les bénéfices immodérés d'un commerce illicite, les spéculations lointaines d'avidés monopoleurs et qu'elle tue du même coup tout esprit mercantile sur la denrée de première nécessité, toute espérance de s'enrichir par la disette, par la famine, par la ruine, par le malheur des infortunés citoyens... »

Nous pourrions citer de très nombreux textes qui montreraient à quel degré de méfiance et de malveillance on en était arrivé à l'égard des commerçants ; il nous suffit de rappeler que la loi du 27 juillet 1793 contre les accaparements, obligerait tous les marchands à faire une déclaration à la municipalité et à vendre par petits lots journellement et publiquement les denrées que la loi déterminait et cela sous peine de mort et, comme compensation pour le commerçant, les prix devaient être ceux que révèlent les factures d'achat avec un bénéfice commercial si cela est possible et, dans le cas contraire, le prix fixé sera le prix courant.

Voilà bien le coup droit direct porté au commerce et que nous signalions plus haut ; on le frappe dans son essence même en lui supprimant le bénéfice qu'il pourrait retirer de ses initiatives. Envisageons ce que devient le rôle du commerce avec le régime

des taxations : d'abord, comme nous l'avons déjà dit, il arrive presque fatalement que le producteur ne tienne pas à se débarrasser de ses récoltes à un prix fixé par la taxe et qui ne le rembourse pas suffisamment à ses yeux de ses avances, de ses frais de culture, de ses peines ; il préférera faire consommer ces denrées à des animaux dont le prix de vente ne sera pas maximé ; l'Etat est donc obligé de faire effectuer des déclarations, des recensements, pour aboutir ensuite aux réquisitions. Le commerce des produits réquisitionnés disparaît de ce fait, l'Etat devenant le seul commerçant ; ces denrées peuvent bien encore passer par les mains d'un détaillant, mais la rémunération de celui-ci étant fixée à l'avance, étant réglementée avec minutie, nous ne devons pas voir en lui un véritable commerçant.

La loi du 6 ventôse an II établissait la fixation générale des denrées et marchandises soumises à la loi du Maximum, cette loi attribuait un bénéfice de 5 p. 100 aux marchands en gros et le décret du 30 ventôse détermine comment seront calculés ces 5 p. 100 : « Les 5 p. 100 accordés aux marchands en gros par l'article 4 du décret du 6 de ce mois seront calculés sur le total de deux bases réunies qui sont le prix des matières et les frais de transport. » Le bénéfice est donc ainsi administrative-ment fixé.

Nous retrouvons par exemple le tableau des prix

de la viande fraîche et salée vendue pendant l'an II et qui se termine ainsi :

«... Tous ces articles sont du prix où ils se sont vendus dans les lieux de production en 1790, augmenté du tiers conformément à la loi du 11 brumaire, suivant l'article 3 du décret du 6 ventôse relatif au Maximum, l'agent national de chaque district est tenu, dans le délai de dix jours au plus tard, à compter du jour de la réception, d'appliquer les frais de transport en raison des distances, à chaque espèce de denrée qu'il est obligé d'extraire des autres districts pour sa consommation. Il y sera ajouté 5 p. 100 de bénéfice pour le marchand en gros, il sera ajouté outre les 5 o/o ci-dessus, 10 p. 100 de bénéfice pour le marchand au détail ; ces quatre bases forment irrévocablement le maximum du prix à vendre au consommateur par le détaillant, dans toute l'étendue de la République... »

La Convention avait fixé très exactement le bénéfice de tous les commerçants, grossistes ou détaillants ; dans certains cas, elle avait fait plus : elle voulait supprimer radicalement certains commerces ; c'est ainsi qu'un projet de décret présenté au nom du Comité de Salut public détermine que :

1° « Nul ne pourra acheter des bestiaux propres à la consommation que les bouchers, les approvisionneurs des armées, les propriétaires et fermiers pour le bétail à l'engrais ;

2° « Sera réputé : bétail propre à la consommation, le bétail rouge au-dessus de l'âge de huit à dix ans ; celui qui a été engraisé à quelque âge qu'il puisse avoir. » C'était donc la suppression de tout intermédiaire pour l'achat des bestiaux.

Pendant la guerre actuelle, les pouvoirs publics ont eu à cœur de laisser subsister nominalelement le commerce des produits agricoles et nous devons reconnaître que la masse des consommateurs plus éclairée et moins troublée que pendant l'époque révolutionnaire, n'eut pas pour le commerce cette malveillance injustifiée que nous venons de rencontrer précédemment ; nous n'assistons pas aux tribunes du Parlement à d'aussi véhéments réquisitoires contre une classe de citoyens éminemment utiles à leur pays, mais en fait, les mesures prises au sujet des taxations agricoles concordèrent à paralyser le commerce de tous les produits taxés.

Examinons rapidement, dans ses grandes lignes, ce que fut le commerce du blé depuis 1915 jusqu'en 1918. Les différentes revues commerciales nous montrent qu'au début de 1915, les marchés sont toujours sous l'influence de l'intervention de l'Intendance militaire dont les méthodes varient avec une irrégularité déconcertante. A partir d'avril 1915, on ne peut plus fixer une cote officielle pour les blés au marché hebdomadaire de Paris et cela durant de nombreuses semaines ; les réquisitions toujours

répétées, surtout dans la région septentrionale, entravent les achats de la meunerie ; le commerce du blé est tellement troublé par les réquisitions que le Gouvernement s'en émeut et le ministre du Commerce doit faire connaître au *Journal officiel* du 16 avril que les réquisitions prendraient dorénavant fin et décider que l'autorité militaire cesserait dès maintenant de poursuivre les réquisitions nécessairement imposées par elle : « Si le Gouvernement a pris cette décision, ajoute-t-il, c'est en vue de laisser cette quantité de blé à la disposition de la population civile afin de lui permettre de satisfaire plus aisément, d'ici la prochaine récolte, les besoins de la consommation ; il y a donc lieu de penser que les moulins trouveront ainsi leurs moyens habituels d'approvisionnement et pourront continuer à travailler dans des conditions normales. »

Dans une circulaire adressée aux préfets, le ministre de la Guerre prescrit que les obstacles apportés aux opérations commerciales disparaissent. Ces mesures montrent à quels résultats néfastes pour le ravitaillement du pays on était arrivé avec des réquisitions inconsidérées.

A la fin d'avril, les transactions sont encore faibles, le commerce n'a qu'une confiance très limitée dans le maintien de la décision gouvernementale concernant la suppression de la réquisition du blé. Ces craintes seront justifiées car une note officieuse

parue dans la première quinzaine de mai apprend que le Gouvernement décide subitement la réquisition de tous les blés où qu'ils se trouvent ; cette mesure « jette un désarroi absolu sur tous les marchés » (1), d'autant plus que, suivant les départements, elle a été appliquée à des dates différentes ; la dernière limite d'application est le 20 mai ; à partir de cette date, ces blés étant payés uniformément 32 francs le quintal et des arrêtés fixant les prix de la farine et du pain, nous constatons qu'il n'y a plus de marché ni de prix du blé indigène en France ; remarquons en passant que les blés étrangers étaient cotés, dans nos ports, à cette époque, 39 francs le quintal, ils ne trouvent donc plus aucun acheteur.

Dans le courant de juillet, la récolte intervenant, le ministre du Commerce décide par dépêche envoyée aux préfets que : « Dans les conditions actuelles, il y a lieu de laisser complète liberté aux transactions, à la circulation des blés et farines. Les conséquences ne se font pas attendre : le commerce reprend, un peu timidement cependant, les commerçants n'osant s'aventurer à acheter de grosses quantités de blé : ils ne savent pas ce que le législateur leur réserve.

La loi du 16 octobre 1915 fixe uniformément le prix du blé à 30 francs le quintal, à partir de ce moment le commerce est de nouveau paralysé ; la

1. Revue commerciale du journal *l'Agriculture pratique*, 20 mai 1915.

mainmise de l'administration sur la circulation des grains est complète, la même situation se maintient pendant toute la fin de 1915 et la meunerie se plaint d'être insuffisamment approvisionnée par les services administratifs. Durant toute l'année 1916, le commerce des grains n'existe guère en fait. En 1917, l'ingérence administrative se fait sentir encore davantage, le décret du 13 juillet 1917, relatif à la taxation et à la déclaration des récoltes de céréales, détermine le prix maximum d'achat du blé à la culture (50 fr. le quintal). La rémunération des intermédiaires, les frais de camionnage et de manutention ne doivent pas dépasser 1 fr. 50 par quintal ; l'intendance et le service du ravitaillement civil absorbent, du reste, la presque totalité du blé. En résumé, avant octobre 1915, le commerce est libre mais le commerçant ne peut s'approvisionner, les réquisitions absorbant tout le grain, à partir du 16 octobre de la même année intervient la taxation du blé ; cette loi ne limite pas, à vrai dire, le commerce de cette céréale, mais comme il en découle que les pouvoirs publics pourront réquisitionner le blé n'importe où il se trouvera, à un prix déterminé, le commerçant se trouve dans la situation suivante : Il ne peut pas acheter à plus bas prix que l'Etat réquisitionne, le cultivateur ne se souciant pas de lui livrer son grain à un prix plus bas que l'Etat le lui paye, il ne peut pas davantage conserver chez lui une quantité appréciable de blé

car si celui-ci était réquisitionné, son détenteur actuel ne pourrait le livrer à l'Etat à un prix plus élevé que celui déterminé par la taxe et il subirait donc une perte.

Enfin, la loi du 13 juillet 1917 détermine au commerçant le profit qu'il peut prendre par quintal de froment pour le transport, la manutention et son bénéfice légitime.

Cela nous rappelle les 5 p. 100 en sus du prix d'achat alloués aux marchands en gros durant la période révolutionnaire ; le dédommagement accordé au commerçant de 1917 est sensiblement moindre ; cela tient sans doute aux plus grandes facilités de transport et de manutention de l'époque actuelle ; quoi qu'il en soit, le commerçant perd son caractère essentiel : l'initiative, pour devenir une sorte d'agent de la meunerie, il ressemble plus à un entrepreneur de transport qu'à un véritable commerçant, aussi ne devons-nous pas nous étonner si beaucoup de négociants en grains cessèrent complètement leurs entreprises et furent remplacés par les employés de l'Intendance ou les agents du Ravitaillement civil : le commerce des grains n'existe donc plus réellement, aussi la loi présentée et soutenue à la Chambre par M. Compère-Morel dans la séance du 21 février 1918 et suivantes et qui décide dans son article premier.

Art. premier. — Le libre commerce des céréales panifiables : blé, seigle, méteil, orge, escourgeon,

paumelle, maïs, sarrazin, sorgho et de l'avoine est suspendu pendant la durée de la guerre jusqu'à la fin de la première campagne qui suivra la cessation des hostilités. »

Cette proposition de loi, disons-nous, ne changerait pas grand'chose à ce qui existe déjà en fait.

Ce que nous venons de voir pour le blé et les différentes céréales peut être généralisé à toutes les denrées taxées : les profits du grossiste et du détaillant sont obligatoirement fixés d'avance, sans quoi la taxe serait inopérante puisque le commerçant achetant à un prix déterminé pourrait revendre avec un bénéfice exagéré. Aussi, après avoir déterminé les prix de la taxe chez le producteur, l'Etat réglemente aussitôt le profit de l'intermédiaire, c'est ainsi que l'arrêté du ministre du Ravitaillement général en date du 29 octobre 1917, réglementant le commerce des haricots et des pommes de terre, après avoir déterminé les prix maxima d'achat de ces légumes à la culture, d'après leurs variétés, c'est ainsi que cet arrêté décide dans son article 2.

« Indépendamment des frais de transport, la rémunération des marchands grossistes, y compris tous les frais est ramenée par 100 kilos à 3 francs et celle du marchand détaillant, y compris tous les frais à 6 francs. » Et pour les haricots l'article 3 décide : « Indépendamment des frais de transport, la rémunération des commerçants, intermédiaires, y compris

les frais de courtage et tous autres frais ne pourra être supérieure :

« a) Pour les ventes effectuées par le marchand grossiste dans la région productrice avec le commerce de gros de la région consommatrice à plus de 3 p. 100 du prix d'achat à la culture.

b) Pour les ventes effectuées par le marchand grossiste au commerce de détail à plus de 3 p. 100 payé par ce marchand grossiste pour les ventes de 5.000 kilos et au-dessus, à plus de 5 p. 100 pour celles inférieures à 5.000 kilos. Ces prix ne pourront pas être augmentés de plus de 15 p. 100 pour la rémunération des commerçants détaillants vendant à la consommation, cette rémunération comprend tous les frais. »

Là, comme précédemment, nous sommes plutôt en présence de courtiers en marchandises que de véritables commerçants.

Par ce qui précède, nous avons voulu montrer que si le commerce existe nominalement, il est anéanti en fait par les taxations agricoles ; d'abord, par suite de la malveillance dont il est l'objet de la part du législateur et de la masse des consommateurs ; ensuite, parce que privé de sa liberté d'action il n'a plus l'intérêt personnel nécessaire à toute entreprise commerciale ou si cet intérêt existe encore, il est en fait tellement amoindri qu'il ne produit plus son plein effet.

Nous avons vu précédemment que pendant la guerre actuelle il n'a pu être établi de cours pour le blé ou que s'ils étaient fixés, ils ne pouvaient être autres que ceux déterminés par les taxations ; or : « Il n'y a point de marchés là où l'on ne peut débattre les prix, on ne peut débattre de prix quand celui-ci est définitivement établi », disait le rapporteur du Comité de l'approvisionnement à la Convention.

Le 3 nivôse an III, Bréard n'hésite pas à reconnaître que « c'est le Maximum qui a tué le commerce et anéanti l'agriculture » et Barailon déclare le lendemain, aux applaudissements de l'Assemblée : « Il n'est personne qui ne sache que le Maximum avait tué le commerce et organisé la famine » c'est aussi à cette conclusion qu'aboutissait le discours de Boissy d'Anglas dans la séance du 13 ventôse an III quand il affirmait :

« Il est un principe que nous avons appris, malheureusement à nos dépens, c'est que si le Gouvernement se mêle du commerce, il l'anéantit ».

Puisque le commerce reçoit un coup mortel du fait des taxations agricoles, voyons quelle organisation l'Etat lui substitue.

§ 5. — La Répartition des produits agricoles

Examinons brièvement quels sont les principaux rôles que remplit le commerce avec le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, nous nous demanderons ensuite si l'Etat ou les pouvoirs publics constitués accomplissent ces différentes tâches, comment ils s'y prennent et quels sont leurs résultats.

Nous croyons voir jouer au commerçant un triple rôle : il est avant tout un intermédiaire entre le producteur et le consommateur : c'est un agent de répartition ; son intérêt personnel, le véritable mobile sans lequel rien ne peut se faire, le pousse toujours à rechercher les produits dans les endroits où ils sont plus abondants et par conséquent moins chers pour les transporter dans les lieux qui en sont partiellement démunis et où il pourra les revendre à un prix plus élevé.

Ce commerçant cherche aussi à emmagasiner, à accumuler certaines denrées sur lesquelles il es-compte un bénéfice ultérieur ; comme précédemment, son intérêt « le pousse à amasser pour un temps éloigné les marchandises trop abondantes, à pallier ainsi la disette de l'avenir aux dépens de la profusion du moment, à maintenir une sorte d'équilibre entre les différents prix de toutes choses » (1).

1. Boissy d'Anglas, 13 ventôse an III.

Là, ne se borne pas la tâche pourtant déjà considérable du commerçant, il intervient au moment de la récolte, quelquefois même avant celle-ci, pour faciliter le petit cultivateur par des avances qui lui sont souvent nécessaires ; il facilite ainsi la production. Serre (2) s'exprimait à ce sujet en ces termes : « Je ne conçois pas comment on a osé proposer sérieusement d'obliger le cultivateur à ne vendre son grain qu'à telle époque, qu'à tel endroit et détruire ainsi l'intermédiaire qui doit exister nécessairement entre le propriétaire des grains et le consommateur ; aurait-on oublié que presque tous les cultivateurs sont forcés de vendre leur superflu à la récolte parce qu'à cette époque, leurs contributions sont en recouvrement et qu'il faut les payer, parce que les fermages sont échus, que le maréchal réclame le fruit de son travail, les domestiques leurs salaires, je demande si dans cet état de choses, il n'est pas heureux et pour celui que tant de besoins forcent à vendre et pour celui qui ne peut acheter à la fois sa consommation annuelle, n'est-il pas heureux, dis-je, qu'on rencontre, entre la nécessité de l'un et l'impuissance de l'autre, un négociant qui place ses fonds au superflu du cultivateur pour les reverser aux besoins journaliers de l'artisan ».

Ce rôle d'avances faites à la culture par le com-

1. Séance du 2 décembre 1792.

merce, peut-on le remplacer par un autre organisme ? Le crédit réel mobilier par exemple que la législation du 18 juillet 1898 a voulu appliquer à l'agriculture n'a-t-il pas le même objet ? L'observation impartiale montre que les warrants agricoles se sont très peu développés en France, peut-être à cause des défauts de cette loi ; nous pourrions alors nous demander si l'Etat ne pourrait pas acheter lui-même au moment de la récolte tous les produits de façon à fournir les avances dont le cultivateur a besoin, mais nous n'avons pas de peine à nous rendre compte de ce qu'une telle organisation demande d'agents, de frais énormes ; il faudrait, pour réaliser une telle conception, des magasins généraux considérables ; car si l'Etat laissait le cultivateur détenteur de ses marchandises, on pourrait craindre que celui-ci, n'étant plus propriétaire et étant payé de ses denrées, n'ait plus pour elles les mêmes soins de conservation que lorsqu'elles lui appartenaient.

Le commerçant, disions-nous plus haut, accumule les denrées qui sont en plus grande quantité aujourd'hui pour les reverser demain, au moment de la disette, de façon à réaliser un bénéfice ; n'est-ce pas là une spéculation scandaleuse lorsque les produits sont déjà rares et ne vaudrait-il pas mieux que ce fut l'Etat qui réalisât le profit qui revient au commerçant ? Cette idée a certainement guidé le législateur lorsqu'il a décidé la création des greniers d'abon-

dance dont l'établissement fut ordonné dans chaque district par le décret du 9 août 1793.

I. — « Il sera formé dans chaque district un grenier d'abondance, la Trésorerie nationale tiendra cent millions à la disposition du Conseil exécutif pour l'achat des grains.

II. — « Les citoyens sont invités à acquitter en nature dans les greniers d'abondance, les contributions publiques arriérées ou courantes, en totalité ou en partie ; il sera construit sur-le-champ, aux frais de la République, des fours publics. »

Six mois après ce décret, la Commission des subsistances reconnaît, elle-même, que les résultats espérés n'ont pas été obtenus, certains districts n'ont par établi de greniers d'abondance sous prétexte qu'ils n'avaient pas de grains à y déposer, d'autres ont désigné un local sans s'occuper du choix d'un garde-magasin (1), aussi un conventionnel instruit par l'expérience, Boissy d'Anglas, dira avec raison :

« Le génie du commerce ! voilà les véritables greniers d'abondance, ceux que le Gouvernement élève sous ce nom, ne tendent qu'à devenir les antres de la famine ».

En ce qui nous concerne, nous ne voyons aucun avantage pour l'Etat à emmagasiner pour son compte

1. D. Zolla, *Revue des Deux-Mondes*.

des quantités considérables de produits au moment de la récolte, outre qu'il ne serait pas toujours très prudent de rassembler, dans un même endroit, de trop gros stocks de marchandises pendant des périodes troublées, la conservation de marchandises essentiellement périssables, sera toujours mieux assurée par les particuliers guidés par l'intérêt personnel que par les agents de l'Etat. Les tristes événements actuels nous instruisent du reste par l'expérience. Ici, les denrées sont oubliées sur les quais ! là, elles sont détériorées, faute de soins, dans des magasins généraux ! Enfin, l'Etat ne peut même pas prendre livraison d'une grande quantité de vin de la récolte 1917 et qui avait été réquisitionnée et cela faute de moyens de transport ! Que serait-ce donc s'il devait transporter et emmagasiner tous les produits agricoles du Pays !

Le Commerce, avons-nous dit, est l'intermédiaire direct entre le consommateur et le producteur, c'est là son premier et plus important rôle ; il régularise ainsi la densité des produits en les transportant des régions où ils abondent dans celles où ils manquent ; il supprime toute peine et toute perte de temps au producteur chez lequel il se rend souvent prendre livraison de la marchandise ; au consommateur qui reçoit du marché de sa ville et quelquefois à sa porte le produit qui lui est nécessaire. Creuzé-Latouche, député de la Vienne, faisait ressortir cette double uti-

lité du commerce dans un rapport présenté au nom des députés de la Convention nationale en décembre 1792 :

« Dans tous les temps, dit-il, comment voudrait-on que les cultivateurs portassent de grandes quantités de leurs grains à des consommateurs éloignés qui en manquent ou n'en cueillent pas et comment voudrait-on que les cultivateurs seuls pussent exécuter, eux-mêmes, de prompts expéditions de vaisseaux sur nos ports pour les départements le long des côtes, qui les attendent dans un pressant besoin. Ces seuls exemples montrent combien réfléchissent peu, ceux qui adoptant les préjugés vulgaires des temps les plus barbares, qualifient d'odieux un commerce tellement essentiel qu'il faudrait sans lui que la moitié d'une nation mourût de faim pendant que l'autre serait obligée de faire manger aux bêtes son superflu ». Et après avoir montré combien le commerçant est utile par les avances qu'il fait à la culture, le député de la Vienne ajoutait : « Et ce n'est qu'au préjudice de la Terre et par conséquent aux dépens du peuple, qu'on peut détourner le cultivateur de ses travaux et de ses soins en le forçant de faire imparfaitement deux professions, lorsqu'il importe tant à la société qu'il perfectionne d'abord celle à laquelle il s'est consacré ; entre le consommateur et le manufacturier, se trouve un agent naturel et nécessaire qui, en procurant à ceux-ci les débouchés les plus simples et la

rentrée la plus facile de leurs capitaux, favorise et encourage les fabriques et les exploitations en achetant même à meilleur marché que ne pourrait le faire le consommateur. » Tout le rapport de Creuzé-Latouche serait à citer tant il est rempli d'arguments en faveur de l'utilité et de la liberté du commerce. La première n'est du reste pas à démontrer et le consommateur s'est rendu compte, très souvent, que bien loin de payer les denrées moins chères quand cet intermédiaire fait défaut, il en est généralement tout autrement.

Par les aptitudes professionnelles que le commerçant possède pour l'achat des marchandises, par le temps qu'il économise aux consommateurs, il arrive à leur procurer les denrées à meilleur marché. Richard faisait ressortir ainsi la cherté indirecte des objets que subissait le consommateur (1) par la taxation : « ... Le peuple lui-même a bientôt reconnu les inconvénients du Maximum et lorsqu'il s'est aperçu qu'il conduisait à la disette, il a préféré acheter de gré à gré trois ou quatre fois plus cher les objets dont il avait besoin que de passer des nuits ou des journées entières à la porte d'un boucher ou d'un autre marchand pour avoir la petite portion qui lui était assignée. Les journées précieuses de l'ouvrier, de l'artisan, du journalier, étaient perdues pour la

1. Richard, Séance du 4 nivôse an III : adoption des articles relatifs au Maximum.

République et pour eux surtout et rendaient l'objet qu'ils obtenaient enfin, beaucoup plus cher qu'ils ne l'auraient acheté de gré à gré ».

Les spéculations et les accaparements seront, bien entendu, à craindre mais nous avons vu précédemment que les taxations agricoles, en restreignant la liberté du commerce, ne diminuent pas leur nombre et que la libre concurrence est encore le moyen le plus efficace contre les monopoles.

Nous avons vu que les taxations agricoles anéantissaient le commerce ; celui-ci, avons-nous dit, a de multiples et incontestables utilités ; comment l'Etat s'est-il substitué à lui ?

La Période révolutionnaire nous montre l'exemple le plus parfait de l'Etatisme, nous nous sommes rendu compte des « Déclarations » d'autant plus fausses que les pénalités pour les sanctionner étaient sévères, des Réquisitions, des greniers d'abondance. L'organisme central de cette immense machine était la Commission du commerce. Un de ses contemporains, au jugement duquel nous nous sommes reporté déjà au cours de ce sujet, nous apprend à quels résultats elle est arrivée (1) : « Voulez-vous un exemple de l'insuffisance du Gouvernement pour suppléer au commerce, dit-il, cet exemple, je vais vous le donner : vous savez avec quel fracas votre Commission

1. Boissy d'Anglas, séance du 14 nivôse an III.

du commerce a procédé : dix mille agents sont employés par elle, partout elle a des commissionnaires, des correspondants, elle achète par voie de réquisition tout ce qu'elle veut envoyer à l'étranger ; elle use du droit de préemption, elle fait des marchés libres, elle se procure toutes les créations du luxe de l'ancien régime ; là, des productions de notre sol ; ailleurs, d'autres objets d'échange, elle a des correspondants dans toutes les villes d'Europe, le monde entier retentit du bruit de ses vastes spéculations ; eh bien ! tout cela n'a abouti qu'à faire arriver dans nos ports, dans l'espace de vingt-trois mois : 2.600.000 quintaux de farines, c'est-à-dire la 1/100 partie de ce que vous en consommez annuellement, c'est-à-dire précisément ce qu'il faut pour nourrir la République pendant trois jours et remarquons que cette administration a été, elle-même, la cause d'une dilapidation intérieure plus considérable que ce qu'elle nous a procuré ; par les transports, les emmagasinements, les mauvaises distributions et concluons de ce fait deux choses : la première, qu'il est impossible que le Gouvernement puisse suppléer le commerce particulier et que par conséquent il faut s'en rapporter complètement à lui en lui donnant tous les moyens qu'il peut employer ; la deuxième... »

Nous savons qu'après le 9 thermidor, l'Assemblée reconnut ses erreurs et revint au principe de la liberté du commerce.

Il convient de nous demander maintenant quels furent les procédés employés par l'Etat pendant cette guerre pour se substituer au commerce, pour assurer le ravitaillement du Pays, par la répartition normale des denrées ; nous essaierons ensuite d'examiner quels en furent les résultats jusqu'à ce jour.

Pour être impartial, nous devons reconnaître, d'abord, que les pouvoirs publics n'eurent pas recours, malgré les objurgations d'un certain groupe politique, à des méthodes aussi arbitraires et à des moyens aussi violents que ceux adoptés par la Convention nationale ; les premières mesures gouvernementales du début de la guerre sont les décrets du 31 juillet 1914 portant suspension du droit de douane sur les grains et sur les farines ; les décrets du 2 août suspendant les droits d'entrée sur l'orge, l'avoine ainsi que sur les légumes secs et les viandes salées, suspendant les droits d'entrée sur les viandes conservées par un procédé frigorifique, relatif à l'importation des viandes fraîches ou frigorifiées ; le décret du 3 août suspendant les droits d'entrée sur les pommes de terre ; un arrêté rendu à la même date relatif au commerce du bétail et de la viande abattue ; ces décrets étaient des mesures indispensables.

Au début d'une guerre dont on ne pouvait prévoir l'ampleur, il était prudent de se prémunir contre la disette ; toutes ces mesures n'ont qu'un rapport indirect avec la restriction de la liberté du commerce ;

mais, le Gouvernement fut vite hanté par cette idée que le commerce serait incapable de ravitailler le Pays et un projet de loi fut déposé à la Chambre au début d'avril 1915, il devait aboutir à la loi du 16 octobre de la même année : un fonds de roulement de soixante dix-millions de francs, serait accordé au ministère du Commerce avec le droit d'engager des opérations jusqu'au chiffre de 150 millions pour des achats de denrées de consommation surtout de blé : « Le Gouvernement ne prétend pas se substituer au commerce, disait M. Albert Métin dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des députés, au nom de la Commission du budget, il s'agit de constituer un stock d'appoint et de prévoyance qui, sans priver le producteur français d'un bénéfice légitime, soit livré à un prix qui empêche la hausse excessive des cours ».

L'Etat devient donc commerçant et comme première conséquence de son nouveau rôle, il a acheté des blés en Russie qui, rendus en France, lui revinrent plus cher que les blés indigènes, il les revendait donc à perte en faisant concurrence aux producteurs français ; l'année 1916 (avril) vit établir le régime des taxations agricoles pour certaines denrées, le régime des réquisitions est institué dans le second semestre de la même année (juillet) ; le 30 octobre, le Gouvernement taxe les beurres, les fromages et les tourteaux. En 1917, l'Etat s'engage de

plus en plus dans la voie des taxations et des réquisitions, il se substitue peu à peu au commerce ; un décret du 31 juillet (1) donne une nouvelle organisation au commerce des céréales ; désormais, les achats et la répartition des grains doivent être exécutés par les meuniers et par les négociants en grains sous le contrôle d'un Office central de céréales et d'offices départementaux dont le rôle principal consiste à assurer l'approvisionnement des meuneries et boulangeries.

L'article 12 décide bien qu'il ne sera procédé à des réquisitions que lorsque les quantités de grains recueillies par les négociants seront insuffisantes pour faire face aux besoins militaires ou civils : nous ne sommes donc pas encore en face de la réquisition générale des grains.

Le décret précédent régleme en outre la répartition des céréales qui ne sera plus livrée à l'arbitraire des préfets ; *Le Journal officiel* du 23 août publie un arrêté du ministre du Ravitaillement général nommant les agents répartiteurs, chargés dans chaque département de recueillir les offres de céréales, on leur alloue pour ce service une commission de 20 centimes par quintal, taux évidemment exagéré si l'on réfléchit à la quantité des transactions que ces agents peuvent opérer.

1. *Journal officiel*, 2 août 1917.

« Nous sommes à un moment de la guerre où les alliés doivent établir le bilan de leurs ressources et en décider la Répartition », déclare M. Painlevé dans les séances de la Chambre qui se déroulèrent à partir du 28 septembre 1917 ; l'ordre du jour de la Chambre concluant les innombrables discours qui remplirent ces séances indique au Gouvernement la marche qu'il doit suivre dorénavant pour assurer le ravitaillement du Pays : « La Chambre prenant acte des déclarations du Gouvernement, confiante en lui pour donner aux différents services chargés du ravitaillement, une impulsion vigoureuse et pour assurer dans leurs efforts la coordination qui s'impose, pour dresser l'inventaire de nos ressources et de nos besoins alimentaires, pour établir en conséquence au plus tôt le programme de ravitaillement et de production qu'exigent les circonstances et en poursuivre résolument la réalisation, notamment :

1° Par une fixation plus équitable du taux des taxations, par une réglementation des réquisitions qui, en aucun cas, ne pourraient être appliquées aux céréales destinées aux semailles et à la consommation familiale et par la suppression des restrictions inutiles.

2° Par une réorganisation judicieuse des services de répartition du ravitaillement civil et par la répression sévère des manœuvres de spéculation et d'accaparement... passe à l'ordre du jour. »

Le programme de ravitaillement que réclame la Chambre des députés fut réalisé par le décret du 30 novembre (1) réglementant à nouveau la réquisition : « à partir du 1^{er} janvier 1918, toutes les céréales, en grains ou en gerbes, seront réquisitionnées pour le compte de l'Etat à l'exception des quantités nécessaires aux semailles, à la consommation des producteurs et à l'alimentation du bétail ; les céréales réquisitionnées seront payées à caisse ouverte aux taux précédemment fixés pour chacune d'elles ».

On ne fait plus allusion aux rôles qu'auront à remplir les agents répartiteurs de céréales ; nous pouvons du reste reconnaître que leur création n'a suscité que des récriminations dans le monde commercial comme dans le monde agricole.

Le nouveau décret abrogeant tous ceux précédemment parus sur cette question, place tous les moulins sous le contrôle du ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement.

Les rapports entre les meuniers et les agriculteurs qui viennent lui confier la mouture des céréales laissées à leur disposition sont, aussi, nettement déterminées ; nous pouvons considérer, qu'en matière de céréales, l'intervention de l'Etat est dorénavant complète. Nous n'étudierons pas ce décret dans tous ses articles : Il a particulièrement en vue le rationnement

1. *Journal officiel*, 5 décembre.

du pain et cela dépasserait le cadre de notre sujet, examinons ses grandes lignes en ce qui concerne la répartition des céréales :

Une fois qu'elles sont toutes réquisitionnées pour le compte de l'Etat, dans quelques mains qu'elles se trouvent et le 1^{er} janvier 1918, il faudra répartir ces céréales, ce sera l'objet de l'article 2 du décret :

Art. 2. — « Pour chaque département, un contingent de céréales pour la fabrication du pain est proposé au ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement par le préfet, après avis de l'office départemental; ce contingent est établi en tenant compte du nombre des habitants, du taux des rations maximales journalières de pain fixé par arrêté ministériel et déduction faite des quantités de céréales panifiables laissées à la disposition des producteurs pour leur consommation familiale. Le contingent fixé par le ministre est réparti par l'office départemental entre les meuniers chargés d'approvisionner le département. »

Le texte ne comportant que l'indication : « ration maximale », il y a une marge qui est heureusement prévue pour les erreurs administratives.

Les boulangers recevront des meuniers les farines qui leur sont nécessaires pour distribuer le pain aux consommateurs; mais, chacun n'obtiendra que la quantité qui lui revient proportionnellement au nom-

bre des rations qu'il dessert, il faudra que cette répartition soit sérieusement surveillée, ce sera l'objet du « bureau permanent » placé sous l'autorité du préfet, dans chaque office départemental des céréales institué par le décret du 31 juillet 1917; outre le préfet, ce bureau permanent comprend le sous-intendant militaire chargé du ravitaillement dans le département, le contrôleur ou les contrôleurs des moulins; enfin, quatre membres choisis par le préfet parmi les présidents des commissions de réception, les agriculteurs et les personnes faisant partie de l'office départemental; l'article 7 détermine les attributions de ce « bureau permanent ».

Art. 7. — « Le bureau permanent est chargé d'assurer, suivant les instructions qu'il reçoit du ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, la répartition des céréales et farines achetées pour le compte de l'Etat »,

C'est une charge écrasante qui revient à ce bureau permanent, s'il y avait une erreur dans la répartition, l'alimentation s'arrêterait: « toutes ces prescriptions s'enchaînent fort bien, elles sont d'une logique impeccable, les boulangers ayant reçu une quantité déterminée de farine, rigoureusement calculée, et des « rations maxima » de pain ayant été fixées, « le mécanisme n'a plus qu'à être mis en mouvement. Dans le vide et pour de purs mathématiciens

ou de parfaits étatistès il ne laisse rien à (1) désirer ».

Nous ne sommes encore qu'au début de l'application du système adopté par l'Etat au sujet de la répartition des céréales, il serait donc prématuré de le juger ; nous ne pouvons que souhaiter un parfait fonctionnement de chaque rouage sans quoi la machine s'arrêterait et l'importance des conséquences qui en résulteraient, n'est certes pas à démontrer ; avec l'application du décret actuellement en vigueur, la répartition des farines avait déjà soulevé des incidents assez graves, notamment en Seine-et-Oise où plusieurs boulangers durent fermer leurs boutiques faute de farines. « Pour éviter que la population mal éclairée ne fasse retomber sur les boulangers la responsabilité de la situation actuelle », M. Maurice Long, alors ministre du Ravitaillement général, répondit avec une franchise fort louable aux interpellations qui eurent lieu à ce sujet à la Chambre des députés le 7 novembre 1917.

« Je tiens, a-t-il dit, à apporter ici quelques paroles qui seront, je pense, de nature à calmer l'émotion légitime qui s'est emparée d'une partie de la population ; il ne m'en coûte rien de déclarer que si des incidents se sont produits, quant à la répartition des farines, ils ne sont imputables ni à telle ou telle administration distincte, ni à la corporation des

1. Journal *Le Temps*, 8 décembre 1917.

boulangers ; la vérité, c'est que le Gouvernement et plus particulièrement le ministre du Ravitaillement est responsable ». *Le Temps* (2) fait remarquer avec justesse que ; « parlementairement, il n'est pas douteux que le ministre a raison ; mais, il se demande étant donné que le ministre fait de son mieux, si le mal ne tient pas au système et non aux agents à qui l'application en est confiée... Les concentrations adoptées, ont fait faillite, dit-il, en dépit des avertissements les plus nets, un système étatiste à prévalu, on en perçoit les conséquences, il a consisté à briser les commerces libres, à brimer les productions indépendantes de toute administration publique, à subordonner aux volontés et à l'arbitraire de l'État : le prix, les contrats, les échanges, cela au moment où en raison de la guerre, l'effort des Gouvernements eût dû essentiellement s'appliquer à sauvegarder le plus possible les initiatives privées et toutes les organisations naturelles auxiliaires indispensables de la défense nationale ; fatalement, la violation des lois économiques les plus certaines a créé le désordre ; les répartitions les plus simples, celles qu'assure le fonctionnement normal des compétences commerciales ordinaires, deviennent un problème inextricable dès que l'État veut s'en charger. Un ministre fût-il un homme de génie, un

1. Journal *Le Temps*, 8 novembre 1917.

Gouvernement eût-il la toute-puissance, ne remplaceraient jamais les services rendus par les milliers et milliers de citoyens guidés par l'intérêt personnel ».

C'est bien notre avis et c'est du reste l'enseignement que nous pouvons tirer de l'histoire économique de la Révolution, nous jugeons cependant que cette organisation étatiste est encore trop nouvelle pour pouvoir l'apprécier impartialement.

Nous venons de montrer quel est le mode de répartition qui fut adopté pour les céréales panifiables ; un décret du 30 octobre avait déjà déterminé dans le département de la Seine, pour l'avoine destinée aux chevaux, une organisation analogue à celle qui y fonctionne pour la carte de pain : chaque propriétaire a dû déclarer, avant le 5 novembre, le nombre de chevaux et de mulets qu'il a à nourrir ainsi que le nom du fournisseur d'avoine qu'il a dû choisir.

L'Office central des céréales devra assurer la fourniture des quantités d'avoine nécessaires. La ration journalière est fixée à 4 k. 750 pour les chevaux de trait léger pesant moins de 500 k. et pour les mulets ; à 8 kilos pour les chevaux de gros trait ; cette organisation paraît avoir été inspirée par celle qui a été adoptée en Angleterre pour (1) tout le pays. Cette organisation de répartition adoptée pour les

1 *Journal d'agriculture pratique*, 15 novembre 1917.

céréales et quelques autres denrées telles que le sucre, n'a pas été encore généralisée pour tous les produits agricoles, mais il est incontestable qu'il y a une tendance à cette généralisation.

Au début de 1918 par exemple, nous observons que l'Etat tend de plus en plus à devenir le seul acquéreur du bétail.

Tout ce système est extrêmement logique ; le point de départ en est dans la taxation des produits ; ceux-là se resserrant chez le producteur, l'Etat recense, réquisitionne, puis répartit ces denrées aux consommateurs. Nous ne pouvons pas encore dire, d'une manière certaine, à quels déboires cette méthode étatiste conduira, nous pouvons cependant prévoir que la répartition ne sera pas mieux faite avec une légion de fonctionnaires que par le commerce guidé par l'intérêt personnel.

Pour les produits qui n'ont pas été encore réquisitionnés, mais pour lesquels s'appliquent déjà les taxations, nous observons trois faits : Ou le bénéfice alloué au commerçant par la loi est dépassé dans la pratique, il y a méconnaissance voulue de la loi et les autorités ferment les yeux au sujet de cette inobservance des règlements, nous reviendrons du reste sur cette conséquence des taxations. Ou le commerçant a un bénéfice alloué suffisant et la loi est inutile puisque sans elle, ce bénéfice serait maintenu dans les mêmes proportions (peut-être même moins

dres du fait de la concurrence); ou la rémunération allouée est vraiment insuffisante et le marché est désert. Nous avons fait maintes et maintes fois l'observation de ces faits lorsque furent pratiqués dans les centres urbains la taxation des pommes de terre, des beurres, etc... C'est tellement vrai que c'est presque toujours le consommateur lui-même qui, après avoir demandé la taxation, réclame ensuite sa suppression.

De ce que nous venons de voir, nous pouvons conclure que les taxations agricoles entraînent fatalement le Gouvernement à prendre en main le commerce, c'est ce que faisait remarquer M. Aimond, sénateur, rapporteur du projet de loi portant ouverture au ministère du Commerce de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires afin de procéder à des achats de blés et de farines pour le ravitaillement de la population civile. Dans le rapport distribué au Sénat dans les premiers jours de septembre, l'éminent sénateur disait :

« Le prix maximum pour tous les contrats est l'arrêt immédiat de toutes les transactions intérieures. Nul n'aura plus d'intérêt à faire affluer là où on en manque, une denrée dont on regorgera par ailleurs, de telle sorte que les producteurs se retourneront vers le Gouvernement mal préparé à ces controverses commerciales, le mettront en demeure de

faire fonctionner réellement en grand, la réquisition à laquelle depuis six mois, il n'y avait eu nul besoin de recourir alors cependant que les circonstances étaient singulièrement plus difficiles. Nous ne doutons pas du zèle et de la bonne organisation du service du ravitaillement mais nous ne lui souhaitons pas une telle charge et une telle responsabilité » (1). L'avenir nous apprendra si les craintes de M. Aimond étaient justifiées. Nous avons montré par quelques exemples, que les répartitions par les mains de l'Etat avaient donné lieu à de réelles difficultés, nous ne voulons cependant pas juger une organisation encore bien nouvelle mais nous ne croyons pas que les quelques avantages qu'on peut attribuer à ce système, s'il en a, puissent équivaloir les multiples inconvénients qui naissent des taxations agricoles.

1. *Journal des Débats*. 15 septembre 1915.

CHAPITRE III

LA TAXATION ET LA CONSOMMATION DES DENRÉES

§ 1. — Augmentation de la consommation des produits taxés

Une des conséquences à laquelle n'a certainement pas toujours réfléchi le législateur lorsqu'il taxa les produits agricoles, fut l'augmentation de la consommation qui en résulte pour eux : L'Etat n'a en vue que d'abaisser un prix qu'il juge déjà trop élevé pour une denrée de première nécessité ; or, pour qu'elle soit en hausse sensible, il faut qu'elle soit déjà relativement rare. Par la taxation, n'allons-nous pas exagérer cette rareté en activant la consommation ? c'est ce qui nous paraît indéniable.

Dans une période de crise économique comme celle qui résulte forcément d'une longue guerre, le prix des denrées est appelé à monter pour de multiples raisons parmi lesquelles trois au moins sont à noter ici :

La production est moindre, la consommation

accrue, ce qui fait que la demande tend à croître plus vite que l'offre.

La diminution, pour ainsi dire automatique du pouvoir d'achat de la monnaie ou papier-monnaie, par une émission de plus en plus considérable, tend aussi à exagérer le prix des produits. C'est ce qui peut expliquer le fait actuel qui pourrait paraître paradoxal, à première vue : que, malgré la hausse considérable des prix, les commerçants n'ont jamais tant vendu de marchandises. Ce phénomène économique s'explique par l'accroissement des signes monétaires : chacun possédant plus de monnaie, la dépense plus facilement, celle-ci a donc une valeur d'échange diminuée et les produits sont plus chers.

Déjà, au ^{xvi}^e siècle, époque qui connut une hausse formidable des prix, Jean Bodin faisait remarquer que cette cherté de la vie était en partie due aux grandes découvertes de métaux précieux. Toute l'histoire économique nous montre qu'à la découverte de mines d'or correspond toujours une hausse de prix ; la création plus considérable de billets aboutit tout naturellement, au même résultat. Cette remarque fut très judicieusement présentée dans le rapport de la Commission des finances sur l'emprunt forcé d'un milliard présenté le 19 août 1793 :

« Il est une vérité, y est-il dit, dont personne ne

1. Rapport lu par le citoyen Ramel, 19 août 1793 (*Moniteur*, t. 17, p. 808).

peut disconvenir, la voici : Si tous les Français venaient ce soir déposer à la Trésorerie nationale la moitié des assignats qui leur appartiennent réellement, ils se trouveraient aussi riches demain qu'ils l'étaient ce matin ; ceci n'est point un paradoxe ; la richesse ne consiste pas en effet dans la somme que l'on possède, mais dans le moyen qu'on y trouve de se procurer ce qui peut convenir hors de chez soi. Ainsi, celui qui n'ayant que dix livres achète un quintal de froment est aussi riche que celui qui en ayant 20 est obligé de les dépenser pour se procurer la même quantité. Aussi, la diminution dont nous jouirions dès demain sur tous les objets de consommation nous ferait trouver dans ce qui nous resterait une valeur égale à la somme totale que nous possédions avant notre offrande ».

Dans la guerre que nous subissons depuis plusieurs années, la mise en circulation d'une quantité considérable de billets de la Banque de France est certainement un des facteurs appréciables de la hausse générale des prix et ce qui le prouve à nos yeux c'est que, si au lieu de prendre le franc comme unité d'échange, nous prenions une denrée agricole qui serait, bien entendu, exempte de la taxation, pour effectuer le troc avec d'autres marchandises, nous trouverions pour cette nouvelle unité un pouvoir d'achat qui ne serait pas éloigné (pour les objets d'utilité courante) de celui qu'il possédait avant la

guerre, c'est ainsi qu'une même quantité de vin serait nécessaire pour effectuer le troc d'une même quantité de cuivre.

Ces considérations étant posées, qu'arrive-t-il lorsque les pouvoirs publics taxent un produit de la terre ? En empêchant son prix de s'élever quand les autres produits non taxés deviennent plus chers et quand le papier-monnaie a un pouvoir d'achat moindre, il agit exactement comme si, dans un temps normal, il diminuait le prix de cette denrée ; il incite donc le consommateur à se la procurer en plus grande quantité. Dans le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, cela n'aurait aucune importance puisque la diminution du prix de l'objet serait l'indice de son abondance ; mais, cette loi étant faussée par les taxations, les conséquences qui en découleront seront alors bien plus graves car la consommation s'exagérant sans aucun frein pour l'arrêter, le pays court à la disette des produits taxés qui, puisqu'ils sont taxés, sont précisément les plus utiles à la vie nationale.

L'observation nous montre surabondamment l'exactitude des faits que nous avançons : La diminution de notre cheptel n'aurait pas été si considérable, pendant ces dernières années, si la viande n'avait pas été taxée. D'après une déclaration de M. Develle à la tribune du Sénat, « la dure loi du Salut public fit perdre au troupeau national 3 ou

4 millions de têtes jusqu'en août 1917 ». Il ajoutait : « après la tourmente, notre effectif bovin ne sera guère supérieur à ce qu'il était en 1830, c'est-à-dire à l'époque où la France comptait moins de 35 millions d'habitants, alors que la consommation de la viande était presque nulle dans les campagnes. »

Cette augmentation considérable de la consommation de la viande pendant la guerre actuelle tient sans doute aux besoins des armées ; la ration carnée du soldat s'élevant annuellement au chiffre énorme de 180 kilos (1) mais, nous affirmons que dans nos campagnes, cette consommation s'est accrue aussi dans de grandes proportions.

Pour le pain, nous pourrions faire une remarque analogue. Certes, les gaspillages ne se seraient pas produits scandaleusement et un peu partout, pendant la première année de la guerre si le blé augmentant de prix comme les autres produits, le coût du pain avait été en rapport avec celui des autres denrées. Il est vrai qu'il y avait au maintien du bas prix du pain une raison politique tout à fait étrangère à nos considérations et, devant l'importance de celle-ci, nous nous inclinons. Mais, le résultat qui reste acquis, c'est l'augmentation toujours croissante de la consommation pour tous ces produits taxés jusqu'au moment où le législateur se voit

1. *Bulletin de la Société scientifique d'Hygiène alimentaire.*

acculé à la nécessité inéluctable de rationner la population.

Il est une autre cause de l'accroissement de la consommation résultant de la taxation qu'il nous paraît intéressant de signaler. Elle réside dans l'alimentation du bétail. Déjà, dans la séance du 3 nivôse an III, au sujet d'une proposition de loi sur la suppression du Maximum, le rapporteur se demandant d'où venait la disette factice qui sévissait alors dans la République, s'exprimait ainsi : « Le fermier garde son blé qui est maximé et vend les denrées qui ne le sont pas ; il le fait manger à ses cochons, à ses volailles qu'il vend ensuite ce qu'il veut » (*Applaudissements*). Il nous répugne de penser que pendant la guerre actuelle, le paysan français si profondément patriote et plus instruit que son ancêtre de la Révolution, ait eu recours à de tels procédés ; contentons-nous d'observer que l'intérêt l'y eût certainement poussé.

Au prix où est montée dès les premières années des hostilités la viande de porc, aucune nourriture n'aurait donné plus de profits à l'engraisseur que le pain, en 1915 l'éleveur aurait eu intérêt à économiser l'avoine et à faire consommer le blé à ses volailles.

Nous voulons bien admettre que des faits aussi monstrueux ne se soient pas produits ou qu'ils forment une exception si infime qu'elle soit négligeable mais, dans d'autres cas, le cultivateur aura peut-être

eu moins de scrupules. Lorsqu'il s'est agi de la nourriture du chien par exemple, la pomme de terre se serait le plus souvent substituée au pain dans l'alimentation du « compagnon de l'homme », si le commerce libre de ce tubercule puis sa taxation plus rémunératrice que celle du blé ensuite, ne l'avait fait considérer par beaucoup comme le « pain du riche ».

Il ne nous paraît pas douteux que la taxation des produits agricoles ait entraîné une plus grande consommation de ces produits.

TROISIÈME PARTIE

INEFFICACITÉ DES TAXATIONS POUR ENRAYER LA HAUSSE DES PRIX

§ 1. — Inobservance fréquente de la loi même par les parties qui sont appelées à en bénéficier.

Il ne suffit pas qu'une loi soit votée et promulguée ; pour qu'elle produise les effets qu'on en attend, il faut qu'elle soit appliquée du moins par l'immense majorité des citoyens ; s'il en est autrement, si la majeure partie de la population peut la tourner ou l'enfreindre, non seulement elle perd les quelques avantages qu'on lui attribuait, mais elle devient aussi une cause d'immoralité. Un des traits très remarquables des lois ou décrets taxant les produits agricoles c'est qu'ils sont assez souvent transgressés et cela presque toujours à la demande du consommateur lui-même. Prend-il fantaisie au préfet de tel département ou au maire de telle commune de taxer les œufs à tant la douzaine ou le lait à tant le litre ?

Si la fixation ainsi établie ne paraît pas suffisante au producteur pour qu'il puisse récupérer en plus du coût de production un certain profit qui lui semble légitime, il n'apporte au marché ni œufs, ni lait et ce, au plus grand préjudice des consommateurs qui demandent eux-mêmes aux autorités compétentes la suppression de ces mesures arbitraires. Si celles-ci ne sont pas rapportées, le consommateur s'entend alors directement avec le producteur et le marché qui intervient de la sorte, clandestinement, est généralement moins avantageux pour le consommateur que si la concurrence avait joué librement. En effet, la partie la plus timide des producteurs ne consentira pas à ce trafic toujours hasardeux et elle aura raison ; quelques audacieux en bénéficieront et réaliseront ainsi des bénéfices plus considérables au préjudice du consommateur et malgré la loi.

La plupart du temps, les pouvoirs publics ferment les yeux ; d'autres fois, ils prennent des sanctions de plus en plus énergiques pour éviter ces abus ; écoutons ce que nous dit Creuzé-Latouche (1) au sujet de l'efficacité douteuse de ces mesures répressives : « ...Le législateur aura beau dire qu'une chose sera donnée pour deux journées de travail, il n'empêchera jamais qu'un vendeur en reçoive quatre lors-

1. Discours de Creuzé-Latouche, député de la Vienne, sur les subsistances, prononcé dans la séance de la Convention nationale du 28 avril 1793, an II de la République.

que plusieurs acheteurs se trouvant en concurrence, l'un deux voudra s'assurer la préférence à ce prix. On fera, dit-on, des lois pénales pour prévenir ces cas. Etrange présomption de se croire la faculté de suivre des yeux, dans tous les instants : 25 millions d'hommes et de maîtriser leurs plus secrètes actions. Le despotisme le plus absolu ne s'en serait jamais flatté. Quoi ! Lorsque vous faites tant de lois qui restent sans exécution, lorsque toutes les autorités sont ébranlées et tous les liens de la police sans force, vous ferez exécuter une loi que le pauvre comme le riche, les municipalités, les juges, tous les fonctionnaires publics et plus des trois quarts des citoyens auront sans cesse la tentation, les moyens, la nécessité même d'enfreindre ! Vous pourriez multiplier les lois de sang, encourager les dénonciations, établir des légions de tyrans subalternes, autoriser tous les actes arbitraires, provoquer des violences populaires et désespérer tous les citoyens, mais la force des choses serait encore au-dessus de toutes vos mesures : le blé pourra bien sortir des grandes fermes au prix de la taxe ou du Maximum, ce qui est la même chose, mais ce sera pour se partager entre une infinité de particuliers chez qui vous ne le trouverez plus ou qui paraîtront n'en avoir qu'une modique provision. Jamais vous ne suivrez cette matière dans l'immensité de ses divisions, cependant ces grains resserrés et divisés ne paraîtront plus sur les mar-

chés ni dans la circulation puisqu'il n'y aura aucun bénéfice permis sur la revente ; pour la même raison, le commerce n'en pourra transporter nulle part mais la frayeur et la faim de ceux qui seront dépourvus feront clandestinement des offres excessives pour obtenir quelques portions de subsistances qu'on leur accordera encore avec le mérite apparent de braver la cruauté de vos lois pour partager avec eux son indispensable nécessaire. La même opération répétée dans des milliers de localités formera bientôt un prix commun de $\frac{2}{3}$ ou $\frac{3}{4}$ peut-être, au-dessus de votre taxe, et, pour la honte de votre législation, ces actes illégaux auront, dans l'opinion même des acheteurs, les apparences de courage et d'humanité ; heureux encore le peuple, si votre loi ne faisait que tomber bientôt dans le mépris et dans l'oubli, ce qui serait inévitable car, autrement, les transports de grains dans les pays disetteux seraient absolument impossibles ; on nous reproche des principes philosophiques et des systèmes. Je laisse à la Raison éternelle et à l'expérience de quels côtés sont les écarts de l'imagination et les combinaisons illusoire... »

Johannof au cours de la séance du 9 nivôse an III, faisant approuver par l'Assemblée une proclamation au peuple français exprimant le même sentiment, n'était pas moins explicite que le député de la Vienne. « Plus cette loi était sévère (le Maximum), plus elle

devenait impraticable, l'oppression prenait en vain mille formes, on y rencontrait mille obstacles, on s'y dérobaient sans cesse ou elle n'arrachait que par des moyens violents et odieux des ressources précaires qu'elle devait bientôt tarir ».

Les lois sur les taxations agricoles sont-elles mieux observées aujourd'hui que ne le furent celles qui avaient le même objet pendant l'époque révolutionnaire et qu'on appelait les « lois du Maximum » ? Si nous ne considérons que le blé, nous devrions répondre affirmativement. Autrefois, le cultivateur produisait son blé, le faisait moudre, cuisait son pain lui-même ; du moins c'était la règle générale ; aujourd'hui, nous ne voyons dans cette manière d'agir qu'une infime exception, et, le commerce du blé étant complètement dans les mains de l'Etat, les meuneries étant étroitement surveillées de même que les boulangeries, l'Etat peut beaucoup mieux faire exécuter l'application de la taxe en 1918 qu'en 1792.

Pour les autres grains et pour les comestibles en général, il n'en est point de même : chacun sait que l'avoine est actuellement taxée au prix de 42 francs le quintal, mais personne n'ignore, pas même les pouvoirs publics, que devant la pénurie de cette céréale aussi utile aux chevaux que le froment est nécessaire à l'homme, personne n'ignore que les prix s'élèvent dans certains centres, en avril 1918, à 60 francs et plus le quintal et les entrepreneurs de

transports sont obligés de considérer le producteur qui leur cède ce grain dans de telles conditions, comme un bienfaiteur !

Personne n'ignore, non plus, que sur les marchés provinciaux, les taxes furent rarement appliquées. De temps en temps un fonctionnaire un peu plus zélé rappelle les revendeurs à la réalité des faits en leur octroyant de bons procès, le lendemain les produits seront peut-être moins chers mais il n'y en aura pas ; peu à peu la taxe étant oubliée à nouveau, le marché se garnit à la demande du consommateur. Si les autorités veulent veiller jalousement à l'exécution des prescriptions légales, les marchandises taxées ne seront plus portées au marché, les pouvoirs publics se verront donc dans l'obligation de modifier la législation.

§ 2. — Modifications auxquelles sont sujets les lois et décrets sur les taxations

Nous ne voulons pas parler ici des modifications à la taxe des produits que les pouvoirs publics sont obligés d'apporter pour tenir compte de la situation économique du moment, elles sont rendues nécessaires si l'on ne veut pas frapper la terre d'une véritable « stérilité ». Il est bien évident par exemple que si le prix légal du blé s'était maintenu à 30 francs le quintal durant toute cette guerre au lieu

d'avoir été porté successivement à 33 francs puis à 50 francs comme en 1917, il est bien évident que le coût de production de cette céréale s'étant considérablement accru depuis 1915, la culture du blé n'aurait pu se faire. Que les taxes soient modifiées à chaque récolte, nous n'y voyons rien d'anormal. En passant, nous devons rendre justice au législateur actuel qui n'a pas eu une aussi grande défiance du cultivateur que celui de l'Epoque révolutionnaire. Le décret du 4 mai 1793 sur le Maximum avait réglé les prix dans chaque département et ces prix représentaient la moyenne des cours relevés entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 1793 ; le prix maximum devait décroître pour décourager les accapareurs et pour intéresser les propriétaires à porter rapidement leurs récoltes sur le marché (au 1^{er} juin, il devait être réduit d'un 1/10 ; au 1^{er} juillet, de 1 2/0 du cours précédent ; au 1^{er} août, de 1/30 du maximum calculé pour le mois d'août), il n'est pas difficile de se rendre compte de quelle suspicion, vis-à-vis du producteur, était imprégné ce décret.

Aujourd'hui, il n'en est pas de même ; cela tient sans doute à une plus saine compréhension des choses et peut-être aussi à ce que les grains sont plus faciles à suivre à notre époque que pendant la période révolutionnaire.

Nous n'envisageons pas davantage ici les variations de cours des taxations que subissent certains

produits tels que les pommes de terre, par exemple, variations que nous avons rencontrées et dont nous avons expliqué les raisons dans le cours de cet exposé ; nous voulons plus particulièrement parler maintenant de la revente des comestibles par le commerce au détail ou de l'apport direct de certaines denrées aux marchés urbains par les petits producteurs.

Les pouvoirs publics ont taxé beaucoup de ces denrées dont quelques-unes sont en effet indispensables à la vie. Le beurre, les œufs, le lait, rien n'a été épargné, mais lorsque ces taxations n'étaient plus en rapport avec un cours commercial, tacitement établi par le coût de production auquel vient s'ajouter tout naturellement un profit légitime pour le producteur, alors nous avons vu les marchés se dégarnir complètement et toujours, sur la demande même des consommateurs, la taxe est élevée par les pouvoirs publics à moins que ceux-ci ne ferment les yeux sur l'application des taxations comme nous le faisons précédemment remarquer.

Il est frappant de remarquer combien la législation a été variable par exemple au sujet des beurres.

Dès 1916, les arrivages de beurres se sont beaucoup raréfiés aux Halles centrales de Paris ; il en résulta une grande tension dans les prix, ce défaut d'arrivée n'est pas étonnant si l'on considère que la Normandie par exemple qui envoyait 306.000

quintaux de beurre à Paris en 1913, n'en donnait plus que 227.000 en 1916, cette diminution résultant d'ailleurs, sans aucun doute, de la réquisition abusive des vaches dans cette contrée (1).

Pour éviter la hausse survenant à la suite de la raréfaction de cette marchandise, les pouvoirs publics voulurent taxer les beurres. Mais, les arrêtés durent vite être rapportés car les Halles n'étaient plus approvisionnées. Dans les marchés provinciaux les mêmes faits se sont produits : Les autorités sont ainsi obligées de suivre pour le taux de la taxation et presque au jour le jour, le cours des marchandises non taxées si elles ne veulent pas voir leurs marchés démunis et les consommateurs payer indirectement et d'une manière clandestine et illicite, ces mêmes denrées à des prix encore plus élevés.

1. Journal *Agriculture pratique*, 7 septembre 1916.

QUATRIÈME PARTIE

HISTORIQUE DES TAXATIONS AGRICOLES

§ 1^{er}. — Les Taxations agricoles au moyen âge

Les Taxations agricoles ne datent pas d'hier ni même de la Révolution française ; certains historiens les font remonter à Philippe le Bel mais en réalité, ce roi ne fit que généraliser une mesure adoptée déjà, bien avant son règne, par de nombreux baillis du royaume.

« Pendant le moyen âge (1), le commerce des céréales fut plus restreint encore qu'il ne l'avait été dans l'Antiquité ; la sécurité n'existait nulle part et les transactions étaient entravées au gré de tous les petits chefs féodaux qui abusaient de leurs pouvoirs arbitrairement. Les marchands privilégiés étaient naturellement rendus odieux au peuple et rendus responsables de toutes les disettes ».

« Le morcellement du territoire en un nombre

1. François Bernard. — *Grande Encyclopédie* : céréales.

infini de seigneuries, la difficulté des communications, les manques de moyens de transport qui étaient un obstacle au commerce, avaient la plus funeste influence sur l'alimentation publique.

« L'insuffisance des récoltes amenaient dans certaines provinces de véritables disettes pendant que l'abondance régnait dans des contrées peu éloignées. En effet, on ne connaissait d'autres remèdes que de défendre l'exportation des céréales. Ces prohibitions étaient établies dans le Midi par des assemblées de nobles, de prélats et de députés des villes. Dans les autres parties du royaume, elles étaient abandonnées à l'arbitraire des agents royaux. En 1301, un seigneur de Saintonge ayant porté une de ces défenses, le sénéchal par ordre du Parlement le força de la révoquer. Lorsque le manque de grains paraissait devoir être général, le roi prohibait l'exportation pour tout le royaume. En novembre 1302, Philippe le Bel étendit cette défense à tous les objets de consommation, il la renouvela plusieurs fois sous peine de confiscation » (1).

A partir de 1302, nous voyons en effet une foule d'ordonnances se succéder et ayant toutes trait à l'interdiction de la sortie des denrées :

« Défense à toutes personnes, sous peine de corps et de biens, de transporter hors du royaume des

1. Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, 1861, livre XI, ch. IV, p. 362 et suiv.

vins, des blés et quelques autres vivres que ce soient (1). »

« Défense sous peine de confiscation de transporter hors du royaume sans permission (2) du roi : *bladiem, avenam, hordeum aut aliquod genues grani vel leguminum quorum cumque, vina mella, piperem, gingibrum, zucaram* (sucre) etc... etc... De nombreuses autres ordonnances, entre autres celles du 6 février 1304 ont en vue la même prohibition.

Les premiers mois de l'année 1304 furent remplis, on pourrait dire jour par jour, de réglementations ayant le même objet.

L'ordonnance du dimanche après la chandeleur 1304 force à porter aux marchés ce qui n'est pas nécessaire à la nourriture des propriétaires et aux semailles (3). Dans une autre ordonnance du mercredi après les octaves de Pâques, il est bien spécifié que les denrées devront être vendues aux marchés et ne pourront être revendues le jour du même marché. Enfin, le régime des restrictions devant la disette menaçante n'était pas inconnu au moyen âge et à la fin du XIII^e siècle une ordonnance de 1294 a rapport aux superfluites (sommptuaires) et limite le nombre des robes, le port des pierreries, le nombre

1. De Laurière. Ordonnance de Philippe le Bel, *Samedi après la Toussaint 1302*, p. 351.

2. Paris, 1^{er} février 1304, *id.*, p. 422.

3. Paris, 1^{er} février 1304, *id.*, p. 425.

des plats est aussi limité : « nul ne donnera au grand mangier que deux mès et un potage au lard sans fraudés et au petit mangier un mès et un entremés et se il est jeûne il pourra donner deux potages aux harens et deux mès ou trois mès et un potage, et ne mettra en une écuelle que une manière de cher, une pièce tout seulement ou une manière de poisson et ne sera autre fraude. Et sera comptée toute grosse cher pour mès et n'entendons pas que fromage soit mès se il n'est en paste ».

L'altération des monnaies et les mutations monétaires étaient à cette époque une cause de hausse des prix tout comme la circulation fiduciaire exagérée de l'Epoque révolutionnaire ou de la période que nous traversons. Il nous paraît intéressant de citer, à ce sujet le mandement adressé au Bailly de Chaumont touchant les vivres et les denrées car elle rappelle la fréquence de l'altération des monnaies sous Philippe le Bel.

« Philippe, par la grâce de Dieu roys de France, au Bailly de Chaumont ou à son lieutenant, Salut. Nous vous mandons que par tous les lieux de vostre Baillie que vous verrez à ce estre convenables faites crier.

« 1^o Que nul ne soit si hardiz, que le pain, le vin, les autres vivres et les autres denrées que l'on vent à détail ou en autre manière vendre trop chièrement mais à convenable feur et guaing selon le pris qu'elles

ont cousté ou valent en gros sous peine des denrées estre forfaites.

« *Item.* — Que les denrées devant dites soient taillées et vendues à nostre monnoie qui a courru et encores court jusques à tant que nous aions autre chose ordené seur ce pour le commun profit.

« 3^e *Item.* — Que nul ne soit si hardiz sur peine des denrées forfaire d'enchérir ses denrées par ochaïson de nostre nouvelle monnoie que nous faisons faire nouvellement mais soit chascun tenuz à les donner à aussi convenable prix comme il faisait avant.

« *Item.* — Que se aucuns qui achate pain, vin, vivres ou autres denrées, veut paier en de petits tournois ou parisis que nous faisons faire et battre nouvellement du pois et de la Loy du temps Saint-Loys, le petit tournois pour un double tournois et demi, et un petit parisis pour un double parisis et demidenostre monnoie qui a courru et encores court il le puisse faire et cil cui on le voudra baillier soit tenuz de le prendre en tele manière que chascuns ait autant de toutes manières de denrées pour un petit tournois ou pour un petit parisis de la monnoie que nous faisons faire et batre prendroit comme il aurait pour un double tournois et demi ou pour un double parisis et demi de la monnoie qui a courru et encores court jusque à tant que nous aions autre chose ordonné seur ce pour le commun profit.

« Et ce voulons-nous qui soit gardé sur paine de perdre les denrées qui autrement le serait » (donné à Cachant près de Paris le lundy devant l'ascension l'an mil trois cens cinq).

Nous ne citerons pas les autres mandements envoyés aux baillies d'Amiens, de Vitry, de Vermandois, d'Orléans, de Tours ou de Chartres, nous retrouverions des règlements analogues concernant le prix des grains.

Le 3 août 1303, le roi révoqua toutes les permissions d'exportation précédemment accordées.

La même année il y eut une grande abondance dans le Languedoc. A Nîmes, le setier de froment valait au mois de décembre deux deniers et le setier d'orge un denier. En 1304 (12 mars) nouvelles défenses, la récolte avait manqué partout. Dans le Nord, le setier de Paris atteignit cent sous parisis ; en Auvergne, ce qui valait communément cinq sous, se vendit vingt-cinq sous. L'année 1304 fut une véritable année de panique ; Philippe le Bel ordonna donc un recensement général des grains à la suite duquel le blé fut taxé à un maximum de 20 sous le setier, mesure de Paris.

Cette taxation était demandée par la voix publique qui attribuait, comme toujours ses souffrances à des accaparements.

Au mois de janvier 1305, Philippe le Bel prescrivit à chacun de ne garder que les grains strictement

nécessaires pour nourrir sa famille et de porter le reste au marché. Des agents visitaient les maisons pour découvrir les provisions qui pouvaient y être cachées. Les denrées portées au marché étaient sous la sauvegarde royale ; on ne pouvait en acheter qu'une petite quantité, interdiction de faire de la bière. Cette ordonnance fut exécutée dans les terres des barons, elle ne produisit pas les effets qu'on en attendait : La cherté augmenta, le prix du setier monta à 6 livres.

Le roi eut recours à une mesure désespérée et violente, au mois de mars, il imposa un Maximum. Le prix du setier des meilleures fèves et de la meilleure orge, mesure de Paris, est fixé à trente sous parisis, celui du setier d'avoine à vingt sous, de son à dix sous, de froment à quarante sous.

Cette loi du Maximum produisit la famine ; les boulangers fermèrent leurs boutiques de crainte d'être pillés. Philippe révoqua son ordonnance au bout d'un mois ; chacun eut la liberté de vendre son grain le prix qu'il voulut pourvu qu'il ne fût pas excessif.

Les approvisionnements particuliers continuèrent d'être défendus sous peine de confiscation, au profit du roi dans le domaine et du seigneur dans les fiefs des barons. La vingtième partie de la forfaiture appartenait au dénonciateur ; on accorda aux habitants de Paris la permission de faire du pain chez eux.

« Liberté de chacun, à Paris, de faire et vendre du pain et d'y vendre blé et toutes autres victuailles et vivres. Le pain devra être souffisant et de valeü convenable à juste poiz selon le prix et l'estimation que blé voudra, le prévost de Paris y prendra garde ».

Cette faculté de faire le pain chez eux était accordée aux habitants de Paris moyennant le paiement d'un léger droit. Les boulangers furent surveillés et tenus de faire bon poids. Toutes ces misères se compliquèrent de l'infidélité d'agents royaux chargés d'empêcher l'exportation du blé hors de la capitale et de le rechercher chez les particuliers ; lesquels au lieu de distribuer aux boulangers les grains qu'ils découvraient, les expédiaient dans la province pour en obtenir un prix plus élevé ; on fit plusieurs exemples. La cherté diminua sensiblement devant le rétablissement de la liberté du commerce et la fermeté du Gouvernement (1).

Ainsi Philippe le Bel reconnaissait l'inefficacité de ses ordonnances sur le Maximum des grains et ce, un mois après les avoir faites : Le jour de Pâques fleuries (Rameaux), le roi révoqua, en effet, toutes ses ordonnances précédentes par lesquelles il avait fixé le prix des blés ; ceux qui les porteront aux marchés en tireront dorénavant le prix qu'ils pourront

1. Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, 1861, livre XI, chap. IV, p. 362 et suiv.

pourvu qu'il ne soit pas excessif. Cette ordonnance est ainsi formulée :

« Philippe par la grâce de Dieu roys de France au Baillit de Senliz, Salut. Comme nous à réfréner la commune tempeste et nécessité qui est es jours d'huy pour la chierté de bléz, de pois, de fèves, de orges, de avoines et de autres grains dont la communauté du pueple est soustenüe, eussions naguères ordené et establi et communelement fait crier et défendre par nostre royaume que nuls de noz soubgiéz, seur peine de perdre touz ses biens, ne osat vendre formement le meilleur plus de quarante sols, pois plus de quarante sols, fèves et orge plus de trente sols, avoine plus de vingt sols le setier des meilleurs à la mesure de Paris, ne osat vendre ni acheter, ne faire vendre ou acheter et fust nostre entente que les grains dessus ditz qui ne fussent pas des meilleurs et les autres grains de moins de valeur fussent vendus pour plus petit priz en consideration à la value et au prix des meilleurs. Duquel estatut et de laquelle ordenance nous espérons que plus grant alegement et plus grant pourveance deust venir à nostre pueple, que encore n'est fait. Toutesvoies que pour ce que les nouvelles causes seurvenues, il convient aucune fois muier les conseiz et les ordenances.

1^o Nous, pour ce que plus hastivement puist être secouru à la nécessité de nostre pueple, par nostre conseil, avons rapelé et rapelons les prix que nous

avons mis esdiz grains, si comme dit est et avons ordené et establi et ordenons et establissons que quiconque de nostre Royaume, de quel condition ou estat que il soit, ora de grains dessusdiz, oûtre la nécessité que li faudra pour la soustenance de lui ou de sa gent jusques à novviaus et pour ses semences, soit tenus à apporter ou faire apporter aus marchiés à Paris ou ailleurs aus marchiés accoutuméz des lieux où les grains seront, tout ce qu'il en ora oûtre la nécessité dessus-dite et vendre et donner pour tel pris comme il en pourra avoir et que l'acheteur en voudra donner streplement toutes voies ou au moins faire savoir et crier communelement par les marchiéz que il a grain à vendre en disant la quantité et que volontiers le vendra qui acheter le voudra.

2º Et voulons et commandons que seurement et pésiblement et sans empêchement, ils puissent venir à Paris au marchiés Si que dit est pour apporter les grains dessusdiz à vendre sanz ce que nuz de nostre royaume de quelque estat que il soit le puisse empeschier, ne prendre leurs chevaux, leurs charettes, ne leurs harnois et ces choses voulons nous estre criées par les Baillies, les viscomté et les prevostéz de nostre royaume et par tous les lieux communs.

« 3º Establissons et ordenons que se après le cri devant dit fait sollempnellement on trouvait chier aucun des grains dessus diz ou aucun en retenait, ou celait outre la nécessité que il li en convient, si

comme dit est et que il ne le fait porter aus marchiéz ou faist crier que qui le voudrait acheter que il le venest querre et acheter et il le vendrel si comme dessus est devisé tout ce qui en noz domaines serait trouvé ou ceu retenu, celé ou non mis en vente soit forfait à nous et ce qui serait trouvé es domaines de ceux qui ont haute justice soit forfait à eux.

« 4° Et voulons et otroions que quiconque pourra loiaument et sanz fraude ensaignier et encuser à nous ou à nos genz grains ainsi retenus, recelé, ou non mis en vente ait la vingtième partie de la forfaiture pour son salaire.

« 5° Si le mandons et commandons que tu c'est estitut et ceste ordenance faces crier solempnelement par toutes les bonnes villes de ta ballie et la face fermement et estroitement garder et si tu trouves aucun qui la enfraigne quel que il soit, si le contrains et punis par la paine qui c'est contenue et pour mieux faire l'exécution de ces choses, nous voulons que en chascune bonne ville de ta ballie où nous avons toute justice en établisses deus preudes hommes qui facent faire et garder. Et es lieux ou autres ont haute justice, li seigneur établissent en cette manière des hommes pour eux à ce faire et tu, un pour faire l'exécution se il en estait en défaut. Donné à Paris le jour de Pasques flouries l'an de grâce mil trois cens et quatre. »

Cette liberté relative des grains ne dura pas long-

temps ; en 1391, le système réglementaire s'augmenta de la défense d'acheter en dehors des marchés ; en 1418, le Maximum reparut. Le prix du froment fut fixé à 72 sols parisis le setier de Paris ; le méteil à 60 sols, le seigle à 48 sols. Ces prix relevés d'un cinquième par une seconde ordonnance ne purent empêcher la disette de continuer. En 1430 nous assistons à un nouveau Maximum, sans plus de succès (1).

Les taxations agricoles avaient donc été appliquées dès le moyen âge avec tous les moyens arbitraires que nous retrouverons employés plus tard par la Convention nationale. Les annales du temps nous montrent le mécontentement qu'elles ont suscité dans le pays déjà pressuré, depuis 1292 par un mauvais impôt (*mala tolta*) sur les objets de consommation ; nous voulons parler de la maltote ou impôt du denier par livre que le peuple considéra comme odieux et monstrueux et qui fut racheté peu après par des tailles municipales.

A ce mécontentement général du peuple s'ajoute l'inefficacité incontestable du système constaté plusieurs fois au moyen âge. L'expérience ne devait pourtant pas servir et près de cinq siècles après les mêmes errements devaient se reproduire.

1. François Bernard, *Grande Encyclopédie* : céréales.

§ 2. — Période révolutionnaire

Notre but n'est pas d'exposer ici l'histoire complète des taxations agricoles pendant la Révolution ce qui nous entraînerait très loin et nous exposerait à de nombreuses redites puisque nous avons examiné précédemment dans le cours de cette étude, les opinions des principaux membres des grandes assemblées révolutionnaires. Nous voulons simplement nous demander quels furent les mobiles qui firent adopter les mesures arbitraires que nous avons rencontrées, quelle est la valeur des jugements portés par les principaux membres de la Convention. Nous ferons ainsi œuvre de synthèse en partant des différents éléments pour en dégager une idée générale.

Il semble qu'on entende parler pour la première fois de taxations dans une adresse au peuple français qui a pour titre : *Le Cri général*, qui fut rédigée au début de 1789 et que l'on conserve aux Archives nationales. Nous y lisons ceci : « il semble que l'on pourrait éviter tous les malheurs par une loi certaine, inviolable et générale pour tout le royaume et en décidant que le meilleur pain ne pourra jamais, même dans la disette, se vendre au delà de... la livre, prix auquel le journalier puisse toujours

atteindre, de manière qu'en cas de famine, il sera partagé au susdit prix à chacun, sans que le riche en y mettant l'enchère puisse en priver les malheureux... que le blé ne pourra jamais se vendre au delà de... ; qu'à ce prix, les municipalités pourront forcer chaque propriétaire de grains à leur vendre l'excédent de son nécessaire et seront autorisés à faire l'avance des frais pour s'en procurer. »

Il ne faudrait pas croire, cependant, qu'aucune mesure analogue ne soit intervenue dans cet ordre d'idées avant 1789.

M. D. Zolla (1) nous montre des interventions de l'Etat en cette matière à la veille même de la Révolution ; les recensements, les réquisitions, l'interdiction de vendre le blé hors des marchés, constituaient des mesures déjà employées par Necker en 1788, mais les taxations des denrées agricoles bien que déjà employées ne furent pas généralisées alors. Le résultat de ces mesures fut déjà, à cette époque, de gêner les approvisionnements au lieu de les faciliter.

La Constituante et la Législative sont encore sous l'influence des principes immortels contenus dans la « Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen ». Au point de vue économique, la plupart des membres de ces Assemblées sont des physiocrates ; ils

1. Zolla, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1915.

s'efforceront de ramener la confiance par tous les moyens possibles en faisant considérer la propriété comme un droit « inviolable et sacré », aussi la législation de cette époque protégera-t-elle la liberté des échanges.

Nous avons bien vu la Législative pratiquer les « recensements », nous avons observé les résultats qu'ils donnèrent quand nous avons parlé des déclarations, mais ce sont des mesures plutôt isolées et les membres des premières Assemblées révolutionnaires n'étaient guère partisans des interventions de l'Etat dans le commerce et dans l'agriculture : « Je considère un homme qui se livre au commerce des blés comme un des bienfaiteurs de la Patrie », dira Lequinio, député à la Législative, et la Convention, elle-même, rédigeant une adresse au peuple français par l'intermédiaire de ses Comités de l'agriculture et du commerce, montre l'injustice et les inconvénients de la taxe : « On vous parle quelquefois de la taxe des blés, mais le blé est la propriété du cultivateur, le fruit de ses travaux et la juste récompense de ses peines, ne serait-il pas fondé qu'on taxât votre travail et le prix de vos journées ? »

Malgré les opinions défavorables aux taxations d'une très grande partie des membres des trois Assemblées successives de la Révolution, des lois consacrant l'intervention de l'Etat en cette matière furent votées. Pourquoi en fût-il ainsi ?

La grande masse des assignats mis en circulation avait déprécié leur valeur, il en fallait donc une plus grande quantité pour se procurer la même denrée, ce qui revient à dire que les produits devenaient d'autant plus chers que les assignats perdaient davantage de valeur. Toutes les fois qu'il en est ainsi, le consommateur qui a toujours tendance à donner à la valeur nominale du billet une valeur réelle qu'il n'a plus effectivement, le consommateur regarde le producteur et le commerçant comme les instruments directs de la cherté dont il souffre, il les considère comme spéculant sur la misère publique ; aujourd'hui, il les appelle des « profiteurs » en attribuant à ce mot un sens péjoratif caractéristique. La cherté de la vie augmentant sans cesse, il n'est pas étonnant qu'un Gouvernement révolutionnaire, maître de l'Assemblée sollicité par les pétitions du peuple dont il détient le pouvoir, il n'est pas étonnant que ce Gouvernement impose à l'Assemblée des mesures que réprouvent la plupart de ses membres. « Il fut un temps, dira Cambon, où nous étions très heureux lorsqu'on pouvait arrêter des motions désorganisatrices ; ces motions ne sont pas nées dans le sein de la Convention, elles ont été provoquées par des pétitions. »

Il ne faut pas oublier que nous sommes sous le régime de la terreur et que la Convention, elle-même, est sous la menace d'un Gouvernement dictatorial.

Les taxations agricoles naquirent donc de la démagogie qui arriva à son apogée avec Robespierre « personnage astucieux, hypocrite et qui érigea l'hypocrisie en système de Gouvernement (1). » « Les alarmes mêmes des citoyens doivent être respectées, déclarera-t-il sur son ton dogmatique, les mesures que l'on propose ne fussent-elles pas aussi nécessaires que nous le pensons, il suffit que le peuple les désire, il suffit qu'elle prouve à ses yeux notre attachement à ses intérêts, pour nous déterminer à les adopter (2). » Aussi, la Convention n'osera-t-elle pas résister à la menace quand Danton sommera ses membres de se décider (3) :

« Il faut (4) que la Convention prononce aujourd'hui entre les intérêts des accapareurs et ceux du peuple. La Nation ne nous a pas abandonnés ; n'abandonnons pas le peuple, il se ferait justice lui-même, il tomberait sur les aristocrates et leur arracherait de vive force ce que la loi aurait dû lui accorder (*on applaudit*). Prononçons aujourd'hui, demain nous exécuterons. » (La discussion est close, la Convention décrète qu'il y aura un maximum pour le prix des grains, uniforme dans toute la République). Pour comprendre la docilité de la Convention il ne

1. M. Aulard, *Histoire de la Révolution*.

2. Séance du 25 nov. 1792.

3. Séance du 3 septembre 1793.

4. Séance du 3 septembre 1793.

faut pas oublier que la guillotine était alors employée à « l'amélioration des âmes (1) », pour préparer le règne de la « vertu », et quiconque aurait voulu s'opposer aux mesures dictatoriales du Gouvernement révolutionnaire aurait été décrété d'accusation.

Nous ne voyons pas employer, heureusement, les mêmes moyens d'intimidation pour entraîner nos Assemblées dans la voie suivie par la Convention mais lorsque nous voyons un certain groupe politique réclamer continuellement, avec la hausse constante des salaires, la taxation de tous les produits, l'étatisme sous toutes ses formes ; nous voyons entre les mobiles qui ont poussé les Assemblées de ces deux époques, placées devant les mêmes difficultés, des analogies et nous craignons que dans les demandes réitérées de ce parti, il n'y ait surtout le désir d'accéder aux réclamations populaires sans s'inquiéter des répercussions économiques qui peuvent en résulter. Peut-être, ce groupe politique, a-t-il, aussi un autre but inavoué, celui de profiter d'un moment de crise pour poser les bases du collectivisme, d'une société qu'il estime meilleure et où l'Etat-providence serait l'organe d'une répartition plus juste.

Nous savons que dans la séance du 9 nivôse an III, Johannot faisait approuver par la Convention, une

proclamation au peuple français pour expliquer à la nation, les raisons qui l'avaient amené à révoquer la loi du Maximum.

Nous savons avec quelle rigueur furent jugées ces mesures par l'Assemblée elle-même, mais ce qui donne une valeur particulière à ces critiques, ce qui fait que cette législation sur le Maximum peut être considérée comme une « expérience », suivant le mot de M. Zolla, c'est que ce jugement condamnant les interventions de l'Etat fut rendu par l'Assemblée qui les avait établies.

Ce seront ceux qui avaient demandé avec le plus de force l'établissement du Maximum, qui réclameront plus tard avec la plus grande conviction sa suppression : Nous avons vu que Beffroy avait demandé avec violence la réquisition des denrées et le Maximum au prix des subsistances ; il considérait les riches cultivateurs comme des « spéculateurs avides et dangereux dans un Etat libre » ; plus tard, ce même Beffroy gémit : « Seuls, des Machiavélistes perfides qui méditaient la perte de la liberté, arrachèrent de force à la Convention le décret fatal par lequel le prix des consommations fut taxé. »

Ces hommes brûlaient donc ce qu'ils avaient adoré parce qu'ils étaient instruits par l'expérience et aussi parce que : « La Crainte avait cessé de fermer la bouche à la Vérité. »

§ 3. — Les Taxations agricoles aujourd'hui 1914-1918

La mobilisation générale de tous les citoyens valides qui eut lieu dès le début des hostilités, en août 1914 ; la conquête par l'ennemi d'une des contrées les plus riches de notre territoire et cela dès les premiers mois mêmes de la guerre, la réquisition considérable et souvent répartie fort injustement d'une portion notable des animaux de trait, tous ces faits devaient avoir une grande répercussion sur la production agricole nationale. La consommation fut accrue du fait de l'entretien de nombreuses armées, la ration militaire étant toujours plus élevée que la ration du civil, et par suite des gaspillages impossibles à éviter mais qu'on ne s'est peut-être pas assez préoccupé de réduire ; l'affluence des populations évacuées des pays alliés soumis à l'invasion ; toutes ces raisons contribuèrent à raréfier les vivres. Les pouvoirs publics convaincus que les hostilités seraient de courte durée n'osèrent pas avoir recours à un rationnement qui eût, sans doute, été envisagé avec défaveur par l'opinion à un moment où nous jugions notre situation alimentaire infiniment supérieure à celle de nos ennemis.

Pour éviter une hausse des prix trop considérable

inhérente à la raréfaction des vivres dont nous venons de parler, le Gouvernement eut recours aux importations de céréales et autres comestibles et à l'interdiction d'exporter les denrées alimentaires qui étaient jugées indispensables au pays : ces différentes mesures furent l'objet des décrets dont nous avons déjà parlé et qui furent rendus dès les premiers jours de la guerre ; on ne s'occupa de taxations que vers la fin de 1915. Le Gouvernement présenta à cette époque à la Chambre des députés un projet de loi sur la taxation des denrées et substances destinées à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage. La discussion de ce projet de loi commença dans les séances du 23 et du 26 novembre ; déjà, nous voyons la tendance adoptée par les députés socialistes ; ceux-ci présentèrent en effet un contre-projet de loi dont la principale différence avec celui du Gouvernement consistait en ce que l'effet des taxations n'était plus limité à la période des hostilités, mais devait survivre à la guerre ; la législation des taxations aurait eu, de ce fait, un caractère permanent.

Examinons rapidement ce que devint le projet de loi gouvernemental et quelles en furent les conséquences ?

Le droit de taxer le pain et la viande remontait déjà à la loi du 19 juillet 1791 ; ce droit fut étendu à la farine par la loi du 16 octobre 1915 qui créa une sorte de prix légal pour le blé.

Par le projet gouvernemental en question « les préfets ou municipalités auront droit de taxer en dehors du sucre et des denrées coloniales, les produits de basse-cour (volailles et œufs) ceux de laiterie (lait, beurre, fromage) et les légumes.

Notre but n'est pas seulement de faire ici une nomenclature des lois et décrets concernant les taxations mais plutôt de nous demander à quels résultats ils aboutirent.

Nous pouvons constater que cette législation ne donna pas tous les résultats désirés parce que, comme le faisait alors remarquer M. Malvy ministre de l'Intérieur : « il y a impossibilité de taxer équitablement des denrées agricoles dont le coût de production varie de localité à localité »... Il résulta de cette loi que les préfets taxèrent différemment les produits de départements et quelquefois de communes limitrophes. Les régions où furent appliquées des taxes plus élevées furent mieux approvisionnées les autres furent démunies. Parmi les questions les plus intéressantes que souleva la discussion de cette loi, se trouva celle des spéculations illicites, où s'arrêterait-on dans cette voie ? La chambre considère comme suspects : « ceux qui, même sans emploi de moyens frauduleux, mais dans un but de spéculation illicite, c'est-à-dire non justifiée par les besoins de leurs approvisionnements ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales avaient opé-

ré ou tenté d'opérer, la hausse des prix des denrées ou marchandises au-dessus du cours qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et légitime du commerce ».

Certains ont considéré ce texte comme incompréhensible à moins qu'on n'ait voulu condamner les opérations commerciales les plus courantes et les plus anodines et supprimer toutes les initiatives. Le ministre de l'Intérieur pour justifier la proposition de cette loi montre à quels inconvénients aboutissent les spéculations et comme preuve à l'appui de ses dires, il indique qu'un commerçant parisien a provoqué une hausse exagérée sur les œufs en emmagasinant au printemps un million d'œufs pour les revendre à l'automne le double du prix d'acquisition ; or, ce chiffre d'un million d'œufs, c'est la consommation journalière de Paris, on peut se demander l'influence que peut avoir sur le marché une opération si fortement condamnée par le Ministre. Par ce fait, nous entrevoyons combien il est difficile de bien délimiter l'opération commerciale et la spéculation jugée illicite (1). Le Sénat adopta avec quelques modifications le projet présenté par le gouvernement ; le beurre, les fromages, les œufs, les légumes frais et les vins ne figuraient plus parmi les denrées soumises à la taxation et la Chambre

1. *Journal agriculture pratique*, 16 décembre 1915.

des députés accepta le 20 avril 1916, ce projet de loi qui revenait du Sénat : le beurre et les fromages qui avaient été exclus de la taxation par cette loi furent l'objet d'un projet spécial présenté par le ministre de l'Intérieur et qui fut aussitôt adopté ; nous avons vu que le Gouvernement se rendant compte, lui-même, des inconvénients qu'avaient produits ces taxations, supprima d'abord celles des beurres, ensuite celles des fromages.

Examinons rapidement ce qui se passa pour le blé :

Les premières mesures prises par la France furent : la suppression des droits de douane et l'augmentation sensible des importations ; il est à noter que la première mesure n'entraîna pas une baisse de prix préjudiciable aux cultivateurs.

Les mesures restrictives de la liberté du commerce intervinrent moins rapidement chez nous que chez nos ennemis et cela parce que nos approvisionnements étaient mieux assurés.

En effet, dès la fin de 1914, le Bundesrath avait fixé des prix maxima pour le blé, en Allemagne ; 32 fr. 10 le quintal pour Berlin, 33 fr. 09 pour Hambourg. En Autriche-Hongrie, les prix maxima fonctionnèrent depuis le 10 décembre 1914, ils étaient de 42 fr. 53 le quintal pour Vienne et de 43 fr. 05 pour Budapest. En France le prix-limite pour le blé n'apparut qu'avec la loi du 16 octobre 1915.

Ce n'est pas que des mesures restrictives au com-

merce du blé furent inconnues, chez nous avant cette époque.

Dès le début de mai 1915, pour éviter la hausse du blé et par conséquent celle du pain, le Gouvernement fit annoncer par une note officieuse qu'il allait procéder à une réquisition générale des blés ; il prenait le monopole du commerce des blés pour une période indéterminée :

« En vue de déjouer les manœuvres de la spéculation et afin d'empêcher une hausse artificielle du prix du pain, le ministre du Commerce a demandé au ministre de la Guerre de donner aux intendants l'ordre de réquisitionner dans chaque département, pour les besoins de la population civile, tout le blé existant où qu'il se trouve, le prix de réquisition est fixé à 32 francs les 100 kilos ». Ce monopole était inexplicable quand on réfléchit que les blés français étaient moins chers que les blés étrangers dans les ports, et que les blés indigènes ajoutés aux marchés passés à l'étranger étaient largement suffisants pour l'alimentation du pays.

D'après les déclarations faites à la commission du budget de la Chambre des députés, le stock actuel des blés en France serait de 18 millions de quintaux, l'Etat ayant passé des marchés qui représentent une importation pouvant s'élever à 12 millions à livrer avant l'apparition des blés nouveaux, le total des ressources destinées à répondre aux besoins de la con-

sommatation s'élevait à 30 millions de quintaux alors que les besoins normaux n'en exigent que 7 millions (1.) environ par mois.

Or, il résulte des discussions ultérieures de la Chambre des députés, que le Gouvernement n'avait pas le droit de réquisitionner ainsi le blé : La loi du 3 juillet 1877 modifiée par celle du 5 mars 1890, sur les réquisitions militaires ne donne droit de réquisition au Gouvernement que pour le besoin des armées et les approvisionnements nécessaires à la subsistance des habitants des places de guerre. Le 18 mai, le Gouvernement déposa donc un nouveau projet pour modifier la législation en vigueur.

Entre temps la récolte arriva, les craintes devinrent moins vives et dans la seconde quinzaine de juillet, le ministre du Commerce invite les préfets à supprimer les restrictions au commerce du blé.

Le projet déposé le 18 mai à la Chambre et adopté par elle, fut voté à l'unanimité par le Sénat, après quelques modifications, le 25 septembre et, après être retourné à la Chambre et avoir été adopté par elle le 15 octobre, il fut promulgué le 17.

C'est donc à cette époque que nous nous trouvons en présence d'un véritable prix-limite pour les blés :

« En cas de réquisition, l'indemnité qui pouvait être allouée, soit par l'autorité administrative,

1. Henry Sagnier, *Journal d'agriculture pratique*, 20 mai 1915.

soit par les tribunaux, ne pouvait être supérieure à 30 francs par 100 kilos pour les blés pesant 77 kilos à l'hectolitre et ne contenant pas plus de 2 p. 100 de corps étrangers... »

En établissant le droit de réquisition et en fixant le prix auquel il devrait s'effectuer si elle avait lieu, l'Etat inaugurerait un véritable système de taxation pour les blés. Les conséquences ne se firent pas attendre longtemps, les autres céréales non taxées atteignirent rapidement des cours beaucoup plus rémunérateurs que ceux du blé et la culture du froment fut négligée comparativement à celle de l'avoine et des autres grains. Le Gouvernement fut obligé de présenter un nouveau projet de loi portant taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, des sons et issues. Dans la séance du 16 mars 1916, le ministre de l'Agriculture, M. Méline, fit observer précisément que, ramener les prix de l'avoine à un taux normal aurait pour résultat de supprimer la véritable prime dont jouissait la production de l'avoine au détriment de celle du blé.

Ce nouveau rôle de régulateur de production que doit avoir la taxation, le ministre l'indique aussi dans le rapport qu'il adresse au Président de la République en soumettant à sa signature le décret du 18 mai 1916 ayant pour but d'établir une double taxe, l'une chez le producteur, l'autre chez le négociant :

« La taxe de l'avoine, y est-il dit, établie par le décret du 2 mai 1916, a été fixée au prix maximum de 29 francs pour les avoines noires ou grises et à 28 francs pour les avoines blanches, il n'avait pas paru possible de l'élever davantage afin de ne pas dépasser le prix légal de réquisition du blé qui n'est que de 30 francs ; la taxation ayant pour objet, non seulement de ramener les cours du marché à des proportions en rapport avec le prix de revient du produit, mais aussi de rétablir l'équilibre entre les prix de l'avoine et ceux du blé ».

La loi dont nous venons de parler comportait un article unique :

A dater de la promulgation de la présente loi et pendant la durée des hostilités, des décrets rendus sur la proposition des ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, du Commerce de l'Industrie des Postes et Télégraphes pourront fixer les prix-limites que ne devront pas dépasser l'avoine, le sorgho, l'orge, les sons et issues en tenant compte de leur poids spécifique et du taux d'impuretés qu'ils contiennent.

Sera puni des peines portées aux articles 479 480-482 du Code pénal, quiconque exposera, mettra en vente au-dessus du prix fixé par la taxation des denrées ci-dessus visées ».

Dans la séance du 11 avril, la Chambre des députés adopta le projet de loi voté par le Sénat et l'ar-

ticle unique dont nous venons de parler constitua la loi du 17 avril 1916.

Nous voyons employer dans cette loi le terme de prix-limite, mais nous sommes en réalité en présence d'une véritable taxation puisque le prix-limite sera celui qui sera toujours adopté. Nous avons tenu à signaler cette loi à cause du but qu'on a voulu lui assigner :

Ne voulant pas que le prix du pain augmente, le législateur veut empêcher la hausse du prix du blé ; mais, pour que les autres céréales ne soient pas cultivées au détriment du blé, les pouvoirs publics baissent artificiellement leurs prix ; il est évident qu'il aurait mieux valu alors, tenir davantage compte du coût de production de ces grains et adopter dès 1916, les mesures qui furent prises en 1917 et qui consistaient à faire acheter par l'Etat le blé qu'il revendait ensuite à perte à la meunerie :

Le deuxième reproche qu'on pourrait faire à cette loi, fut d'avoir établi une taxe unique à la consommation ; il résulta de cette mesure que le commerce fut complètement entravé. « On ne ramène pas aisément un marché désorganisé à son état normal » disait M. Méline dans le rapport que nous citions plus haut et après avoir montré les inconvénients de la taxe unique, il fut décidé qu'il y aurait une marge maxima de 2 francs représentative des frais géné-

raux de toutes sortes, transport et bénéfices commerciaux.

La culture du blé étant tout à fait négligée, nous voyons dans le courant d'octobre 1916, la proposition de deux députés : MM. Cosnier et Patureau-Baronnet tendant à accorder une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917 ; le blé était donc porté aux prix maximum de 36 francs le quintal puisque l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1916 l'avait déjà porté à 33 francs. M. Cosnier faisait remarquer l'économie qui en résulterait en définitive pour l'Etat car il importerait moins et il n'était pas douteux que le blé importé lui revenait beaucoup plus cher ; une prime de 20 francs était aussi allouée pour chaque hectare supplémentaire de blé qui serait cultivé par rapport à l'année précédente, mais les conditions d'obtention de cette seconde prime eurent comme conséquences qu'elle n'eut pas beaucoup d'intérêt.

Il devint évident à la moisson 1917 que le prix alloué pour le blé ne pouvait être maintenu étant donné l'augmentation de son coût de production. Le décret du 13 juillet 1917 dont nous avons parlé quand nous avons examiné les déclarations des récoltes de céréales eut précisément pour but d'élever à nouveau ces différentes taxations. Ce décret renferme une particularité qu'il convient de signaler ; les nouveaux prix (50 francs le quintal pour le blé et 40 francs pour les

autres céréales), ne s'appliquent plus seulement à la récolte de 1917, mais aussi à celle de 1918 ; le décret devant jouer jusqu'au 15 juillet 1919.

Nous voyons dans ce procédé un avantage : le cultivateur a l'assurance d'un prix minimum, un an avant la mise en culture de la céréale taxée, il peut espérer que le prix fixé par la taxation sera augmenté si les conditions économiques de l'année à venir lui rendent le coût de production plus élevé, il a donc quelque chance de voir augmenter le prix fixé, mais étant assuré de ne pas le voir diminuer il peut préparer son champ par une culture appropriée en vue d'une production optima.

Les prix des matières premières et tous les frais de production augmentant sans cesse, le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. Victor Boret, annonça le 19 mars 1918 que les prix des céréales de la récolte 1918 seraient portés à 75 francs le quintal pour le blé, 50 francs pour le sorgho et 55 francs pour les autres céréales, fèves et féverolles.

« Le Gouvernement a pensé, dit M. Boret dans sa circulaire, qu'il convenait de relever le prix des céréales pour le mettre en harmonie avec celui des autres produits de la terre et pour tenir compte de la hausse subie par les différents facteurs de la production : main-d'œuvre, matériel, engrais, fournitures de toutes sortes ».

Telle est jusqu'en 1918, la législation concernant

la taxation des céréales. Jusqu'en 1916, l'Etat ne vise qu'à empêcher la hausse du prix du blé de façon à ce que le pain n'enchérisse pas ; depuis cette époque, obligé d'accroître successivement le taux de la taxation, il paie une ristourne aux meuniers ou aux boulangers de façon à maintenir le prix du pain à peu près constant.

Les époques successives auxquelles furent établies ces taxations nous amènent à faire une remarque : Jusque-là le législateur a fixé le prix des céréales à la récolte, il peut ainsi apprécier d'une façon assez juste le coût de production, mais comme il est toujours advenu jusqu'en 1918, que ce coût de production a augmenté d'une année à l'autre du fait de la prolongation des hostilités raréfiant les matières premières, les engrais, la main-d'œuvre, il en résulte que le prix ainsi fixé au moment de la récolte ne correspondait plus à celui qui aurait dû être appliqué dans le courant de l'année suivante pour dédommager équitablement le cultivateur de ses avances et lui assurer une juste rémunération. L'intérêt national aurait gagné, croyons-nous, à ce que l'Etat ait fixé en septembre par exemple, les prix auxquels seraient payées les céréales qui allaient être semées à l'automne de la même année et au printemps suivant. Le cultivateur aurait su à l'avance les dépenses qu'il pouvait engager, il aurait été poussé à cultiver davantage ; c'est sans doute ce mobile qui décida

M. Boret à faire élever les prix du blé et autres céréales de la récolte 1918, dès le mois de mars de cette même année ; malheureusement, cette décision intervenait encore trop tard pour être efficace, les céréales de mars comprennent surtout des orges et quelques avoines, les blés les plus productifs se font généralement à l'automne et nous pouvons affirmer sans crainte d'être contredit que la récolte en froment de 1918 aurait été considérablement accrue si le décret de mars avait été rendu en septembre 1917.

En ce qui concerne les denrées alimentaires dont la taxation avait été autorisée par la loi du 20 avril 1916, nous n'avons pas grand chose à dire que nous n'ayons déjà fait remarquer dans le cours de cet exposé ; le décret du 13 mai 1916 déterminait le taux de taxation du sucre ; des décrets successifs (30 septembre 1916, 3 janvier 1917) durent intervenir pour relever cette taxe. Si nous examinons plus en détail ce qui se passa alors dans la production de cette denrée, nous verrions encore que la taxation du sucre eut une influence incontestable sur la diminution de la culture de la betterave sucrière.

La loi du 20 avril 1916 avait aussi autorisé la taxation des pommes de terre, mais comme certains préfets laissèrent le marché libre dans leurs départements, ces tubercules furent exportés des centres où était appliquée la taxe et les autres seuls furent approvisionnés.

La taxation des beurres, fromages et tourteaux alimentaires fut l'objet de discours très documentés au Sénat le 27 octobre 1916. M. le comte de Saint-Quentin montra l'inutilité et l'inefficacité de la taxe des beurres ; très judicieusement, l'honorable sénateur faisait remarquer à la haute Assemblée que le ministre partageait son idée puisque, prévoyant déjà l'inefficacité de la taxe, il envisageait la réquisition de cette denrée. M. le comte de Saint-Quentin demanda alors au ministre comment il pouvait réquisitionner et répartir ensuite un produit essentiellement périssable comme le beurre. Toutes les remarques qui furent faites à cette séance du Sénat seraient à signaler, nous nous bornons à les mentionner ; disons que malgré les arguments qui furent développés en faveur du libre commerce des denrées précitées, la loi du 30 octobre 1916 intervint néanmoins ; elle prévoyait la taxation des trois denrées dont nous venons de parler ; quelques mois après, les prévisions de M. le comte de Saint-Quentin allaient être réalisées : La taxation n'étant possible que si la réquisition et le rationnement l'accompagnaient, et ces méthodes ne pouvant être logiquement envisagées pour des produits aussi périssables que le beurre, il advint tout naturellement que, sur la demande même des consommateurs qui n'étaient plus approvisionnés, le Gouvernement dut envisager la suppression de cette taxation dès le mois d'avril 1917. En réalité

ce ne fut que le 1^{er} mai qu'elle fut supprimée pour les beurres et le marché ne devint libre pour les fromages et les tourteaux alimentaires qu'à la fin du même mois.

Beaucoup de municipalités continuèrent à vouloir taxer le lait, mais la plupart durent y renoncer, toutes les matières premières avaient trop augmenté durant l'année 1917 pour que le prix du lait restât invariable.

La taxation de la viande intervint assez tard en France, ce n'est réellement qu'en mai 1918 que nous voyons appliquer effectivement des prix maxima à la viande.

On peut se demander pourquoi la viande fut taxée plus tard que les autres produits.

La viande est considérée comme de nécessité moins grande que le pain. De plus, la hausse des prix de la viande ne se fit guère sentir dans les premières années des hostilités. Ce n'est qu'à partir de 1916, que nous enregistrons une hausse continuelle, régulière mais non pas absolument excessive. A quoi cela tient-il? Le cheptel en général et particulièrement le cheptel bovin était très bien fourni dans notre pays avant la guerre. D'après nous, la cause prédominante qui contribua au maintien du cours du prix relativement moyen de la viande fut l'abondance des bêtes envoyées sur les marchés par les agriculteurs qui n'avaient plus la main-d'œuvre suf-

fisante pour effectuer l'engraissement, voire même l'élevage des jeunes ; c'est ainsi qu'entre 1915 et 1916, nous avons vu des masses de femelles envoyées à l'abattoir même lorsque ces femelles étaient en état de gestation.

Du reste, de nombreuses mesures étaient intervenues avant 1918 pour restreindre le commerce de la viande, limiter sa consommation et augmenter l'importation des animaux et des viandes frigorifiées.

Dans les premiers mois de 1915, les tableaux mensuels du commerce de la France accusent une importation qui n'est pas négligeable :

Bœufs	:	54.336	têtes ;
Vaches	:	19.536	têtes ;
Veaux	:	3.276	têtes ;
Ovins	:	970 564	têtes ;
Porcins	:	20.747	têtes.

Pendant le même laps de temps, les importations de viandes frigorifiées furent de :

1.500.838	quintaux de viande de bœuf	
97.836	—	mouton
402	—	porc
236.609	—	porc salé
80.876	—	de conserves de viande en boîtes.

Ces importations continuèrent en s'accroissant toujours et sur une production mondiale de viande frigorifiée évaluée à : 915.380 tonnes en 1916, la France en consommait 260.000 dont la presque tota-

lité servait à la subsistance des armées. Vers la fin de 1916, on parle déjà de taxer la viande mais on hésite devant les répercussions que cela entraînerait pour l'agriculture.

Nous devons signaler qu'on ne s'était guère inquiété de la décroissance du cheptel bovin en France, parce que les relevés qui avaient fait ressortir une diminution de 2 millions de têtes entre le mois d'août 1914 et décembre 1915, avaient noté une augmentation de ce même cheptel au début de 1916. Or, le second semestre de 1916 fut infiniment moins favorable et, d'après le ministre de l'Agriculture (Séance du Sénat, 3 avril 1917), le troupeau bovin ne comptait plus au 31 décembre 1916 que : 12.383.000 têtes au lieu de : 12.724.000 têtes au 1^{er} juillet précédent. L'augmentation de 210.000 têtes qui s'était produite dans le premier semestre, se transformait en une diminution de 341.000 têtes dans le second semestre.

Devant ces révélations peu rassurantes, le Gouvernement inaugura le système des restrictions de la consommation : un décret du 14 avril 1917 ordonne la fermeture des boucheries et interdit la vente de la viande le jeudi de chaque semaine, du 25 avril au 15 mai et les jeudis et vendredis, du 15 mai au 15 octobre 1917. Dans ces interdictions figurent même la volaille, le lapin et le gibier. Puis intervinrent les interdictions d'abattage, principalement des

généisses. Le 24 avril, un nouveau décret abroge le premier et ordonne que les seules restrictions qui seraient appliquées consisteraient dans la fermeture des boucheries, chaque jour à 13 heures et dans l'interdiction de la viande pour les repas du soir servis dans les hôtels et dans les restaurants. Le ministre avait reconnu la « difficulté d'obtenir facilement d'assez grandes quantités de légumes par suite des rigueurs atmosphériques ».

Cette liberté relative ne dura pas longtemps et une circulaire du ministre du Ravitaillement en date du 14 mai prescrivit aux préfets de prendre des arrêtés nécessaires pour faire appliquer dans tout le pays, à partir du 20 mai, les prescriptions du décret du 14 avril relatif aux restrictions de la vente et de la consommation de la viande : les lundis et mardis devenaient jours d'interdiction ; la vente de la viande était autorisée tous les jours.

Toutes ces mesures étaient très utiles ; devant la diminution continuelle de notre cheptel, les hostilités se prolongeant, il était nécessaire de restreindre la consommation de la viande, il est seulement regrettable qu'il y ait eu un aussi grand manque de méthode, une telle incohérence, dans toutes ces mesures restrictives adoptées le plus souvent hâtivement.

Répondant aux interpellations ayant trait aux restrictions dans les abattages du bétail et dans la

consommation de la viande dont nous venons de parler, le ministre de l'Agriculture : M. Victor Boret, apporta à la tribune de la Chambre, le 10 mai 1918, les chiffres globaux intéressant le dernier recensement de 1917 de juillet à décembre, les effectifs bovins baissaient de 240.000 têtes, descendant de 12.443.000 à 12.203.000, représentant ainsi une diminution de 17 0/0 sur la population bovine du 31 décembre 1913 qui comprenait : 14.787.000 têtes. Le ministre faisait remarquer très justement que la diminution moyenne du poids aggravait la diminution du nombre. Le troupeau ovin passait de 14 millions de têtes fin 1913 à 9.870.000 têtes fin 1917. Devant ces constatations peu rassurantes, le Gouvernement songea à la taxation de la viande, il décida d'augmenter les restrictions apportées à sa consommation. Ces dernières mesures étaient très logiques, la taxation l'était bien moins : c'était une prime à une plus grande consommation.

Déjà, le 17 avril 1918, le ministre avait créé : l'Office central des viandes composé de fonctionnaires et de bouchers, chargé de donner tous avis techniques à l'administration sur la réquisition du bétail destiné au ravitaillement de la population civile, sur l'organisation de l'abattage de ce bétail et sur les conditions et les prix de vente de la viande abattue. C'était la première étape vers la taxation de la viande.

Nous pouvons nous demander s'il n'aurait pas été plus logique de faire comme l'Angleterre et les Etats-Unis, nous voulons dire de multiplier les restrictions au lieu d'avoir recours aux taxations.

Le ministre se rendit compte du reste de la nécessité d'aggraver les restrictions déjà existantes, et par un décret du 26 avril, la vente et la mise en vente de la viande fraîche, congelée, salée, préparée ou en conserves était interdite à partir du 15 mai 1918, les mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine. Il était interdit de faire figurer pendant ces mêmes jours, des plats de viande dans les hôtels, restaurants, etc., enfin les boucheries, charcuteries, triperies et abattoirs étaient fermés pendant ces trois jours à l'exception toutefois des boucheries hippophagiques.

En même temps, pour se rendre compte exactement des disponibilités du pays en bétail, le ministre du Ravitaillement décide un recensement général de ce bétail qui devra être effectué le 30 juin.

Dans le rapport adressé au Président de la République à l'occasion de ce décret, il est dit : « La hausse du prix de la viande inspire, tant aux pouvoirs publics qu'aux consommateurs, les plus vives préoccupations, les relèvements successifs des prix de la réquisition du bétail n'ont servi que de point de départ à de plus fortes hausses des prix pratiqués par le commerce libre, sans que le bétail

fourni au ravitaillement militaire ait été plus abondant. C'est en vain qu'on chercherait à faciliter ce ravitaillement par un nouveau relèvement des prix de réquisition ; l'expérience a montré que tout effort fait pour rapprocher les prix de la réquisition, des prix du commerce ne fait qu'augmenter leur écart. »

A la suite de ce décret ordonnant le recensement du bétail, le ministre se basant sur la loi du 20 avril 1916, décrète l'autorisation de taxer la viande sur pied, c'est-à-dire la taxation du bétail vivant, sur les marchés aux bestiaux. Une commission d'arbitrage est chargée de fixer les prix maxima pour chaque jour de marché.

Dans son article 1^{er}, ce décret fixait le prix maximum de la viande.

« Article 1^{er}. — A partir du 6 juin 1918, sur les marchés de Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Avignon, Nîmes, Saint-Etienne, Orléans, Rouen, le prix de vente du bœuf sur pied, ne pourra dépasser pour la première qualité : 4 fr. 80 le kilogramme de viande nette, ce terme s'entendant des quatre quartiers, rognons adhérents.

« Art. 5. — La Commission d'arbitrage chargée de fixer les cours de la viande de bœuf sur le marché aux bestiaux de Paris, sera composée comme suit :

« Le chef du service vétérinaire sanitaire de Paris et du département de la Seine : président.

« Le président du syndicat des commissionnaires en bestiaux et marchands ou son délégué.

« Le président du syndicat de la boucherie en gros ou son délégué.

« Un délégué des services du ministère de l'Agriculture.

« Un délégué des services du Ravitaillement.

Remarquons qu'il ne figurait pas d'agriculteurs.

Le 10 juin, un nouvel arrêté intervient pour appliquer les dispositions de l'arrêté du 29 mai 1918 aux marchés du Havre, de Nantes et de Bourges, un maximum est fixé pour la viande de veau (5 fr. le kilog., viande nette), pour le mouton (6 fr. 20 le kil., viande nette), pour le porc (4 fr. le kilog, poids vif).

Un arrêté du 3 juillet décide qu'à partir du 15 juillet les prix maxima ne seront plus limités à un certain nombre de marchés, mais seront applicables à tous les marchés sans exception. Une légère modification est apportée aux maxima déjà fixés pour le bœuf et pour le veau. La viande de cheval, elle-même, est taxée : le kilogramme de viande nette de cheval sur pied est fixé à 2 fr. 20 pour la première qualité.

Jusque-là, dans le but d'éviter la hausse constante des prix, nous assistons à la taxation de la viande et en même temps, aux restrictions de la consommation. Le décret du 16 juillet 1918 est déconcertant : la taxe est maintenue ! Toutes les restrictions sont supprimées ! et dans le rapport adressé au chef de

l'Etat, le ministre ose dire que la crise du bétail est conjurée alors qu'il ne connaît pas encore le résultat du recensement ordonné pour le 30 juin.

Il est dit dans l'article 1^{er} de ce décret :

« Cesseront d'être appliquées, à partir du 20 juillet 1918, les dispositions du décret du 26 avril 1918 réglementant la vente et la consommation de la viande, ainsi que les décrets du 13 mai et du 4 juin suivants, autorisant pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits par le décret du 12 février 1918. En conséquence, sont abrogés lesdits décrets ainsi que les arrêtés du 4 mai et du 11 mai 1918 pour l'application du décret du 26 avril 1918.

A la fin de 1918, un décret du 18 décembre suspend, entre la période du 22 décembre au 5 janvier suivant, l'interdiction de la vente et de la consommation de la viande de porc durant trois jours par semaine.

Enfin, pour parachever l'œuvre des taxations, un arrêté du 24 décembre 1918, fixe les prix du bétail de boucherie à la production.

Telle est, jusqu'à la fin de 1918, l'historique de la législation des taxations sur la viande.

Pour juger l'œuvre de ces taxations, personne n'était mieux qualifié que le ministre qui les avait édictées et qui en avait poursuivi l'application sans relâche :

Au moment où nous écrivons ces lignes, les déclarations si franches, si catégoriques de M. Victor Boret sont édifiantes : le ministre reconnaît bien, en effet, que si les restrictions de la consommation ont été nécessaires et s'il convient même d'y persévérer, les taxations n'ont pas donné les résultats sur lesquels on comptait. Evidemment, il y a actuellement des insuffisances de ressources ; mais, pour y parer, la taxation a été impuissante et le ministre conclut :

« Vous devez à l'heure présente arriver à la liberté du commerce, je le dis très nettement ; de cette liberté du commerce, j'attends le salut parce qu'elle est le propre de l'individualisme et du caractère français.

Lorsque nous commençons ce travail, nous étions parfaitement de cet avis, nous avons vu avec peine les pouvoirs publics s'engager de plus en plus dans la voie des taxations, nous savions qu'il arriverait un jour où l'Etat reconnaîtrait ses erreurs : la victoire du bon sens a rapidement suivi celle des armes et le décret du 5 mars 1919 abrogeant la taxation de la viande nous permet d'espérer que cette année ne nous apportera pas seulement le parachèvement de la liberté des peuples, mais aussi nous montrera l'épanouissement de la liberté économique dont on a tant besoin.

Voilà plus de trois ans que les taxations agricoles sont appliquées en France. Elles ont été combattues

comme inutiles, inefficaces, voire même dangereuses par les partisans du libéralisme économique. Les adeptes de l'école socialiste les ont réclamées ardemment. Pour nous, elles ont été bien loin de donner les résultats qu'on en attendait et elles ont mis la production en péril.

Nous devons reconnaître cependant que beaucoup de publicistes et qu'une foule de gens bien intentionnés les demandent encore de plus en plus générales ; ils croient voir en elles une planche de salut contre la cherté grandissante des prix ; ils espèrent ingénument qu'une parole suffira à déterminer la valeur d'une chose et les pouvoirs publics, comme sous la Convention, sont entraînés par la pression extérieure, dans cette voie.

Sans la taxation des produits indispensables à la vie, disent-ils, ceux-ci se vendront au poids des billets, le pauvre sera obligé de mourir de faim pendant que le riche pourra se procurer tout ce dont il a besoin en mettant la surenchère. Ainsi envisagée, la taxation devient une nécessité morale, politique et sociale.

Est-ce donc tellement vrai ?

Nous avons examiné jusque-là les conséquences néfastes des taxations agricoles à travers plusieurs époques, mais il ne suffit pas pour condamner un système économique, de montrer ses défauts sans quoi tous sans exception devraient être proscrits.

Il nous paraît indispensable de montrer pour terminer cette étude que, même dans une période de crise économique, les taxations agricoles ne sont pas aussi nécessaires que d'aucuns le pensent et que, sous la réserve d'un contrôle dont nous ne voulons pas nier l'utilité, dans une période de guerre, ces taxations pourraient être avantageusement remplacées par un régime de liberté dans les transactions.

CINQUIÈME PARTIE

Avantages d'un système de liberté économique

Nous ne nous proposons pas de faire, ici, l'éloge du libéralisme économique en temps normal ; nous voulons nous demander simplement si, dans une guerre comme celle que nous subissons aujourd'hui, entraînant une crise économique mondiale, nous voulons nous demander si nous pourrions quand même et avantageusement, avoir recours à ce régime de liberté mitigé dans une certaine mesure par un minimum de contrôle dont nous ne contestons pas l'utilité dans de tels moments.

§ 1. — La hausse excessive des Prix aurait pu être évitée sans la taxation des Produits.

Du fait de multiples causes que nous avons déjà examinées et sur lesquelles il ne nous paraît pas nécessaire de revenir, les produits agricoles de pre-

mière nécessité, plus encore que les autres, ont atteint rapidement des prix très élevés. Bien que cela puisse paraître paradoxal, à première vue, cette cherté des produits renferme en elle-même certains avantages. Elle tend à restreindre les gaspillages, à diminuer la consommation : la classe ouvrière n'en souffre pas considérablement, les salaires augmentant dans des proportions analogues au coût de la vie et nous observons que, dans la guerre actuelle, la classe ouvrière se procure largement tout ce dont elle a besoin même des articles d'aucune nécessité. Certes, des privations peuvent être endurées par une certaine catégorie de citoyens à traitements fixes, ce n'est certainement pas la partie la moins intéressante de la population, mais c'est une minorité et l'Etat pourrait faire quelque chose pour elle.

Cette cherté croissante de la vie diminue donc la consommation, facilite les échanges, les bénéfices commerciaux croissant en fonction de la valeur des produits ; enfin et surtout, elle favorise la Production ; les denrées les plus utiles, les plus demandées, donc les plus chères seront produites en plus grande quantité et au bout de peu de temps, quelques années au plus, la balance économique rétablira l'équilibre un instant rompu ; la consommation diminuant, la production augmentant, la cherté du produit atteindra un maximum puis se mettra à descendre. Que se serait-il produit pour le blé s'il n'avait

pas été taxé ou réquisitionné à un prix légal, ce qui est la même chose. Dès 1915, il aurait sans doute valu le double du prix auquel il était coté en 1914, peut-être l'Etat aurait-il dû, dès cette époque, le payer au prix qu'il le réquisitionne aujourd'hui et ce chiffre aurait correspondu à l'augmentation subie par les autres denrées non taxées à cette époque ; comme conséquence immédiate de ces prix élevés, nous aurions vu une diminution dans le gaspillage du blé et une production immédiatement accrue de cette céréale au préjudice de celles qui lui étaient moins utiles.

Peut-être le rationnement dont nous souffrons aujourd'hui aurait-il pu être évité.

Si le Gouvernement, pour une raison politique compréhensible, n'avait pas voulu que le pain se vende plus cher, qui pouvait l'empêcher dès ce moment d'adopter le système de ristournes à la meunerie qu'il inaugura en 1917 et si de ce fait, l'Etat avait dû faire des dépenses excessives, un impôt plus justement réparti sur les bénéfices agricoles n'était-il pas là tout prêt pour rétablir un équilibre budgétaire un instant compromis. Du reste, il n'est pas évident que les cours auraient continué de croître, outre que la Production se serait efforcée de donner au Pays la plus grande partie du manquant, l'Etat aurait pu avoir recours à une importation déjà moins considérable, donc moins onéreuse puisque sous

l'effet des hauts cours la production indigène aurait été accrue. Enfin, si par impossible, les importations avaient été réduites ou rendues nulles pour des causes inhérentes à la guerre, telles que la guerre sous-marine par exemple, le rationnement était la dernière ressource efficace pour éviter une hausse exagérée des prix. N'avons-nous pas observé une baisse assez appréciable sur le prix de la viande quand des restrictions de consommation du reste anodines furent appliquées et n'est-il pas plus logique de s'attaquer plutôt à la cause du mal qu'à ses effets. La taxation nous fait l'effet d'un glaçon dont on recouvrirait un malade pour qu'il ne sente pas sa fièvre, la restriction de la consommation, l'encouragement de la production, un commerce facilité par des transports nombreux et rapides, une diminution de l'inflation monétaire, voici des remèdes efficaces qui agiront directement sur la cause du mal.

Les restrictions de la consommation devront être ordonnées, disons-nous, lorsqu'une cherté excessive se sera fait sentir ce qui sera l'indice de l'insuffisance des disponibilités indigènes ; nous sommes obligé de reconnaître ici que, malgré les inconvénients qu'elles renferment, les déclarations sont d'une nécessité incontestable pendant une guerre.

§ 2. — Un régime de liberté n'exclut pas les statistiques basées sur les Déclarations.

Une bonne maîtresse de maison doit savoir qu'elle est la quantité de vivres qu'elle a à distribuer entre ses convives et nous ne voyons rien que de très naturel à ce que l'Etat se rende compte des disponibilités du Pays en viande, céréales, etc., nous avons montré précédemment les inconvénients des déclarations par ce qu'elles sont considérées par le cultivateur comme des inquisitions précédant des réquisitions et devant le spectre de ces dernières, les premières deviennent odieuses. Si les déclarations de récolte n'avaient comme but que de favoriser de simples statistiques, elles seraient plus véridiques et acquéreraient ainsi plus de valeur : le cultivateur n'aurait plus intérêt à déclarer moins qu'il n'a puisqu'il saurait que sa déclaration ainsi diminuée contribuerait à le faire rationner davantage, il ne lui viendrait pas à l'idée de déclarer un excédent de récolte qu'il n'a pas et qui contribuerait à accroître son impôt sur les bénéfices agricoles.

Nous reconnaissons certes que les Déclarations dont nous parlons ne sont pas toujours faciles. Pour certaines comme celles des céréales, le carnet de battage peut efficacement intervenir ; pour d'autres,

comme celles des fourrages, l'évaluation est difficile. Au lieu d'avoir recours à des visites domiciliaires toujours vexatoires, on pourrait, il nous semble, admettre un chiffre forfaitaire établi, annuellement et proportionnellement au nombre d'hectares de prairies naturelles ou artificielles que possède l'agriculteur.

Si la Déclaration n'était aux yeux des cultivateurs qu'une mesure destinée à l'établissement de statistiques nécessaires, ils l'accueilleraient patriotiquement et sans défiance ; l'Etat aurait sous les yeux par ces statistiques qui auraient une valeur réelle, la somme des produits qu'il peut consommer durant l'année, en y ajoutant le chiffre des importations qu'il peut effectuer, si le montant ainsi établi n'arrivait pas à suffire à une consommation normale déjà réduite du fait de la hausse des prix ; alors, le Gouvernement pourrait avoir recours au dernier moyen certes assez efficace, mais qu'on ne doit employer que lorsqu'on ne peut pas faire autrement, nous voulons parler du rationnement, l'observation nous montrant en effet que rationner une denrée revient à augmenter la consommation de celles qui ne sont pas soumises aux mêmes règles.

Les accaparements, les spéculations illicites seront-ils plus nombreux avec un régime de libre concurrence ? Nous ne le croyons pas. Le spéculateur pourra toujours craindre de voir baisser les prix des den-

rées du fait d'une production accrue, d'une importation plus active ou d'une mesure gouvernementale restreignant la consommation. Plusieurs méthodes pourraient du reste être employées pour éviter des spéculations scandaleuses. Nous verrions par exemple sans peine le développement des coopératives de consommation, des boucheries municipales par exemple, au seul cas cependant où les autres bouchers exploiteraient notoirement la masse des consommateurs, (ce qui n'arrivera que si cette concurrence dont nous vantons les avantages ne se réalisait plus, du fait d'une entente préalable et délictueuse des bouchers) et sous la condition expresse que les boucheries ainsi constituées ne jouiraient pas d'avantages prélevés trop libéralement sur les fonds publics car elles causeraient ainsi la ruine et la disparition des autres boucheries et ce serait pour le plus grand désavantage des citoyens.

Le législateur ne doit intervenir que pour rétablir la libre concurrence, la liberté des transactions et non pas pour substituer aux initiatives individuelles aiguës par l'intérêt personnel, un étatismes générateur de toutes les inerties et de toutes les incapacités.

Le problème du ravitaillement national ne nous paraît pas plus difficile avec un régime de libre concurrence qu'avec le système des taxations, mais nous voyons à cette méthode le gros avantage d'augmenter la production tout en diminuant la consommation

tandis que la taxation arrive précisément au résultat inverse. Par cela seul, elle nous semble jugée.

§ 3. — Un régime de liberté permettrait une application beaucoup plus juste de l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Dans ce Pays où l'on a tant célébré la puissance de l'Idée-force nous ne devons pas dédaigner l'idée de justice qui se dégage d'une question économique. Lorsque l'Etat taxe certaines denrées et pas les autres, lorsqu'il applique ensuite sur tous les produits indistinctement un impôt sur les bénéfices agricoles, ne fait-il pas supporter une double contribution aux dépenses publiques, à ceux qui précisément travaillent le plus au ravitaillement national comme producteurs de denrées les plus utiles : Qu'on nous permette ici un simple exemple : Tel qui fera un revenu annuel de cent mille francs avec un produit non maximé ne paiera que quelques centaines de francs d'impôts suivant la méthode forfaitaire qu'emploie actuellement le fisc dans l'évaluation de l'impôt sur les bénéfices agricoles ; tel autre qui fera dix mille francs de revenus avec des grains maximés aura à subir non seulement l'impôt dont nous venons de parler mais en réalité un impôt supplémentaire de trois ou quatre mille francs, nous voulons dire :

la différence entre le revenu net réalisé par le cultivateur sur son produit maximé et celui qu'il aurait effectué si la taxation n'était pas intervenue. Ne serait-il pas juste de considérer tous les producteurs sur le même pied d'égalité et en tous cas, est-il judicieux de traiter désavantageusement celui qui est le plus utile.

Nous croyons devoir faire ici une comparaison qui s'impose :

Lorsqu'après les premiers mois de la guerre, la défense nationale s'est trouvée en péril du fait d'une pénurie complète de munitions, le Gouvernement ne s'est pas contenté de faire revenir les ingénieurs et les ouvriers trop hâtivement retirés des usines, elle a payé très largement tous les produits qui lui étaient nécessaires.

Des industriels ont fait certes des bénéfices énormes que d'aucuns traitent de scandaleux, mais on ne doit pas oublier qu'ils ont contribué, pour une grande part, au salut du pays. Un impôt très juste sur les bénéfices de guerre intervint dans la suite pour faire supporter à ces mêmes industriels une partie importante du fardeau budgétaire. Croit-on que si les obus et les canons avaient vu leurs prix taxés alors que le minerai et le charbon augmentaient sans cesse de prix et dans des proportions considérables, croit-on que nous aurions eu si vite une muraille d'airain inexpugnable d'un bout du front à l'autre !

Nous pensons voir dans la crise industrielle du début de la guerre et dans la situation agricole une analogie frappante. Avec des encouragements à la production facilitée par des approvisionnements plus considérables d'engrais, quelques ménagements dans la consommation et surtout sans l'abus des réquisitions et l'emploi de taxations inconsidérées la production aurait pu suffire à assurer l'alimentation nationale.

S'il est quelque chose qui puisse nous étonner au seuil d'une cinquième année de guerre, c'est que malgré tant d'entraves et de difficultés, la culture ait pu maintenir quand même une production si honorable et nous rappelant les paroles de M. Zolla « nous devons reconnaître avec sincérité et célébrer « avec gratitude le mérite exceptionnel de ceux qui « peinent et luttent pour conserver à notre terre son « admirable productivité. La confiance en nos agri- « culteurs n'est à leur égard qu'une des formes de la « Justice. »

CONCLUSION

« Si pour guérir un malade, il faut tuer un homme « bien portant, l'opération n'est pas à faire », disait Thomas Morus dans son *Utopie*. Si les entraves qu'on apporte à la liberté économique doivent être plus funestes à l'intérêt général que cette liberté elle-même, gardons la liberté !

Nous avons montré les injustices et les inconvénients multiples que présentent les taxations agricoles. Nous croyons qu'elles auraient dû ne pas exister et qu'on pourrait les supprimer radicalement avec avantage pour le ravitaillement national.

Le moyen âge, la période révolutionnaire nous ont montré surabondamment que l'expérience avait été tentée sans succès, la malheureuse guerre que nous subissons nous a permis de faire les mêmes constatations. Nous voulons espérer que les pouvoirs publics dorénavant éclairés et sachant résister aux sollicitations intéressées, sauront se pénétrer de cette idée : « Qu'il n'est au pouvoir d'aucune autorité humaine

« de fixer par une parole la valeur des choses », et
comme disait Jaurès lui-même : « qu'il n'est pas facile
« d'échapper aux lois internes et profondes des phé-
« nomènes. »

Vu : Le Doyen
LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse,
SOUCHON

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

Journal d'agriculture pratique

Moniteur officiel.

Journal officiel.

Bulletin de la Société nationale de l'encouragement à l'agriculture.

Gazette du Palais.

Bulletin de la Société scientifique d'Hygiène alimentaire.

Journaux : Le Temps, les Débats.

Daniel Zolla. — Revue des Deux-Mondes.

François Bernard. — Grande Encyclopédie.

Boutaric. — La France sous Philippe le Bel.

Laurière (De). — Collection des ordonnances des rois de France de la troisième race.

Aulard. — Histoire de la Révolution.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS. — But de l'Étude.....	5

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS SUR LES TAXATIONS

§ 1. — Définition de la taxation.....	9
§ 2. — But de la taxation.....	13
§ 3. — La taxation est-elle légitime ? Ecole libérale, Ecole socialiste.....	14

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Les taxations et la production agricole		19
§ 1. — Sécurité morale et matérielle nécessaire au producteur.....		19
§ 2. — La taxation tend à diminuer la production en quantité et en qualité.....		31
§ 3. — La taxation des produits agricoles entraîne une plus grande production des produits non taxés au préjudice des autres.....		33
§ 4. — La taxation obstacle à la concurrence.....		51
CHAPITRE II. — Les taxations agricoles envisagées au point de vue de la circulation et de la répartition des produits.....		53
§ 1. — La sortie des denrées des lieux de production est-elle facilitée par leur taxation.....		54
I. — Époque révolutionnaire.....		54
II. — Époque actuelle.....		58
§ 2. — Les taxations sont-elles des obstacles aux accaparements		75

§ 3. — Déclarations et visites domiciliaires. Réquisitions : inconvénients de ces méthodes.....	83
§ 4. — Les taxations agricoles anéantissent le commerce : défaveur dont il souffre.....	93
§ 5. — La répartition des produits agricoles.....	107
CHAPITRE III. — Les taxations et la consommation des denrées.....	129
§ 1. — Augmentation de la consommation des produits taxés.....	129

TROISIÈME PARTIE

INEFFICACITÉ DES TAXATIONS POUR ENRAYER LA HAUSSE DES PRIX

§ 1. — Inobservance fréquente de la loi même par les parties qui sont appelées à en bénéficier..	137
§ 2. — Modifications auxquelles sont sujets les lois et décrets sur les taxations.....	142

QUATRIÈME PARTIE

HISTORIQUE DES TAXATIONS AGRICOLES

§ 1. — Les taxations agricoles au moyen âge.....	147
§ 2. — Les taxations, période révolutionnaire....	159
§ 3. — Les taxations agricoles aujourd'hui.....	166

CINQUIÈME PARTIE

AVANTAGES D'UN SYSTÈME DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

§ 1. — La hausse excessive des prix aurait pu être évitée sans la taxation des produits.....	193
§ 2. — Un régime de liberté n'exclut pas les statistiques basées sur les déclarations.....	197
§ 3. — Un régime de liberté permettrait une application beaucoup plus juste de l'impôt sur les bénéfices agricoles.....	200
CONCLUSION.....	203

